

Les articles 59, 60 et 62 sont applicables aux employeurs pour les rémunérations qu'ils paient ou attribuent au cours d'une période imposable commençant à partir du 1^{er} janvier 2016.

L'article 61 est applicable aux employeurs qui ont remis un formulaire au cours d'une période imposable commençant à partir du 1^{er} janvier 2016.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 18 décembre 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
K. PEETERS

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

Le Ministre des Classes moyennes, des Indépendants et des PME,
W. BORSUS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—
Note

Chambre des représentants:

(www.lachambre.be)

Documents : 54-1444 (2015/2016)

Compte rendu intégral : 10 décembre 2015.

De artikelen 59, 60 en 62 zijn van toepassing op de werkgevers voor de bezoldigingen die zij betalen of toekennen in de loop van een belastbaar tijdperk dat aanvangt vanaf 1 januari 2016.

Artikel 61 is van toepassing op de werkgevers die een formulier hebben overgelegd in de loop van een belastbaar tijdperk dat aanvangt vanaf 1 januari 2016.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 18 december 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
K. PEETERS

De Minister van Justitie,
K. GEENS

De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT

De Minister van Middenstand, Zelfstandigen en KMO's,
BORSUS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—
Nota

Kamer van volksvertegenwoordigers :

(www.dekamer.be)

Stukken : 54-1444 (2015/2016)

Integraal verslag : 10 december 2015.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

[C – 2015/11516]

18 DECEMBRE 2015. — Arrêté royal transposant la Directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, modifiant la Directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les Directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que le Gouvernement a l'honneur de Vous soumettre, vise en substance la transposition en droit belge de la Directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, modifiant la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil (ci-après : « la Directive »).

Cette Directive a déjà été transposée en partie en droit belge par la loi du 18 décembre 2015 transposant la Directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, modifiant la Directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les Directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil.

**Adaptations à l'arrêté royal du 30 janvier 2001
portant exécution du code des sociétés**

Certaines dispositions de la Directive entraînent cependant la nécessité d'adapter l'arrêté d'exécution du Code des sociétés (ci-après : « AR C.Soc. ») sur plusieurs points. A la suite de la suppression des rubriques du compte de résultats relatives aux produits et charges exceptionnels, les modifications à apporter dans le schéma complet et abrégé du compte de résultats et du compte de résultats consolidé,

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

[C – 2015/11516]

18 DECEMBER 2015. — Koninklijk besluit tot omzetting van Richtlijn 2013/34/EU van 26 juni 2013 van het Europees Parlement en van de Raad betreffende de jaarlijkse financiële overzichten, geconsolideerde financiële overzichten en aanverwante verslagen van bepaalde ondernemingsvormen, tot wijziging van Richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad en tot intrekking van Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat de Regering aan U voorlegt, beoogt hoofdzakelijk de omzetting van de Richtlijn 2013/34/EU van het Europees Parlement en van de Raad van 26 juni 2013 betreffende de jaarlijkse financiële overzichten, geconsolideerde financiële overzichten en aanverwante verslagen van bepaalde ondernemingsvormen, tot wijziging van Richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad en tot intrekking van Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad (hierna: "Richtlijn").

De wet van 18 december 2015 tot omzetting van Richtlijn 2013/34/EU van 26 juni 2013 van het Europees Parlement en van de Raad betreffende de jaarlijkse financiële overzichten, geconsolideerde financiële overzichten en aanverwante verslagen van bepaalde ondernemingsvormen, tot wijziging van Richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad en tot intrekking van Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad, heeft deze Richtlijn reeds gedeeltelijk omgezet in Belgisch recht.

**Aanpassingen aan het koninklijk besluit van 30 januari 2001
tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen**

Bepaalde voorschriften in de Richtlijn nopen echter tot aanpassingen van het uitvoeringsbesluit van het Wetboek van vennootschappen (hierna: "KB W.Venn."). Zo dienen, door de opheffing van de rubrieken van de resultatenrekening met betrekking tot de uitzonderlijke opbrengsten en kosten, belangrijke aanpassingen te worden aangebracht in het volledige en het verkorte schema van de resultatenrekening alsook in

s'avèrent importantes. Il en est de même pour les modifications introduites par la Directive concernant les frais de recherche et de développement et l'amortissement du goodwill.

Par ailleurs, certaines modifications apportées dans le Code des sociétés par la loi du 18 décembre 2015, comme l'introduction de la catégorie des microsociétés, entraînent la nécessité de prendre des mesures d'exécution spécifiques pour cette catégorie. A cet effet, il est introduit pour les microsociétés, un microschéma des comptes annuels qui contient une annexe simplifiée.

L'AR C.Soc. sera également complété par des mesures d'exécution en rapport avec l'introduction de la nouvelle obligation imposée aux grandes entreprises et grands organismes d'intérêt public actifs dans certains secteurs, d'établir un rapport sur les paiements effectués à des gouvernements.

L'occasion est également mise à profit pour modifier l'AR C.Soc. sur certains autres points. En raison d'autres modifications législatives récentes, certaines références ou dénominations doivent en effet être mises à jour.

Adaptations à l'arrêté royal du 12 septembre 1983 déterminant la teneur et la présentation d'un plan comptable minimum normalisé et à l'arrêté royal du 12 septembre 1983 portant exécution de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises

L'arrêté royal que le Gouvernement Vous soumet prévoit un certain nombre de modifications à l'annexe à l'arrêté royal du 12 septembre 1983 déterminant la teneur et la présentation d'un plan comptable minimum normalisé à la suite des modifications apportées à l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés à l'occasion de la transposition de la Directive. En outre, l'occasion est mise à profit pour apporter quelques modifications techniques à l'annexe à l'arrêté royal du 12 septembre 1983 déterminant la teneur et la présentation d'un plan comptable minimum normalisé.

L'arrêté royal que le Gouvernement Vous soumet vise également à apporter une modification à l'arrêté royal du 12 septembre 1983 portant exécution de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises, suite à la modification de l'article 8, § 2 de la loi comptable, apportée par l'article 56 de la loi du 8 juin 2008 portant des dispositions diverses (I) (MB 16 juin 2008, éd. 2).

Commentaire des articles

Article 1^{er}

Cet article n'appelle aucun commentaire.

Article 2

Cet article vise à compléter l'article 25 de l'AR C.Soc. afin de préciser, dans l'hypothèse où une compensation est autorisée entre avoirs et dettes, entre droits et engagements, ou entre produits et charges, que les montants à compenser sont indiqués comme montants bruts dans l'annexe aux comptes annuels. Une telle hypothèse est visée dans l'article 17 du présent arrêté, qui, en vertu de l'article 6.2 de la Directive, autorise les sociétés à compenser par contrat les montants repris dans les comptes annuels sous les rubriques du bilan « Commandes en cours d'exécution » et « Acomptes reçus sur commandes ».

Article 3

L'article 3 du présent arrêté se résume à une mise à jour de la référence faite dans l'article 27 de l'AR C.Soc. à la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises. Cette loi a été abrogée à la suite de l'entrée en vigueur du Code de droit économique et les dispositions qu'elle contenait ont été introduites dans ce Code. La référence à la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises est remplacée, à l'article 27 de l'AR C.Soc., par une référence à la disposition correspondante du Code de droit économique.

Article 4

L'article 4 du présent arrêté modifie la référence faite dans l'article 28 de l'AR C.Soc. à la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises. Cette loi a été abrogée à la suite de l'entrée en vigueur du Code de droit économique et les dispositions qu'elle contenait ont été introduites dans ce Code. La référence à la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises est remplacée, à l'article 28 de l'AR

de geconsolideerde resultatenrekening. Hetzelfde geldt voor de wijzigingen die werden aangebracht door de Richtlijn met betrekking tot de kosten van onderzoek en ontwikkeling en de afschrijving van goodwill.

Bovendien zorgen bepaalde wijzigingen die werden aangebracht in het Wetboek van vennootschappen door de wet van 18 december 2015, zoals de invoering van de categorie van de microvennootschappen, ervoor dat uitvoeringsmaatregelen moeten worden genomen die specifiek betrekking hebben op deze categorie. Zo wordt voor de microvennootschappen een microschema van de jaarrekening ingevoerd, dat een vereenvoudigde toelichting bevat.

Ook de uitvoeringsmaatregelen die verband houden met de invoering van de nieuwe verplichting tot het opmaken van een verslag van betalingen aan overheden voor grote ondernemingen en organisaties van openbaar belang die actief zijn in bepaalde sectoren, worden opgenomen binnen het KB W.Venn.

Daarnaast wordt van de gelegenheid gebruik gemaakt om een aantal andere wijzigingen aan te brengen binnen het KB W.Venn. Door verscheidene andere recente wettelijke wijzigingen moeten namelijk bepaalde verwijzingen of benamingen worden aangepast.

Aanpassingen aan het koninklijk besluit van 12 september 1983 tot bepaling van de minimumindeling van een algemeen rekeningenstelsel en het koninklijk besluit van 12 september 1983 tot uitvoering van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding van de ondernemingen

Het koninklijk besluit dat de Regering U ter ondertekening voorlegt, bevat enerzijds een aantal wijzigingen in de bijlage bij het koninklijk besluit van 12 september 1983 tot bepaling van de minimumindeling van een algemeen rekeningenstelsel, als gevolg van de wijzigingen die aan het koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het Wetboek van Vennootschappen werden aangebracht naar aanleiding omzetting van de Richtlijn. Daarnaast wordt van de gelegenheid gebruik gemaakt om in de bijlage bij het koninklijk besluit van 12 september 1983 tot bepaling van de minimumindeling van een algemeen rekeningenstelsel enkele technische wijzigingen aan te brengen.

Het koninklijk besluit dat de Regering U ter ondertekening voorlegt, beoogt anderzijds een wijziging aan te brengen aan het koninklijk besluit van 12 september 1983 tot uitvoering van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding van de ondernemingen, naar aanleiding van de wijziging van artikel 8, § 2 van de Boekhoudwet door artikel 56 van de wet van 8 juni 2008 houdende diverse bepalingen (I) (BS 16 juni 2008, ed. 2).

Artikelsgewijze bespreking

Artikel 1

Dit artikel behoeft geen commentaar.

Artikel 2

Dit artikel beoogt artikel 25 KB W.Venn. aan te vullen teneinde te verduidelijken dat ingeval een compensatie tussen tegoeden en schulden, tussen rechten en verplichtingen of tussen kosten en opbrengsten toegelaten is, de te verrekenen bedragen als brutobedragen in de toelichting bij de jaarrekening moeten worden vermeld. Een voorbeeld hiervan is artikel 17 van dit besluit volgens hetwelk, op grond van artikel 6.2 van de Richtlijn, aan de vennootschappen wordt toegelaten om in de jaarrekening de bedragen van de balansrubrieken "Bestellingen in uitvoering" en "Ontvangen vooruitbetalingen op bestellingen" te verrekenen per overeenkomst.

Artikel 3

Artikel 3 van dit besluit beoogt de aanpassing in artikel 27 KB W.Venn. van de verwijzing naar de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding van ondernemingen. Ten gevolge van de inwerkingtreding van het Wetboek van economisch recht werd deze wet opgeheven en werden de bepalingen van deze wet ingevoegd in het Wetboek van economisch recht. De verwijzing naar de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding van ondernemingen wordt in artikel 27 KB W.Venn. vervangen door een verwijzing naar de overeenkomstige bepaling van het Wetboek van economisch recht.

Artikel 4

Artikel 4 van dit besluit beoogt de aanpassing in artikel 28 KB W.Venn. van de verwijzing naar de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding van ondernemingen. Ten gevolge van de inwerkingtreding van het Wetboek van economisch recht werd deze wet opgeheven en werden de bepalingen van deze wet ingevoegd in het Wetboek van economisch recht. De verwijzing naar de wet van

C.Soc., par une référence à la disposition correspondante du Code de droit économique.

Article 5

L'article 5 du présent arrêté précise que les mentions visées à l'article 29 de l'AR C.Soc. doivent être reprises dans l'annexe aux comptes annuels, parmi les règles d'évaluation. Il s'agit, d'une part, de la mention et de la justification de la dérogation aux règles d'évaluation prévues par l'AR C.Soc., dans le cas exceptionnel où leur application ne conduirait pas à donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société. D'autre part, il y a également lieu d'indiquer l'estimation de l'influence de cette dérogation sur le patrimoine, la situation financière et le résultat de la société dans l'annexe relative aux comptes de l'exercice au cours duquel cette règle d'évaluation dérogatoire est introduite pour la première fois.

Article 6

L'article 6 précise que la mention visée à l'article 37 de l'AR C.Soc., c'est à dire, l'utilisation de la faculté de ne pas inclure dans le coût de revient tout ou partie de ces frais indirects de production, doit être reprise dans l'annexe aux comptes annuels, parmi les règles d'évaluation.

Cet article introduit également une modification terminologique.

Article 7

Cet article apporte une modification terminologique à l'article 38 de l'AR C.Soc.

Article 8

Cet article réalise la transposition de l'article 12.12 de la Directive, par l'introduction d'un nouveau paragraphe dans l'article 50 de l'AR C.Soc., au sujet de l'estimation du montant à provisionner en vertu de cet article. En raison des incertitudes inhérentes aux activités des entreprises, le montant de cette provision ne peut pas être évalué avec précision et ne peut faire l'objet que d'une estimation. Les estimations devraient être fondées sur un jugement prudent de la gestion de l'entreprise, au départ des dernières informations fiables disponibles. Les estimations doivent être calculées sur une base objective et être complétées par l'expérience de transactions similaires et, dans certains cas, par des rapports d'experts indépendants. Les indications prises en considération devraient comprendre toute indication complémentaire fournie par des événements postérieurs à la date de clôture du bilan (cf. le considérant 22 de la Directive).

Article 9

Cet article apporte une modification terminologique à l'article 54 de l'AR C.Soc., en raison du remplacement, au 1^{er} janvier 2012, de la notion de « prépension » par la notion de « chômage avec complément d'entreprise », d'une part.

Il ajoute, d'autre part, une quatrième situation à la liste non limitative des provisions à constituer, plus particulièrement pour les charges découlant d'une obligation environnementale. Par l'introduction de cette obligation, inspirée de la Recommandation de la Commission 2001/453/CE, L 156/33 du 30.05.2001 concernant la prise en considération des aspects environnementaux dans les comptes et rapports annuels des sociétés (Journal Officiel des Communautés européennes du 30.06.2001), une part importante de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) est explicitement reconnue au niveau des comptes annuels.

Article 10

Cet article apporte une modification terminologique dans la version néerlandaise de l'article 56 de l'AR C.Soc., afin d'assurer sa correspondance avec le texte de la version française.

Article 11

Conformément à l'article 57, § 3 de l'AR C.Soc., les plus-values actées sont directement imputées à la rubrique III. du passif Plus-values de réévaluation. Cette disposition confirme qu'une plus-value de réévaluation n'est pas un « résultat » susceptible d'être affecté comme bénéfice. Comme elle a précisé dans son avis 2011/14 - Plus-values de réévaluation, la Commission des normes comptables estime qu'il est dès lors, par principe, exclu que les montants inscrits au poste « Plus-values de réévaluation » soient affectés, directement ou indirectement, par exemple, à l'apurement partiel ou total de pertes subies. Le Gouvernement propose de compléter en conséquence l'article 57, § 3, 2^o de l'AR C.Soc., et de préciser explicitement qu'une plus-value de

17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding van ondernemingen wordt in artikel 28 KB W.Venn. vervangen door een verwijzing naar de overeenkomstige bepaling van het Wetboek van economisch recht.

Artikel 5

In artikel 5 van dit besluit wordt beoogd te verduidelijken dat de in artikel 29 KB W.Venn. gevraagde vermeldingen die moeten worden meegedeeld in de toelichting bij de jaarrekening, thuishoren bij de waarderingsregels. Het betreft enerzijds de vermelding en verantwoording van de afwijking van de in het KB W.Venn. opgenomen waarderingsregels indien in uitzonderingsgevallen blijkt dat de toepassing ervan niet zou leiden tot een getrouw beeld van het vermogen, de financiële positie en het resultaat van de vennootschap. Anderzijds moet tevens de geraamde invloed van de afwijkende waarderingsregel op het vermogen, de financiële positie en het resultaat van de vennootschap in de toelichting bij de jaarrekening worden vermeld over het boekjaar waarin de afwijkende waarderingsregel voor het eerst wordt toegepast.

Artikel 6

Artikel 6 van dit besluit beoogt te verduidelijken dat de in artikel 37 KB W.Venn. gevraagde vermelding, d.i. indien de onrechtstreekse productiekosten niet in de vervaardigingsprijs werden opgenomen, wordt vermeld in de toelichting bij de jaarrekening onder de waarderingsregels.

Daarnaast brengt dit artikel een louter terminologische wijziging aan.

Artikel 7

Dit artikel brengt een louter terminologische wijziging aan in artikel 38 KB W.Venn.

Artikel 8

Dit artikel zet artikel 12.12 van de Richtlijn om door invoeging van een nieuw lid in artikel 50 KB W.Venn. dat betrekking heeft op de schatting van het bedrag waarvoor een voorziening moet worden aangelegd op grond van dit artikel. Als gevolg van de onzekerheden die inherent zijn aan bedrijfsactiviteiten, kan het bedrag van de voorziening niet exact worden gewaardeerd maar slechts worden geschat. Schattingen dienen te berusten op een op het voorzichtigheidsbeginsel gebaseerde oordeelsvorming door het bestuur van de onderneming op basis van de meest recente betrouwbare informatie die beschikbaar is. Schattingen worden berekend op een objectieve basis, aangevuld met bij soortgelijke transacties opgedane ervaringen en, in sommige gevallen, zelfs met verslagen van onafhankelijke experts. De in beschouwing genomen aanwijzingen dienen alle bijkomende aanwijzingen te omvatten die gebeurtenissen na de balansdatum hebben opgeleverd (cf. considerans 22 van de Richtlijn).

Artikel 9

Dit artikel brengt enerzijds in artikel 54 KB W.Venn. een terminologische wijziging aan, aangezien sedert 1 januari 2012 het begrip "brugpensioen" werd vervangen door het begrip "werkloosheid met bedrijfstoeslag".

Anderzijds beoogt dit artikel een aanvulling van de niet-limitatieve opsomming van de aan te leggen voorzieningen door de toevoeging van een vierde situatie waarin een voorziening moet worden gevormd, nl. voor de kosten van een milieuverplichting. Met de invoering van deze verplichting, die geïnspireerd is op de Aanbeveling van de Europese Commissie 2001/453/EG, L 156/33 van 30.05.2001 betreffende de verantwoording, waardering en vermelding van milieuaangelegenheden in de jaarrekeningen en jaarverslagen van ondernemingen (Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen, 13.06.2001) krijgt een belangrijk onderdeel van Maatschappelijk Verantwoord Ondernemen (MVO) een expliciete plaats binnen de jaarrekening.

Artikel 10

Dit artikel beoogt een terminologische wijziging aan te brengen in de Nederlandstalige versie van artikel 56 KB W.Venn., teneinde de tekst in overeenstemming te brengen met de Franstalige versie ervan.

Artikel 11

Geboekte meerwaarden worden krachtens artikel 57, § 3 KB W.Venn. rechtstreeks toegerekend aan de passiefrubriek III. Herwaarderingsmeerwaarden. Deze bepaling wijst erop dat een herwaarderingsmeerwaarde geen "resultaat" uitmaakt dat aanleiding kan zijn tot winstbestemming. Zoals uiteengezet in haar advies 2011/14 - Herwaarderingsmeerwaarden is het volgens de Commissie voor boekhoudkundige normen derhalve principieel uitgesloten dat de bedragen, geboekt onder de rubriek "Herwaarderingsmeerwaarden" rechtstreeks of onrechtstreeks zouden worden aangewend om bijvoorbeeld geleden verliezen geheel of gedeeltelijk aan te zuiveren. De Regering stelt voor om artikel 57, § 3, 2^o KB W.Venn. expliciet in die zin aan te vullen, teneinde te preciseren

réévaluation ne peut pas être affectée à la compensation totale ou partielle des pertes reportées à concurrence de la partie de la plus-value de réévaluation qui n'a pas encore fait l'objet d'un amortissement.

Par ailleurs, le Gouvernement entend souligner que la plus grande prudence s'impose en cas de réévaluation et d'incorporation de plus-values de réévaluation dans le capital. Le Rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 12 septembre 1983 précisait déjà qu'il s'indique, sur base du principe de prudence, de ne pas incorporer au capital la quotité de la plus-value qui correspond au montant estimé des impôts qui le grèveraient effectivement lors de sa réalisation. Il est, en effet, fort probable qu'à l'occasion de la réalisation d'un actif réévalué, la plus-value réalisée soit taxée et qu'une fraction de la plus-value de réévaluation actée auparavant ne pourra pas être durablement affectée au patrimoine de la société. Pour ce même motif, l'article 7.2, alinéa 2 de la Directive prévoit que seule une partie de la plus-value de réévaluation peut être incorporée dans le capital. La deuxième adaptation apportée au paragraphe 3, 2° de l'article 57 de l'AR C.Soc. introduit cette limitation, en précisant qu'une plus-value de réévaluation ne peut être incorporée au capital qu'à concurrence de la partie de la plus-value de réévaluation sous déduction du montant estimé des impôts qui la grèveront lors de sa réalisation. L'article 50 du présent arrêté précise que cette limitation ne s'applique qu'aux seules plus-values de réévaluation incorporées au capital à partir du 1^{er} janvier 2016.

Enfin, l'article 7.2, alinéa 3 de la Directive conduit à compléter l'article 57, § 3, 3° de l'AR C.Soc. par la précision que les plus-values actées ne peuvent pas être distribuées, ni directement, ni indirectement, tant qu'elles ne correspondent pas à une plus-value réalisée ou à un amortissement acté sur la plus-value transféré ou non à une réserve conformément à l'article 57, § 3, 1°, de l'AR C.Soc.

Article 12

L'article 12 du présent arrêté modifie l'article 58 de l'AR C.Soc.

La disposition reprise sous le point 1° précise que l'information relative à la réalisation des conditions mises à l'activation des frais d'établissement doit être justifiée dans l'annexe aux comptes annuels, parmi les règles d'évaluation.

La disposition reprise sous le point 2° modifie l'article 58 de l'AR C.Soc. à la suite du schéma révisé du compte de résultats joint en annexe à la Directive. En effet, ces nouveaux modèles de compte de résultats joints en annexe à la Directive ne comportent plus de rubriques pour les produits exceptionnels et pour les charges exceptionnelles. Dorénavant, ces résultats devront donc être qualifiés, selon leur nature, de résultats d'exploitation ou de résultats financiers. Les frais de restructuration peuvent être de nature différente: des amortissements exceptionnels, des frais d'étude, des frais de déménagement, des indemnités de préavis, des frais de recyclage du personnel, l'acquisition de matériels nouveaux, des provisions pour charges, etc. Ils sont pris en charge selon leur nature, à l'occasion de la suppression des charges exceptionnelles dans le compte de résultats, au titre de charges d'exploitation ou de charges financières. Leur inscription à l'actif en vue de leur répartition sur les exercices ultérieurs s'opérera par déduction globale explicite des charges exceptionnelles, des charges d'exploitation ou des charges financières, respectivement.

Article 13

L'article 13 du présent arrêté modifie l'article 60 de l'AR C.Soc. et vise à adapter les dispositions de l'AR C.Soc., afin de réaliser leur conformité avec l'article 12.11 de la Directive, ainsi qu'avec le schéma révisé du bilan joint en annexe à la Directive. En effet, la Directive n'autorise plus l'activation des frais de recherche. Dorénavant, seuls les frais de développement pourront encore être portés à l'actif. Pour les frais de développement, le Gouvernement maintient ainsi l'utilisation de la faculté offerte par l'article 12.11, alinéa 3 de la Directive. Par « recherche » il faut entendre, tout travail original systématiquement conduit dans l'espoir d'acquérir une compréhension et des connaissances scientifiques ou techniques nouvelles. La notion de « développement » est définie comme la mise en œuvre concrète de conceptions ou d'études pour la production de matériels, d'appareils, de produits, de procédés, de systèmes ou de services nouveaux ou considérablement améliorés, en application de découvertes réalisées ou de connaissances acquises, avant le commencement d'une production commercialisable. Dorénavant, seuls les frais de développement pourront encore être portés à l'actif, dans le respect des conditions de la définition correspondante. A cet effet, l'article 50 du présent arrêté introduit une disposition transitoire, permettant aux sociétés qui ont porté des frais de recherche à l'actif du bilan, mais ne les ont pas encore entièrement

dat de herwaarderingsmeerwaarde niet kan worden aangewend om overgedragen verliezen geheel of gedeeltelijk aan te zuiveren voor het nog niet afgeschreven gedeelte van de herwaarderingsmeerwaarde.

Bovendien wenst de Regering te benadrukken dat grote voorzichtigheid geboden is bij het herwaarderen en dat zeer omzichtig te werk moet worden gegaan met de omzetting van herwaarderingsmeerwaarden in kapitaal. Het Verslag aan de Koning bij het koninklijk besluit van 12 september 1983 vermeldde reeds dat het op grond van het voorzichtigheidsbeginsel aangewezen is om het gedeelte van de meerwaarde dat overeenstemt met de geraamde belasting die in geval van realisatie zou worden geheven, niet in kapitaal om te zetten. Naar aanleiding van de realisatie van een geherwaardeerd actief is de kans immers reëel dat de gerealiseerde meerwaarde zal worden belast en dus een gedeelte van de eerder geboekte herwaarderingsmeerwaarde niet duurzaam tot het vermogen van de vennootschap kan worden toegerekend. Ook artikel 7.2, tweede lid van de Richtlijn staat om deze reden toe dat slechts een gedeelte van de herwaarderingsmeerwaarde in kapitaal kan worden omgezet. De tweede aanpassing aan paragraaf 3, 2° van artikel 57 KB W.Venn. voert deze beperking in en maakt duidelijk dat de omzetting van een herwaarderingsmeerwaarde in het kapitaal slechts betrekking kan hebben op het gedeelte van de herwaarderingsmeerwaarde verminderd met het bedrag van de geschatte belasting die zal worden betaald bij de realisatie van deze meerwaarde. Artikel 50 van dit besluit maakt duidelijk dat deze beperking enkel betrekking heeft op herwaarderingsmeerwaarden die vanaf 1 januari 2016 in het kapitaal worden omgezet.

Tot slot wordt op basis van artikel 7.2, derde lid van de Richtlijn toegevoegd in artikel 57, § 3, 3° KB W.Venn. dat de herwaarderingsmeerwaarde noch rechtstreeks, noch onrechtstreeks mag worden uitgekeerd, zolang dit deel niet overeenstemt met een gerealiseerde meerwaarde of met een afschrijving op de meerwaarde die al dan niet werd overgebracht naar een reserve overeenkomstig artikel 57, § 3, 1° KB W.Venn.

Artikel 12

Artikel 12 van dit besluit wijzigt artikel 58 KB W.Venn.

De bepaling onder 1° verduidelijkt dat de informatie met betrekking tot de realisering van de voorwaarden voor activering van oprichtingskosten in de toelichting bij de jaarrekening onder de waarderingsregels moet worden vermeld.

De bepaling onder 2° wijzigt artikel 58 KB W.Venn. als gevolg van het vernieuwde schema van de resultatenrekening dat is opgenomen als bijlage bij de Richtlijn. Deze nieuwe modellen van de resultatenrekening bij de Richtlijn voorzien namelijk geen rubrieken meer voor de uitzonderlijke opbrengsten en de uitzonderlijke kosten. Deze resultaten moeten dus voortaan worden gekwalificeerd, naargelang hun aard, als zijnde bedrijfsresultaten of financiële resultaten. Herstructureringskosten kunnen van verschillende aard zijn: uitzonderlijke afschrijvingen, studiekosten, verhuizingskosten, opzeggingsvergoedingen, kosten voor herscholing van het personeel, aankoop van nieuw materieel, voorzieningen voor kosten, enz. Ze worden volgens hun aard ten laste genomen, naar aanleiding van het schrappen van de uitzonderlijke kosten in de resultatenrekening, in de hoedanigheid van bedrijfskosten of financiële kosten. Hun boeking aan de actiefzijde met de bedoeling ze te verdelen over latere boekjaren vindt plaats door ze onduidelzinnig en globaal in mindering te brengen van respectievelijk de bedrijfskosten of de financiële kosten.

Artikel 13

Artikel 13 van dit besluit wijzigt artikel 60 KB W.Venn. en beoogt de bepalingen van het KB W.Venn. aan te passen teneinde ze in overeenstemming te brengen met artikel 12.11 van de Richtlijn, alsook met het gewijzigde schema van de balans zoals opgenomen in de bijlage bij de Richtlijn. Volgens de Richtlijn is het immers niet meer toegelaten om de kosten van onderzoek te activeren. Voortaan kunnen enkel nog de kosten van ontwikkeling geactiveerd worden. Voor wat de kosten van ontwikkeling betreft, blijft de Regering op die manier in België gebruik maken van de optie zoals voorzien in artikel 12.11, derde lid van de Richtlijn. Onder "onderzoek" moet worden verstaan, de originele, systematisch uitgevoerde werkzaamheden, in de hoop inzicht te verkrijgen en nieuwe wetenschappelijke of technische kennis te verwerven. "Ontwikkeling" wordt gedefinieerd als de concrete uitvoering van ontwerpen of studies voor de productie van nieuwe of aanzienlijk verbeterde materialen, werktuigen, producten, processen, systemen of diensten door gebruik te maken van ontdekkingen of verworven kennis alvorens een productie te starten die kan worden gecommmercialiseerd. Enkel de kosten van ontwikkeling zijn voortaan activeerbaar onder de voorwaarden van de overeenstemmende bepaling. Artikel 50 van dit besluit voegt in dit verband een overgangsbepaling in, zodat vennootschappen de kosten

amortis avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, de les maintenir à l'actif du bilan, sous les immobilisations incorporelles.

Article 14

L'article 14 du présent arrêté modifie l'article 61 de l'AR C.Soc.

En effet, la Directive n'autorise plus l'activation des frais de recherche. En principe, les frais de recherche engagés à partir du 1^{er} janvier 2016, ne peuvent plus figurer au bilan. Les entreprises peuvent toutefois encore porter ces frais à l'actif pour autant qu'ils soient immédiatement et totalement amortis dans un seul exercice. Les entreprises peuvent traiter, le cas échéant, les frais concernés via un excédent d'amortissement dans la déclaration d'impôt.

Pour les frais de développement, le Gouvernement maintient l'utilisation de la faculté offerte par l'article 12.11, alinéa 3 de la Directive. Dorénavant, seuls les frais de développement pourront encore être portés à l'actif, dans le respect des conditions de la définition correspondante. De plus amples précisions sont fournies dans le commentaire de l'article 13 du présent arrêté. Pour ce motif, cet article supprime le terme « recherche ».

En ce qui concerne les nouveaux frais de recherche (à partir du 1.1.2016) qui, avant la transposition de la Directive, répondaient aux conditions permettant leur reprise parmi les immobilisations incorporelles, leur comptabilisation parmi les immobilisations incorporelles reste autorisée, pour autant qu'ils soient amortis immédiatement et intégralement dans l'exercice au cours duquel ils ont été portés à l'actif, évitant de la sorte que ces montants figurent au bilan des comptes annuels. Ce traitement comptable permet d'écarter l'effet fiscal défavorable engendré par l'interdiction imposée par la Directive de reprendre les frais de recherche au bilan des comptes annuels. Lorsque cette méthode est appliquée, ils pourront continuer à bénéficier de la déduction pour investissement visée aux articles 69 à 77 et 201 du Code des Impôts sur les revenus 1992 ou du crédit d'impôt pour investissement prévus par les articles 289^{quater} à 289^{novies} du même code. En effet, les dispositions de l'article 63 du code précité imposent que les investissements en recherche soient amortis en 3 ans minimum, de sorte que l'exclusion prévue par l'article 75, 4^o, du même code ne leur est pas applicable.

Ensuite, il réalise la transposition de l'article 12.11, alinéa 2 de la Directive. Cet article prévoit que, lorsque la durée d'utilisation du goodwill et les frais de développement ne peuvent être estimés de manière fiable, ces actifs sont amortis sur une période maximale fixée par l'État membre qui ne peut être inférieure à cinq ans et ne peut dépasser dix ans. Compte tenu des récents développements sur le plan international, l'article 14 du présent arrêté vise à introduire une durée maximale de dix ans pour l'amortissement des frais de développement et du goodwill.

Par ailleurs, il y a lieu de préciser à l'article 61 de l'AR C.Soc., qu'en vertu de l'article 12.6, c) de la Directive, les amortissements et réductions de valeur ne peuvent pas être repris.

Article 15

Cet article vise à adapter l'article 67 de l'AR C.Soc. en fonction des développements au niveau de la pratique en matière d'octroi d'emprunts. La méthode simplifiée qui consiste à inscrire au bilan les créances et les dettes payables ou remboursables par versements échelonnés, dont le taux d'intérêt ou de chargement s'applique durant toute la durée du contrat sur le montant initial du financement ou du prêt, à l'inclusion des intérêts en non à leur valeur nominale, s'avère obsolète. En effet, lorsqu'un prêteur octroie un crédit, il est de pratique courante qu'il communique au débiteur un tableau de remboursement, qui permet de distinguer facilement, dans le montant de l'annuité, la fraction du capital remboursé de la fraction des intérêts dus. Pour ce motif, l'alinéa 3 de l'article 67 de l'AR C.Soc. peut être supprimé. Il en découle que les créances et dettes seront dorénavant enregistrées à leur valeur nominale, comme prévu par l'article 67, § 1^{er}, l'AR C.Soc.

Article 16

Cet article apporte une modification terminologique dans la version néerlandaise de l'article 69 de l'AR C.Soc., afin de réaliser sa correspondance avec le texte de la version française.

van onderzoek die zij op de balans hebben geactiveerd en nog niet volledig hebben afgeschreven vóór de inwerkingtreding van dit besluit, op de actiefzijde kunnen behouden bij de immateriële vaste activa.

Artikel 14

Artikel 14 van dit besluit wijzigt artikel 61 KB W.Venn.

Volgens de Richtlijn is het immers niet meer toegelaten om de kosten van onderzoek te activeren. Kosten van onderzoek gemaakt vanaf 1 januari 2016 kunnen principieel niet meer op de balans voorkomen. Evenwel kunnen ondernemingen deze kosten nog steeds activeren voor zover deze kosten onmiddellijk voor het geheel worden afgeschreven in één en hetzelfde boekjaar. In voorkomend geval kunnen de ondernemingen de betrokken kosten via een afschrijvingsexcedent in de belastingaangifte behandelen.

Voor wat de kosten van ontwikkeling betreft, blijft de Regering in België gebruik maken van de optie zoals voorzien in artikel 12.11, derde lid van de Richtlijn. Enkel de kosten van ontwikkeling zijn dus voortaan nog activeerbaar onder de voorwaarden van de overeenstemmende bepaling. Meer uitleg hierrond kan worden teruggevonden bij de bespreking van artikel 13 van dit besluit. Dit artikel schrapt om deze reden de term "onderzoek".

Wat betreft de nieuwe kosten (vanaf 1.1.2016) van onderzoek die vóór de omzetting van de Richtlijn wel zouden voldoen aan de voorwaarden om te worden opgenomen onder de immateriële vaste activa wordt toegestaan dat deze kosten nog steeds worden opgenomen onder de immateriële vaste activa doch mits een onmiddellijke en integrale afschrijving in het jaar van activering zodat deze bedragen niet voorkomen in de balans van de jaarrekening. Dergelijke verwerking strekt ertoe geen nadelige fiscale gevolgen te laten ressorteren voor de kosten van onderzoek ingevolge het door de Richtlijn opgelegde verbod om kosten van onderzoek op te nemen in de balans van de jaarrekening. Wanneer deze methode toegepast wordt, kunnen ondernemingen blijven genieten van de investeringsaftrek voorzien in de artikelen 69 tot 77 en 201 van het Wetboek van Inkomstenbelastingen 1992 of van het belastingkrediet voorzien in de artikelen 289^{quater} tot 289^{novies} van hetzelfde wetboek. De bepalingen van artikel 63 van voormeld wetboek verplichten namelijk om investeringen in onderzoek op minstens 3 jaar af te schrijven, waardoor de uitsluiting voorzien door artikel 75, 4^o van voormeld wetboek niet op deze investeringen van toepassing is.

Daarnaast wordt artikel 12.11, tweede lid van de Richtlijn omgezet. Krachtens dat artikel moeten de Lidstaten voor de afschrijving van de kosten van ontwikkeling en goodwill een maximale afschrijvingsduur voorzien die niet lager dan vijf jaar en niet hoger dan tien jaar mag zijn, wanneer de gebruiksduur van deze activa niet met zekerheid kan worden geschat. Gezien de recente ontwikkelingen op internationaal vlak, wordt in artikel 14 van dit besluit beoogd om een maximale afschrijvingsduur van tien jaar in te voeren voor de kosten van ontwikkeling en goodwill.

Anderzijds dient op basis van artikel 12.6, d) van de Richtlijn in artikel 61 KB W.Venn. te worden toegevoegd dat afschrijvingen en waardeverminderingen op goodwill niet kunnen worden teruggenomen.

Artikel 15

In dit artikel wordt beoogd artikel 67 KB W.Venn. aan te passen aan de ontwikkelingen in de praktijk met betrekking tot het verstrekken van leningen. De vereenvoudigde methode om vorderingen en schulden die in termijnen worden betaald of afbetaald en waarvan de rente of het lastenpercentage gedurende de gehele contractduur wordt toegepast op het oorspronkelijke bedrag van de financiering of van de lening te boeken op de balans inclusief interest en dus niet voor hun nominale waarde blijkt achterhaald. Wanneer de kredietverstrekker een lening toekent, is het immers gangbaar dat hij een aflossingstabel bezorgt aan de schuldenaar zodat er steeds op eenvoudige wijze een onderscheid kan worden gemaakt in het bedrag van de annuïteit tussen het gedeelte van het teruggestorte kapitaal en het gedeelte van de verschuldigde interesten. Het derde lid van artikel 67 KB W.Venn. kan daarom worden opgeheven. Op deze wijze zullen deze vorderingen en schulden voortaan ook geboekt worden tegen hun nominale waarde zoals bepaald in 67, § 1 KB W.Venn.

Artikel 16

Dit artikel beoogt een terminologische wijziging aan te brengen in de Nederlandstalige versie van artikel 69 KB W.Venn., teneinde de tekst in overeenstemming te brengen met de Franstalige versie ervan.

Article 17

L'article 17, 1°, ajoute un alinéa à l'article 71 de l'AR C.Soc., à la suite de l'utilisation par la Belgique de la faculté prévue par l'article 6.2 de la Directive.

Depuis l'année 2004, le Ministre de l'Économie accorde une dérogation collective aux membres de la Bouwunie et de la Confédération Construction, qui consiste à admettre, par projet individuel, une compensation dans les comptes annuels des montants exprimés sous les postes de bilan "Commandes en cours d'exécution" et "Acomptes reçus sur commandes". L'inclusion distincte des deux rubriques dans le bilan pourrait en effet influencer négativement et décisivement le ratio de liquidité, de solvabilité et de rentabilité des entreprises concernées et pourrait éventuellement donner lieu à un handicap concurrentiel à l'égard des entreprises étrangères désireuses de participer aux marchés publics. Les entreprises actives dans d'autres secteurs introduisent des demandes de dérogation similaires, mais sur base individuelle. Le présent arrêté entend dorénavant offrir à chaque société, quel que soit son secteur d'activité, la faculté de procéder à ce type de compensation. La Belgique utilise ainsi la faculté offerte par l'article 6.2 de la Directive aux Etats membres de procéder à ce type de compensations. Les sociétés faisant application de cette faculté sont toutefois tenues de mentionner les montants bruts, avant leur compensation, dans l'annexe aux comptes annuels. Le Gouvernement entend faciliter ainsi aux PME généralement modestement capitalisées, l'accès aux marchés publics, comme le prévoit l'accord gouvernemental.

La modification proposée à l'article 17, 2° concerne une adaptation purement terminologique dans l'article 71 de l'AR C.Soc.

Article 18

L'article 18 du présent arrêté apporte plusieurs modifications à l'article 82 de l'AR C.Soc., à la suite de la transposition de l'article 36 de la Directive.

Pour des raisons de consistance, le Gouvernement a décidé que, pour l'ensemble des sociétés, l'établissement du bilan social serait dorénavant imposé par l'article 100 du Code des sociétés, sous la forme d'un document distinct. La modification apportée aux §§ 1 et 2 de l'article 82 de l'AR C.Soc. conduit à la suppression de la référence à ce bilan social comme élément de l'annexe aux comptes annuels.

Pour autant qu'elles ne soient pas cotées, les petites sociétés peuvent établir leur bilan, leur compte de résultats et l'annexe sous une forme abrégée. En vertu de l'article 93/1 du Code des sociétés, les microsociétés visées à l'article 15/1 du Code des sociétés ont la faculté d'établir leurs comptes annuels selon le microschéma. L'article 18, 4° du présent arrêté a pour objet d'adapter, en exécution de la disposition susvisée, l'article 82 de l'AR C.Soc. et introduit à cet effet un schéma distinct du bilan et du compte de résultats avec une annexe abrégée pour les microsociétés visées à l'article 15/1 du Code des sociétés. Les microsociétés qui utilisent le microschéma bénéficient dès lors d'une simplification, dans ce sens, qu'elles peuvent limiter l'annexe à leurs comptes annuels aux informations visées à l'article 94/3 nouveau. Cette simplification permet aux microsociétés de se limiter à certaines informations relatives aux règles d'évaluation, à l'état des immobilisations, aux droits et engagements hors bilan, aux rémunérations des membres des organes de la société et aux actions propres.

La modification apportée au paragraphe 3 de l'article 82 de l'AR C.Soc., introduite par l'article 18, 5° du présent arrêté, visé à expliquer que le schéma abrégé pour les petites sociétés ainsi que le microschéma pour les microsociétés peuvent omettre des mentions dans le bilan, le compte de résultats et l'annexe lorsqu'elles ne sont pas utiles pour l'exercice concernée.

Une lecture conjointe du considérant 17, de l'article 6.1, j) et de l'article 6.4 de la Directive fait apparaître que les Etats membres doivent introduire le principe de la matérialité, au moins en ce qui concerne la présentation et la mention des informations. Tel est l'objet de la modification apportée sous le point 6°, qui définit « l'importance significative » et introduit le principe de la matérialité en ce qui concerne la présentation du bilan et du compte de résultats.

D'autre part, le gouvernement a décidé sur la base de l'article 6.3 de la Directive de ne pas faire usage de l'option prévue à l'article 6.1, h de la Directive de sorte que les postes du compte de résultat et du bilan ne doivent pas être comptabilisés et présentés en se référant à la substance de la transaction ou du contrat concerné.

Artikel 17

Dit artikel voegt via 1° een lid toe aan artikel 71 KB W.Venn. en is het gevolg van het feit dat België gebruik maakt van de optie zoals omschreven in artikel 6.2 van de Richtlijn.

Sinds 2004 kent de Minister van Economie aan de ondernemingen die lid zijn van de Bouwunie en de Confederatie Bouw een collectieve afwijking toe waardoor zij in de weergave van de jaarrekening de bedragen van de balansrubrieken "Bestellingen in uitvoering" en "Ontvangen vooruitbetalingen op bestellingen" kunnen verrekenen per overeenkomst. De afzonderlijke opname in de balans van deze twee rubrieken zou immers het liquiditeits-, solvabiliteits- en rentabiliteitscijfer van de betrokken ondernemingen negatief en doorslaggevend kunnen beïnvloeden en eventueel een concurrentienadeel kunnen veroorzaken tegenover de buitenlandse ondernemingen die wensen deel te nemen aan de openbare aanbestedingen. Ondernemingen die actief zijn in andere sectoren dienen eveneens gelijkaardige, doch individuele aanvragen tot afwijkingen in. In dit besluit wordt beoogd om vanaf nu aan alle vennootschappen, ongeacht hun activiteitssector, de mogelijkheid te bieden om een dergelijke compensatie te verrichten. Op die manier maakt België gebruik van de mogelijkheid die in artikel 6.2 van de Richtlijn wordt geboden aan de Lidstaten om dergelijke compensaties toe te laten. De vennootschappen die gebruik maken van deze mogelijkheid zijn evenwel gehouden de brutobedragen vóór saldering te vermelden in de toelichting bij de jaarrekening. Op deze wijze wil de Regering overheidsaanbestedingen toegankelijker maken voor de meestal niet fors gekapitaliseerde KMO's zoals bepaald in het Regeerakkoord.

De aanpassing zoals opgenomen onder artikel 17, 2° van dit besluit betreft een louter terminologische aanpassing in artikel 71 KB W.Venn.

Artikel 18

Artikel 18 van dit besluit brengt een aantal wijzigingen aan in artikel 82 KB W.Venn., als gevolg van de omzetting van artikel 36 van de Richtlijn.

Om redenen van consistentie heeft de Regering beslist dat de sociale balans voor alle vennootschappen voortaan als een afzonderlijk document via artikel 100 van het Wetboek van Vennootschappen zal worden gevraagd. De aanpassing aan § 1 en § 2 van artikel 82 KB W.Venn. schrapte de verwijzing naar deze sociale balans als onderdeel van de toelichting bij de jaarrekening.

Kleine vennootschappen kunnen hun balans, resultatenrekening en toelichting opstellen in verkorte vorm, op voorwaarde dat zij niet genoteerd zijn. Krachtens artikel 93/1 van het Wetboek van vennootschappen kunnen microvennootschappen zoals bedoeld in artikel 15/1 van het Wetboek van Vennootschappen hun jaarrekening opstellen volgens het microschemma. Artikel 18, 4° van dit besluit beoogt in uitvoering van deze bepaling artikel 82 KB W.Venn. aan te passen, en voorziet in de invoering van een apart schema van balans en resultatenrekening, met een verkorte toelichting voor de microvennootschappen zoals bedoeld in artikel 15/1 van het Wetboek van vennootschappen. De microvennootschappen die van het microschemma gebruik maken, genieten dus een vereenvoudiging, in die zin dat zij de toelichting bij hun jaarrekening kunnen beperken tot de in het nieuwe artikel 94/3 opgesomde gegevens. Zo hoeven deze microvennootschappen slechts een beperkt aantal gegevens op te nemen die betrekking hebben op de waarderingsregels, de staat van de vaste activa, de rechten en verplichtingen buiten balans, de vergoedingen aan de leden van de organen van de vennootschap en bepaalde informatie betreffende de eigen aandelen.

De aanpassing die door artikel 18, 5° van dit besluit wordt doorgevoerd in paragraaf 3 van artikel 82 KB W.Venn., strekt ertoe te verduidelijken dat zowel in het verkorte schema voor de kleine vennootschappen, als in het microschemma voor de microvennootschappen, de vermeldingen in de balans, de resultatenrekening en de toelichting mogen worden weggelaten wanneer zij niet dienstig zijn voor het betrokken boekjaar.

Uit de samenlezing van considerans 17, artikel 6, 1, j) en artikel 6.4 van de Richtlijn blijkt dat lidstaten het materialiteitsbeginsel moeten invoeren minimaal voor wat betreft de presentatie en de vermelding van informatie. De aanpassing onder 6° definieert "materieel belang" en voert het materialiteitsbeginsel meteen in voor wat betreft de presentatie in de balans en resultatenrekening.

De Regering heeft anderzijds beslist op basis van artikel 6.3 van de Richtlijn de optie vervat in artikel 6.1, h van de Richtlijn niet te lichten zodat de posten van de resultatenrekening en de balans niet dienen te worden verantwoord en gepresenteerd gelet op het wezen van de desbetreffende transactie of overeenkomst.

Article 19

L'article 19 du présent arrêté modifie l'article 83 de l'AR C.Soc. Si les chiffres relatifs à l'exercice ne sont pas comparables à ceux de l'exercice précédent, les chiffres de l'exercice précédent peuvent être redressés en vue de les rendre comparables. En ce cas, l'annexe doit mentionner les redressements opérés, sauf s'ils ne sont pas significatifs. L'article 19 du présent arrêté précise que cette mention doit être faite dans l'annexe, parmi les règles d'évaluation. Enfin, l'article 19 du présent arrêté vise par l'ajout dans l'article 83, alinéa 1^{er} à expliquer que l'indication des montants correspondants de l'exercice précédent peut être limitée aux montants qui figuraient de manière distincte dans les comptes annuels de l'exercice précédent dans tous les cas lors desquels une société passe à l'usage d'un autre schéma (i.e. microschéma, schéma abrégé ou schéma complet).

Article 20

Cet article modifie l'article 84 de l'AR C.Soc. et transpose l'obligation de l'article 12.1 de la Directive, qui prévoit que, lorsqu'un élément d'actif ou de passif relève de plusieurs rubriques du bilan, son rapport avec ces rubriques est indiqué dans l'annexe.

Article 21

La présentation des comptes annuels doit être identique d'un exercice à l'autre. Toutefois, elle est modifiée au cas où, notamment à la suite d'une modification importante de la structure du patrimoine, des produits et charges de la société, elle ne répond plus au principe de l'image fidèle.

L'article 21 du présent arrêté modifie l'article 86 de l'AR C.Soc. et prévoit qu'en l'occurrence, les adaptations et leur justification doivent être mentionnées dans l'annexe, parmi les règles d'évaluation.

Article 22

L'article 22 du présent arrêté modifie l'article 88 de l'AR C.Soc. relatif au schéma du bilan prévu dans le modèle complet des comptes annuels.

L'article 22, 1^o du présent arrêté transpose l'article 12.11 et l'annexe III de la Directive. Etant donné que la Belgique utilise la faculté prévue par l'article 12.11, alinéa 4 de la Directive, et autorise dès lors l'inscription à l'actif des frais d'établissement, ces frais doivent être portés au bilan, soit avant les immobilisations, soit comme première rubrique sous les immobilisations incorporelles. Les frais d'établissement ne peuvent par conséquent plus être exprimés comme première rubrique sous les immobilisations, avant les immobilisations incorporelles. Le Gouvernement a décidé d'enregistrer les frais d'établissement dorénavant avant les immobilisations, et non plus sous une sous-rubrique des immobilisations incorporelles. La modification apportée par l'article 22, 1^o à l'article 88 de l'AR C.Soc. entend adapter le schéma complet du bilan en conséquence. Dorénavant, les frais d'établissement ne feront donc plus partie des immobilisations, mais constitueront une rubrique à part entière de l'actif du bilan, distincte des immobilisations et des actifs circulants.

L'article 22, 2^o du présent arrêté ajoute à la liste des provisions à constituer, une quatrième hypothèse, entraînant l'obligation de constituer une provision pour les frais résultant d'obligations environnementales. De plus amples précisions sont fournies dans le commentaire de l'article 9 du présent arrêté.

Article 23

L'article 23 du présent arrêté modifie l'article 89 de l'AR C.Soc. relatif au schéma du compte de résultats prévu dans le modèle complet des comptes annuels.

Le schéma complet du compte de résultats est adapté sur plusieurs points, étant donné que la Directive n'autorise plus la prise en résultat distincte du résultat exceptionnel. Dorénavant, ces résultats devront donc être qualifiés, selon leur nature, de résultats d'exploitation ou de résultats financiers. Par conséquent, une adaptation du schéma complet du compte de résultats prévu par le Code des sociétés s'impose. Le schéma est complété par de nouvelles rubriques, permettant de clairement distinguer les produits/charges présentant un caractère exceptionnel des autres produits/charges d'exploitation ou des produits financiers/charges financières qui découlent de l'activité courante de la société, et d'assurer la visibilité permanente des résultats exceptionnels dans le compte de résultats. Afin de mettre en exergue la différence par rapport au système antérieur, le Gouvernement a également décidé d'utiliser dorénavant cette nouvelle terminologie.

Artikel 19

Artikel 19 van dit besluit past artikel 83 KB W.Venn. aan. Wanneer de bedragen van het boekjaar niet vergelijkbaar zijn met die van het voorafgaande boekjaar, mogen de bedragen van het voorafgaande boekjaar worden aangepast met het oog op hun vergelijkbaarheid. In dat geval worden deze aanpassingen, behalve indien zij onbelangrijk zijn, in de toelichting vermeld. Artikel 19 van dit besluit maakt duidelijk dat dergelijke vermelding onder de waarderingsregels in de toelichting wordt opgenomen. Verder beoogt artikel 19 van dit besluit met de toevoeging in artikel 83, lid 1 te verduidelijken dat in alle gevallen waarin een vennootschap overschakelt naar een ander schema (i.e. microschemata, verkort schema, of volledig schema), het volstaat dat zij als vergelijkende cijfers voor het voorafgaande boekjaar de bedragen vermeldt die als zodanig voorkwamen in de jaarrekening over dat boekjaar.

Artikel 20

Dit artikel wijzigt artikel 84 KB W.Venn. en vormt de omzetting van de verplichting opgenomen in artikel 12.1 van de Richtlijn, namelijk dat in geval actief- of passiefbestanddelen onder verscheidene rubrieken van de balansindeling vallen, in de toelichting bij de jaarrekening het verband met deze rubrieken wordt vermeld.

Artikel 21

De voorstelling van de jaarrekening moet identiek zijn van het ene jaar tot het andere. Ze wordt echter gewijzigd wanneer, onder meer ingevolge een belangrijke wijziging in de structuur van het vermogen, van de opbrengsten en van de kosten van de vennootschap ze niet meer beantwoordt aan het principe van het getrouw beeld.

Artikel 21 van dit besluit wijzigt artikel 86 KB W.Venn. en voorziet dat de wijzigingen en verantwoording in dergelijk geval in de toelichting onder de waarderingsregels moeten worden vermeld.

Artikel 22

Artikel 22 van dit besluit wijzigt artikel 88 KB W.Venn. met betrekking tot het schema van de balans in het volledige model van de jaarrekening.

Artikel 22, 1^o van dit besluit voorziet in de omzetting van het artikel 12.11 en bijlage III van de Richtlijn. Aangezien België gebruik maakt van de optie zoals voorzien in artikel 12.11, vierde lid van de Richtlijn, en dus toestaat dat oprichtingskosten op het actief worden opgenomen, geldt de verplichting om deze in de balans op te nemen ofwel vóór de vaste activa ofwel als eerste rubriek onder de immateriële vaste activa. Bijgevolg kunnen de oprichtingskosten niet meer worden opgenomen als eerste rubriek onder de vaste activa, net boven de immateriële vaste activa. De Regering opteert ervoor om de oprichtingskosten vanaf nu op te nemen vóór de vaste activa en niet als een onderdeel van de immateriële vaste activa. De door artikel 22, 1^o voorgeschreven aanpassing in artikel 88 KB W.Venn. beoogt het volledige schema van de balans in die zin aan te passen. De oprichtingskosten maken aldus voortaan geen deel meer uit van de vaste activa, maar vormen een afzonderlijke rubriek binnen het actief van de balans naast de vaste activa en vlottende activa.

Artikel 22, 2^o van dit besluit beoogt een aanvulling van de niet-limitatieve opsomming van de aan te leggen voorzieningen door de toevoeging van een vierde situatie waarin een voorziening moet worden gevormd, nl. voor de kosten van een milieuverplichting. Meer uitleg kan worden teruggevonden bij de bespreking van artikel 9 van dit besluit.

Artikel 23

Artikel 23 van dit besluit wijzigt artikel 89 KB W.Venn. met betrekking tot het schema van de resultatenrekening in het volledige model van de jaarrekening.

Het volledig schema van de resultatenrekening ondergaat enkele noodzakelijke aanpassingen aangezien het op basis van de Richtlijn niet langer mogelijk is om het uitzonderlijk resultaat afzonderlijk in de resultatenrekening te vermelden. Deze resultaten moeten dus voortaan worden gekwalificeerd, naargelang hun aard, als zijnde bedrijfsresultaten of financiële resultaten. Het in het KB W.Venn. opgenomen schema van de volledige resultatenrekening dient bijgevolg te worden aangepast. Om deze opbrengsten/kosten met uitzonderlijk karakter te onderscheiden van andere bedrijfsopbrengsten/-kosten of financiële opbrengsten/kosten die voortvloeien uit de gewone bedrijfsactiviteit van de vennootschap en opdat de uitzonderlijke resultaten blijvend zichtbaar zouden zijn in de resultatenrekening, worden nieuwe rubrieken ingevoegd die de niet-recurrente aard van deze opbrengsten en kosten benadrukken. Teneinde het onderscheid met het vorige systeem duidelijk te maken, heeft de Regering dan ook voor geopteerd om vanaf nu deze nieuwe terminologie te hanteren.

Cet article poursuit avec quelques autres adaptations, afin d'augmenter la lisibilité du compte de résultats. Ainsi, par exemple, sous les affectations et prélèvements, le bénéfice à reporter et la perte à reporter sont dorénavant repris sur une ligne distincte. La part du bénéfice attribuée aux travailleurs fait dorénavant aussi l'objet d'une mention distincte.

Article 24

L'article 24 du présent arrêté apporte à l'annexe prévue dans le schéma complet des comptes annuels, plusieurs modifications de fond, afin d'assurer la conformité de l'article 91 de l'AR C.Soc avec les dispositions de la Directive.

L'adaptation du préambule de l'article 91 de l'AR C.Soc. s'impose, puisque le bilan social ne fait plus partie de l'annexe prévue dans le schéma complet, d'une part, et qu'une lecture conjointe du considérant 17, de l'article 6.1, j) et de l'article 6.4 de la Directive fait apparaître, comme indiqué ci-avant, que les Etats membres doivent introduire le principe de la matérialité, au moins en ce qui concerne la présentation et la mention des informations. L'adaptation du préambule de l'article 91 permet d'introduire le principe de la matérialité pour la mention des informations dans l'annexe.

Par ailleurs, plusieurs nouvelles mentions dans l'annexe s'imposent en vertu de la Directive.

L'article 18.1, a) de la Directive n'autorise plus que certaines catégories de sociétés qui établissent leurs comptes annuels selon le schéma complet, soient exonérées de l'obligation de publier certaines informations. L'article 24, 3° et 8° du présent arrêté supprime par conséquent pour certaines catégories de sociétés, l'exonération de la publication de l'état des frais d'établissement (état I.) et l'exonération de l'obligation de ventiler le chiffre d'affaires net (rubrique I. A du compte de résultats). Ces exonérations s'appliquaient jusqu'à présent pour les sociétés qui ne franchissaient pas plus d'un des seuils prévus à l'article 16, § 1^{er}, alinéa 1^{er} du Code des sociétés.

Comme indiqué ci-avant, la Directive n'autorise plus l'activation des frais de recherche. De plus amples précisions sont fournies dans le commentaire de l'article 13 du présent arrêté. Dorénavant, seuls les frais de développement pourront encore être portés à l'actif, dans le respect des conditions de la définition correspondante. Par conséquent et à la suite de l'article 24, 4° du présent arrêté, la notion de « recherche » est supprimée dans l'état II de l'annexe prévue dans le schéma complet des comptes annuels.

L'adaptation de l'état V. B. relatif à la liste des entreprises dont la société est solidairement responsable, telle que proposée par l'article 24, 5° du présent arrêté, s'impose en raison du remplacement de la Directive 68/151/CEE par la Directive 2009/101/CE.

L'article 24, 6° ajoute comme mention distincte sous les autres placements, les métaux précieux et les œuvres d'art. Les entreprises qui achètent de l'or ou des œuvres d'art, désirent savoir sous quelles rubriques elles doivent enregistrer ces actifs. En fonction des motifs sous-jacents à ces achats, ceux-ci pourront être enregistrés soit sous les immobilisations, soit sous les actifs circulants. La modification apportée par l'article 25, 6° du présent arrêté à l'article 91 de l'AR C.Soc. confirme la possibilité d'enregistrer ces achats sous les placements de trésorerie (état VI.), pour autant qu'ils ont été réalisés au titre de placement de trésorerie, c'est à dire, dans la perspective de leur vente à court ou moyen terme en vue de réaliser une plus-value, et en ce qui concerne les œuvres d'art, pour autant qu'il y ait un marché liquide pour ceux-ci. Dans l'absence d'un marché liquide, ces œuvres d'art sont à enregistrer sous les immobilisations corporelles.

L'article 24, 7° du présent arrêté vis à compléter l'état du capital repris dans l'annexe aux comptes annuels établis selon le schéma complet (état VIII.) par la mention de la structure de l'actionariat de la société telle qu'elle résulte des notifications que la société a reçues au sujet des participations importantes en vertu de la loi Transparence, et au sujet des participations croisées en vertu de l'article 631, § 2, dernier alinéa et de l'article 632, § 2, dernier alinéa du Code des sociétés. D'autre part, l'article 25, 7° réalise une adaptation à la suite de la conversion de titres au porteur en titres dématérialisés conformément à la loi du 14 décembre 2005 portant suppression des titres au porteur.

Ensuite, l'article 24, 9° du présent arrêté modifie la rubrique XIV. de l'annexe, relatif aux résultats de l'exercice. Si leur importance ou leur survenance est exceptionnelle, le montant et la nature des produits et

Verder brengt dit artikel nog een paar wijzigingen aan teneinde de leesbaarheid van de resultatenrekening te verhogen. Zo wordt in de resultaatverwerking de over te dragen winst en het over te dragen verlies voortaan op een aparte lijn te vermeld. Ook het gedeelte van de winst dat de werknemers toekomt, wordt voortaan afzonderlijk vermeld.

Artikel 24

Artikel 24 van dit besluit brengt een aantal wijzigingen aan binnen de inhoud van de toelichting bij het volledig schema van de jaarrekening, teneinde artikel 91 KB W.Venn. in overeenstemming te brengen met de bepalingen van de Richtlijn.

De aanpassing in de aanhef van artikel 91 KB W.Venn. is noodzakelijk aangezien enerzijds ook in het volledige schema van de jaarrekening de sociale balans niet langer deel uitmaakt van de toelichting, en anderzijds uit de samenlezing van considerans 17 en artikel 6, 1, j) en artikel 6.4 van de Richtlijn blijkt, zoals reeds uiteengezet, dat Lidstaten het materialiteitsbeginsel moeten invoeren minimaal voor wat betreft de presentatie en de vermelding van informatie. De aanpassing in de aanhef van artikel 91 voert het materialiteitsbeginsel in voor wat betreft de vermelding van informatie in de toelichting.

Bovendien moeten op basis van de Richtlijn een aantal nieuwe vermeldingen in de toelichting worden toegevoegd.

Op basis van artikel 18.1, a) van de Richtlijn is het niet langer toegestaan dat bepaalde categorieën van vennootschappen, die hun jaarrekening opstellen volgens het volledige schema, vrijgesteld worden van de verplichting om bepaalde toelichtingen te geven. Zo worden door artikel 24, 3° en 8° van dit besluit de vrijstelling van de opname van de staat van de oprichtingskosten (staat I.) en de vrijstelling van de uitsplitsing van de netto-omzet (rubriek I. A van de resultatenrekening) voor bepaalde categorieën van vennootschappen opgeheven. Deze vrijstellingen golden tot op heden voor vennootschappen die niet meer dan één van de criteria bedoeld in artikel 16, § 1, eerste lid van het Wetboek van vennootschappen overschreden.

Volgens de Richtlijn is het tevens, zoals hoger reeds aangegeven, niet meer toegelaten om de kosten van onderzoek te activeren. Meer uitleg kan worden teruggevonden bij de bespreking van artikel 13 van dit besluit. Enkel de kosten van ontwikkeling zijn voortaan activeerbaar onder de voorwaarden van de overeenstemmende bepaling. Het begrip "onderzoek" wordt bijgevolg op basis van artikel 24, 4° van dit besluit geschrapt in staat II van de toelichting bij het volledig schema van de jaarrekening.

De aanpassing zoals voorzien in artikel 24, 5° van dit besluit aan de staat V. B. betreffende de lijst van de ondernemingen waarvoor de vennootschap hoofdelijk aansprakelijk is, is noodzakelijk omdat de Richtlijn 68/151/EEG inmiddels werd vervangen door de Richtlijn 2009/101/EG.

In artikel 24, 6° van dit besluit wordt beoogd edele metalen en kunstwerken toe te voegen als aparte vermelding onder de overige beleggingen. Ondernemingen die goud of kunstwerken aankopen stellen zich de vraag onder welke rubriek deze actiefbestanddelen moeten worden geboekt. Afhankelijk van de achterliggende beweegredenen van de aankoop kan deze worden geboekt onder de vaste activa of onder de vlottende activa. De aanpassing die artikel 25, 6° van dit besluit aan artikel 91 KB W.Venn. aanbrengt, bevestigt dat het mogelijk is om deze aankopen onder te brengen bij de geldbeleggingen (staat VI.) voor zover deze als geldbelegging werden aangekocht, dit is om op korte of middellange termijn te worden verkocht met de bedoeling een meerwaarde te realiseren, en wat kunstwerken betreft, op voorwaarde dat voor deze kunstwerken een liquide markt bestaat. Bestaat dergelijke liquide markt niet, dan horen de kunstwerken thuis onder de materiële vaste activa.

In artikel 24, 7° van dit besluit wordt enerzijds beoogd de staat met betrekking tot het kapitaal die wordt opgenomen in de toelichting bij de volgens het volledige schema opgestelde jaarrekening (staat VIII.) aan te vullen met de vermelding van de aandeelhoudersstructuur van de vennootschap zoals blijkt uit de kennisgevingen die de vennootschap heeft ontvangen inzake belangrijke deelnemingen overeenkomstig de bepalingen van de Transparantiewet en inzake de kruisparticipaties overeenkomstig artikel 631, § 2, laatste lid en artikel 632, § 2, laatste lid van het Wetboek van vennootschappen. Anderzijds beoogt artikel 25, 7° van dit besluit een aanpassing ten gevolge van de omzetting van de aandelen aan toonder in gedematerialiseerde aandelen overeenkomstig de wet van 14 december 2005 houdende de afschaffing van de effecten aan toonder.

Daarnaast beoogt artikel 24, 9° van dit besluit om in de staat XIV. van de toelichting met betrekking tot de resultaten van het boekjaar een wijziging aan te brengen. Het bedrag en de aard van de opbrengsten en

charges devront dorénavant faire l'objet d'une ventilation plus détaillée, adaptée à la structure de leur enregistrement sous les résultats d'exploitation ou financiers non récurrents du schéma adapté du compte de résultats.

Par ailleurs, la Directive impose aux sociétés qui établissent leurs comptes annuels selon le schéma complet, l'obligation d'inclure, dans l'annexe, des mentions non prévues par le droit belge dans son état actuel. Pour combler cette lacune, l'article 24, 11° du présent arrêté complète l'état XVIII. relatif aux droits et engagements hors bilan prévu par l'article 17.1, q) de la Directive, par la mention des événements significatifs postérieurs à la date de clôture du bilan, et par l'article 17.1, j) de la Directive, par la mention des engagements relatifs aux engagements d'achat ou de vente dont la société dispose comme émetteur d'options de vente ou d'achat.

L'article 24, 12° du présent arrêté modifie l'état XVIIIbis. en raison du fait que la Directive impose, en son article 17.1, p), aux sociétés qui établissent leurs comptes annuels selon le schéma complet, l'obligation d'indiquer l'impact financier de leurs opérations non inscrites au bilan. Dans l'état XVIIIbis., le point b. imposant cette mention aux seules sociétés cotées et sociétés dont les titres sont admis pour négociation dans un MTF, devient sans objet et est supprimé.

Faisant suite à l'article 16.1, d) de la Directive, l'article 24, 13° du présent arrêté élargit le champ d'application de l'état XVIII. relatif aux relations avec les entreprises liées, imposant également la mention des relations avec les entreprises associées et entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation.

L'état de l'annexe relatif aux transactions avec des parties liées effectuées dans des conditions autres que celles du marché (l'état XVIIIbis), doit, en vertu du dispositif de la Directive, dorénavant être complété par toutes les entreprises qui établissent leurs comptes annuels selon le schéma complet. L'article 17.1, r) de la Directive n'ouvre pas la possibilité de prévoir des dispositions dérogatoires au profit de certaines catégories de sociétés. L'article 24, 14° du présent arrêté modifie l'article 91 de l'AR C.Soc en conséquence.

La première modification apportée par l'article 24, 15° du présent arrêté au point A. de l'état XIX vise à réunir l'ensemble des mentions imposées par l'article 16.1, e) de la Directive, sous les relations financières avec les administrateurs, les gérants et les commissaires. La deuxième modification, apportée au point C. du même état, vise l'hypothèse où la société mère n'établit pas de comptes consolidés, en raison du fait que ses filiales ne présentent, tant individuellement que collectivement, qu'un intérêt négligeable, et introduit l'obligation de publier certaines informations dans les comptes sociaux de l'entreprise mère.

La modification apportée à l'état XX. par l'article 24, 16° du présent arrêté, réalise non seulement une adaptation terminologique, utilisant dorénavant de façon consistante le terme « juste valeur », mais clarifie avant tout l'adaptation de la méthode de l'évaluation à la juste valeur dans le cas des instruments financiers dérivés. Dans la mesure où les règles actuelles relatives aux mentions à prévoir dans l'annexe pourraient conduire à de fausses conclusions au sujet du recours par les sociétés aux instruments financiers dérivés, il s'indique de compléter l'annexe par un aperçu comparatif de la valeur, du volume et de la nature de ces instruments. Cette mention permettra au lecteur des comptes annuels de mieux saisir les différents types d'instruments financiers dérivés et leur utilisation au sein de l'entreprise. La comparaison entre la valeur comptable et la valeur de marché offrira davantage de clarté dans le cas des instruments dérivés de nature spéculative. Par ailleurs, faisant suite à l'article 17.1, c) de la Directive, cet état est complété par un nombre de mentions complémentaires relatives aux immobilisations financières comptabilisées pour un montant supérieur à leur juste valeur.

La modification apportée par l'article 24, 17° du présent arrêté se résume à la suppression, dans l'article 91 de l'AR C.Soc., du point B. Bilan social, puisque le bilan social ne fait plus partie de l'annexe prévu dans le schéma complet des comptes annuels.

Article 25

L'article 25 du présent arrêté apporte plusieurs modifications au bilan prévu dans le schéma abrégé des comptes annuels (article 92 de l'AR C.Soc.).

kosten van uitzonderlijke omvang of uitzonderlijke mate van voorkomen moeten voortaan worden opgenomen op een meer opgedeelde wijze aangepast aan de structuur waarop deze in het aangepaste schema van de resultatenrekening zijn opgenomen onder de niet-recurrerende bedrijfs- of financiële resultaten.

Bovendien worden in de Richtlijn aan de vennootschappen die hun jaarrekening opstellen volgens het volledig schema vermeldingen in de toelichting opgelegd die momenteel niet worden voorzien in het Belgische recht. Zo vult artikel 24, 11° van dit besluit de staat XVII. met betrekking tot de rechten en verplichtingen buiten balans op basis van de verplichting zoals opgenomen in artikel 17.1, q) van de Richtlijn aan met vermeldingen betreffende materiële gebeurtenissen die zich na balansdatum hebben voorgedaan, en op basis van de verplichting zoals opgenomen in artikel 17.1, j) van de Richtlijn, met vermeldingen betreffende de aan- of verkoopverbintenissen die de vennootschap als optieschrijver van call- en putopties heeft.

Artikel 24, 12° van de Richtlijn wijzigt staat XVIIIbis. aangezien voortaan alle vennootschappen die hun jaarrekening opstellen volgens het volledige schema voortaan op grond van artikel 17.1, p) van de Richtlijn de financiële gevolgen moeten vermelden van hun buitenbalans regelingen. De bepaling in staat XVIIIbis. waarin deze vermelding enkel werd voorzien voor de genoteerde vennootschappen en de vennootschappen waarvan de effecten zijn toegelaten tot de verhandeling op een MTF, heeft geen bestaansreden meer en wordt opgeheven.

Artikel 24, 13° van dit besluit breidt het toepassingsgebied van de staat XVIII. over de betrekkingen met verbonden ondernemingen op basis van artikel 16.1, d) van de Richtlijn uit, zodat voortaan ook de betrekkingen met geassocieerde ondernemingen en ondernemingen waarmee een deelnemingsverhouding bestaat, moeten worden vermeld.

De staat in de toelichting die betrekking heeft op de vermelding van de transacties met verbonden partijen buiten normale marktvoorwaarden (staat XVIIIbis.) dient voortaan op basis van de bepalingen van de Richtlijn te worden ingevuld door alle vennootschappen die een jaarrekening opstellen volgens het volledige schema. Artikel 17.1, r) van de Richtlijn voorziet niet de mogelijkheid om voor bepaalde categorieën van vennootschappen afwijkende bepalingen te voorzien. Artikel 24, 14° van dit besluit wijzigt artikel 91 KB W.Venn. dan ook in die zin.

De eerste aanpassing die door artikel 24, 15° van dit besluit wordt aangebracht aan punt A. van de staat XIX. zorgt ervoor dat alle verplichte vermeldingen zoals opgelegd door artikel 16.1, e) van de Richtlijn worden opgenomen bij de financiële betrekkingen met bestuurders, zaakvoerders en commissarissen. Een tweede aanpassing, aangebracht aan punt C. van dezelfde staat, zorgt ervoor dat ook in het geval dat een moedervennootschap geen geconsolideerde jaarrekening opstelt, omdat haar dochtervennootschappen, individueel en tezamen slechts van te verwaarlozen betekenis zijn, bepaalde informatie toch wordt opgenomen in de enkelvoudige jaarrekening van deze moedervennootschap.

De door artikel 24, 16° van dit besluit doorgevoerde aanpassing aan de staat XX. betreft, behalve een terminologische aanpassing waardoor voortaan op consistente basis de term "reële waarde" wordt gebruikt, vooral een wijziging van de manier waarop het gebruik van de reële waarde voor afgeleide financiële instrumenten wordt toegelicht. Aangezien de huidige toelichtingsvereisten mogelijks tot foute conclusies kunnen leiden omtrent het gebruik van afgeleide financiële instrumenten door vennootschappen, is het aangewezen dat de toelichting wordt aangevuld met een vergelijkend overzicht waarin de waarde, de omvang en de aard van deze instrumenten worden opgenomen. Als gevolg van deze toelichting zal de gebruiker van de jaarrekening een beter inzicht krijgen in de verschillende types van afgeleide financiële instrumenten en waarvoor deze worden gehanteerd binnen de onderneming. De vergelijking tussen boekwaarde en marktwaarde zal voornamelijk voor de speculatieve afgeleide instrumenten meer duidelijkheid bieden. Bovendien worden op basis van artikel 17.1, c), ii) van de Richtlijn een aantal bijkomende verplichte vermeldingen aan deze staat toegevoegd voor financiële vaste activa die in aanmerking worden genomen tegen een hoger bedrag dan hun reële waarde.

De door artikel 24, 17° van dit besluit doorgevoerde aanpassing strekt ertoe het punt B. Sociale balans van artikel 91 KB W.Venn. op te heffen, aangezien de sociale balans voortaan geen deel meer uitmaakt van de toelichting van het volledig schema van de jaarrekening.

Artikel 25

Artikel 25 van dit besluit brengt een aantal wijzigingen aan in het schema van de balans van het verkort schema van de jaarrekening (artikel 92 KB W.Venn.).

L'article 25, 1° du présent arrêté réalise la transposition de l'article 12.11 et de l'annexe III de la Directive. Etant donné que la Belgique utilise la faculté prévue par l'article 12.11, alinéa 4 de la Directive, et autorise dès lors l'inscription à l'actif des frais d'établissement, ces frais doivent être portés au bilan, soit avant les immobilisations, soit comme première rubrique sous les immobilisations incorporelles. De plus amples précisions sont fournies dans le commentaire de l'article 22 du présent arrêté. La modification de l'article 92 de l'AR C.Soc. par l'article 25, 1° réalise l'adaptation du schéma abrégé du bilan en conséquence. Les frais d'établissement ne feront dorénavant donc plus partie des immobilisations, mais constitueront une rubrique à part entière de l'actif du bilan, distincte des immobilisations et des actifs circulants.

L'état VII. A. Provisions pour risques et charges est complété par cinq nouveaux sous-rubriques. Etant donné que la Directive n'autorise plus la mention de ces informations dans l'annexe prévue dans le schéma abrégé des comptes annuels, l'ajout de ces sous-rubriques permet néanmoins de maintenir ces informations importantes pour le lecteur des comptes annuels. L'article 9.2 de la Directive autorise, en effet, les Etats membres à prévoir une subdivision plus détaillée des rubriques.

Article 26

L'article 26 du présent arrêté modifie l'article 93 de l'AR C.Soc. et adapte le schéma abrégé du compte de résultats.

Les modifications apportées à l'article 93 de l'AR C.Soc. réalisent l'adaptation du schéma abrégé du compte de résultats à la suite de la suppression, par la Directive, des rubriques relatives aux résultats exceptionnels. De plus amples précisions sont fournies dans le commentaire de l'article 23 du présent arrêté.

Par ailleurs, l'article 26 du présent arrêté introduit dans le compte de résultats du schéma abrégé, sous la rubrique III. Produits financiers, un point A. Subsidies en capital et intérêts, en raison du fait que la Directive impose la suppression de cette information dans l'annexe prévue dans le schéma abrégé des comptes annuels et vu l'importance, également sous l'angle statistique, pour le lecteur des comptes annuels, du maintien de cette information au sujet des subsidies en capital et intérêts pris en résultats. L'article 9.2 de la Directive autorise, en effet, les Etats membres à prévoir une subdivision plus détaillée des rubriques du compte de résultats.

L'article 26 du présent arrêté apporte encore d'autres modifications, dans le but d'augmenter la lisibilité du compte de résultats. Telle, par exemple, la mention, sous les affectations et prélèvements, du bénéfice à reporter et de la perte à reporter, sur une ligne distincte. La part du bénéfice attribuée aux travailleurs fait dorénavant aussi l'objet d'une mention distincte.

Article 27

L'article 27 du présent arrêté remplace l'article 94 de l'AR C.Soc. relatif au contenu de l'annexe prévue dans le schéma abrégé des comptes annuels.

La Directive, se fondant sur le principe de la « priorité aux petites », vise essentiellement à réduire pour les petites sociétés les charges administratives découlant des obligations comptables qui leur sont applicables. Afin de garantir, au sein de l'Union européenne, une harmonisation maximale des règles imposées aux petites sociétés, la Directive interdit aux Etats membres d'imposer des obligations plus sévères que celles prévues par la Directive, sauf si ces obligations d'information complémentaires sont prévues par la législation fiscale nationale et s'avèrent strictement nécessaires à la taxation. Cette nouvelle règle européenne a pour effet de réduire le nombre de mentions à publier dans l'annexe prévue dans le schéma abrégé des comptes annuels.

En outre, une lecture conjointe du considérant 17, de l'article 6.1, j) et de l'article 6.4 de la Directive fait apparaître, comme indiqué ci-avant, que les Etats membres doivent introduire le principe de la matérialité, au moins en ce qui concerne la présentation et la mention des informations. L'adaptation du préambule de l'article 94 de l'AR C.Soc. permet d'introduire le principe de la matérialité pour la mention des informations dans l'annexe.

Conformément aux articles 45, 45/1 et 46 de la loi du 22 décembre 1995 portant des mesures visant à exécuter le plan pluriannuel pour l'emploi, toutes les sociétés sont tenues d'établir un bilan social dont le contenu et la présentation sont définis par le Roi. Par souci d'uniformité, l'annexe tant du schéma abrégé (article 94 de l'AR C.Soc.) que du schéma complet (article 91 de l'AR C.Soc.) est adaptée (voir également l'article 24 du présent arrêté, réglant la suppression du bilan social dans

Artikel 25, 1° van dit besluit voorziet in de omzetting van artikel 12, 11 en bijlage III van de Richtlijn. Aangezien België gebruik maakt van de optie zoals voorzien in artikel 12.11, vierde lid van de Richtlijn, en dus toestaat dat oprichtingskosten op het actief worden opgenomen, geldt de verplichting om deze in de balans op te nemen ofwel vóór de vaste activa ofwel als eerste rubriek onder de immateriële vaste activa. Meer uitleg kan worden teruggevonden in artikel 22 van dit besluit. De door artikel 25, 1° voorgeschreven aanpassing in artikel 92 KB W.Venn. beoogt het verkorte schema van de balans in die zin aan te passen. De oprichtingskosten maken aldus voortaan geen deel meer uit van de vaste activa, maar vormen een afzonderlijke rubriek binnen het actief van de balans naast de vaste activa en vlottende activa.

De rubriek VII. A Voorzieningen voor risico's en kosten wordt uitgebreid met vijf nieuwe subrubrieken. Aangezien deze informatie op grond van de Richtlijn niet langer deel mag uitmaken van de toelichting van het verkort schema van de jaarrekening, kan op deze manier belangrijke informatie voor de gebruikers van de jaarrekening toch behouden blijven. Het is op grond van artikel 9.2 van de Richtlijn immers toegelaten om in de balans verdere indelingen van de rubrieken voor te schrijven.

Artikel 26

Artikel 26 van dit besluit wijzigt artikel 93 KB W.Venn. en past het verkort schema van de resultatenrekening aan.

De aanpassingen die worden aangebracht in artikel 93 KB W.Venn., brengen het verkort model van de resultatenrekening in overeenstemming met de in de Richtlijn voorgeschreven afschaffing van de rubrieken betreffende de uitzonderlijke resultaten. Meer uitleg kan worden teruggevonden in artikel 23 van dit besluit.

Bovendien voegt artikel 26 van dit besluit in de resultatenrekening van het verkort schema van de jaarrekening een rubriek III.A. Kapitaal- en interestsubsidies toe onder de financiële opbrengsten, aangezien deze informatie op grond van de Richtlijn verplicht moet worden geschrapt uit de toelichting van het verkort schema van de jaarrekening en het, mede om statistische redenen, voor de gebruiker van de jaarrekening van belang is dat informatie over de in resultaat genomen kapitaal- en interestsubsidies behouden blijft. Het is op grond van artikel 9.2 van de Richtlijn immers toegelaten om in de resultatenrekening verdere indelingen voor te schrijven.

Verder brengt artikel 26 van dit besluit nog een paar wijzigingen aan teneinde de leesbaarheid van de resultatenrekening te verhogen. Zo wordt in de resultaatverwerking de over te dragen winst en het over te dragen verlies, zoals reeds uiteengezet, voortaan op een aparte lijn te vermeld. Ook het gedeelte van de winst dat de werknemers toekomt, wordt voortaan afzonderlijk vermeld.

Artikel 27

Artikel 27 van dit besluit vervangt artikel 94 KB W.Venn. met betrekking tot de inhoud van de toelichting bij het verkorte schema van de jaarrekening.

De Richtlijn, die gebaseerd is op het "denk eerst klein"-principe, beoogt hoofdzakelijk om voor de kleine vennootschappen de administratieve lasten te verminderen die voortvloeien uit de boekhoudkundige verplichtingen die op hen van toepassing zijn. Om te garanderen dat de voor kleine vennootschappen geldende voorschriften grotendeels worden geharmoniseerd binnen de Europese Unie, mogen de Lidstaten hen krachtens de Richtlijn geen verplichtingen meer opleggen die verder gaan dan hetgeen voorgeschreven is door de Richtlijn, behalve wanneer deze bijkomende informatieverplichtingen uitdrukkelijk worden voorzien in de nationale belastingwetgeving en met het oog op de belastingheffing strikt noodzakelijk zijn. Deze nieuwe Europese bepaling heeft tot gevolg dat het aantal vereiste gegevens in de toelichting bij het verkorte schema van de jaarrekening wordt verminderd.

Bovendien blijkt uit de samenlezing van considerans 17 en artikel 6.1, j) en artikel 6.4 van de Richtlijn dat Lidstaten het materialiteitsbeginsel moeten invoeren, zoals reeds uiteengezet, minimaal voor wat betreft de presentatie en de vermelding van informatie. De aanpassing in de aanhef van artikel 94 KB W.Venn. informeert het materialiteitsbeginsel in voor wat betreft de vermelding van informatie in de toelichting.

Overeenkomstig artikelen 45, 45/1 en 46 van de wet van 22 december 1995 houdende maatregelen tot uitvoering van het meerjarenplan voor werkgelegenheid, dienen alle ondernemingen een sociale balans op te stellen waarvan de inhoud en de weergave door de Koning wordt bepaald. Omwille van de uniformiteit wordt zowel de toelichting van het verkorte model (artikel 94 KB W.Venn.) als de toelichting van het volledige model (artikel 91 KB W.Venn.) van de jaarrekening aangepast

l'annexe prévue dans le schéma complet des comptes annuels). Dorénavant, le bilan social est un document à établir et à déposer auprès de la Banque nationale de Belgique en vertu de l'article 100 du Code des sociétés. Les sociétés sont cependant libres d'inclure, sur une base volontaire, cette information dans leurs comptes annuels. Les mesures d'exécution relatives au bilan social sont incorporées dans un Livre III/1 nouveau de l'AR C.Soc., introduit par l'article 48 du présent arrêté, qui comprend les articles 191/1, 191/2, 191/3, et 191/4, et qui précise les principes généraux et le contenu du bilan social.

Outre la suppression du bilan social comme élément de l'annexe, notamment les adaptations suivantes sont apportées à l'annexe prévue dans le schéma abrégé des comptes annuels:

- suppression de l'état II. Liste des entreprises dans lesquelles une petite société détient une participation et des autres entreprises dans lesquelles elle détient des droits sociaux représentant au moins 10 pour cent du capital souscrit;
- dans l'état du capital (ancienne numérotation III.), seules les actions propres sont encore reprises;
- suppression de l'état relatif au contenu de la rubrique Provisions pour risques et charges (IV.);
- suppression de l'obligation de reprendre, dans l'état relatif aux dettes (ancienne numérotation V.), les dettes fiscales, salariales et sociales;
- simplification et limitation dans l'état VI. (ancienne numérotation) des informations relatives au personnel et aux frais de personnel, tout comme dans l'état VII. (ancienne numérotation), pour les informations relatives aux résultats financiers, et dans l'état IX. (ancienne numérotation), pour les créances existantes sur entreprises liées ou associées. Au cas où les comptes annuels de la société sont consolidés à plusieurs niveaux, cet état se limite dorénavant à donner uniquement les informations pour le plus petit ensemble d'entreprises dont la société fait partie en tant que filiale, et pour lequel des comptes consolidés sont établis et publiés.

En vertu du dispositif de la Directive, l'annexe prévue dans le schéma abrégé des comptes annuels doit également être complété sur plusieurs autres points. Ainsi, dans l'état de l'annexe relatif aux résultats de l'exercice, le montant et la nature des produits et charges de taille ou d'incidence exceptionnelle, devront en vertu de l'article 16.1, *f*) de la Directive, dorénavant faire l'objet d'une subdivision plus détaillée, tout comme leur enregistrement sous les résultats d'exploitation ou financiers non récurrents du schéma adapté du compte de résultats. Quant aux droits et engagements hors bilan, un complément est prévu, en vertu de l'article 16.1, *d*) de la Directive, sous la forme d'une description du régime complémentaire de pension de retraite ou de survie au profit des membres du personnel ou des dirigeants de la société. Quant aux administrateurs et gérants, des précisions sont demandées, en vertu de l'article 16.1, *e*) de la Directive, au sujet des créances existant à leur charge, ainsi que des garanties constituées en leur faveur et des autres engagements souscrits en leur faveur. Par ailleurs, le Gouvernement utilise la faculté de compléter pour toutes les sociétés, l'annexe prévue dans le schéma abrégé des comptes annuels, par des informations sur les transactions effectuées en dehors des conditions normales de marché. A la suite d'une lecture conjointe des articles 16.2 et 17.1, *r*) de la Directive, le contenu de l'état XI. (ancienne numérotation) est adapté en conséquence.

Article 28

Cet article introduit l'intitulé de la nouvelle section III/1. Celle-ci vise à introduire un schéma nouveau des comptes annuels pour les microsociétés, notamment le microschéma. Par l'insertion des articles 94/1, 94/2 et 94/3, cet article vise à déterminer dans l'AR C.Soc. le contenu du microschéma des comptes annuels. Les articles précités contiennent respectivement le schéma du bilan, le schéma du compte de résultats et le contenu de l'annexe du microschéma. Contrairement aux petites sociétés, qui ne sont pas des microsociétés et qui utilisent le schéma abrégé des comptes annuels, les microsociétés bénéficient, en ce qui concerne les mentions obligatoires dans l'annexe, d'une simplification complémentaire, dans la mesure où elles peuvent se limiter à fournir, dans l'annexe à leurs comptes annuels, les informations prévues par l'article 94/3 de l'AR C.Soc. Il s'ensuit que les microsociétés peuvent se limiter aux informations imposées par l'article 36.1, *b*) de la Directive, c'est à dire, un aperçu des droits et engagements hors bilan, des informations sur les rémunérations allouées aux membres des organes de la société, et des informations sur le rachat d'actions propres. Le Gouvernement a décidé d'y ajouter deux mentions, plus

(zie ook artikel 24 van dit besluit, waar de sociale balans ook werd geschrapt in de toelichting van het volledige schema van de jaarrekening). De sociale balans is voortaan een document dat door de vennootschappen op grond van artikel 100 van het Wetboek van Vennootschappen moet worden opgesteld en neergelegd bij de Nationale Bank van België. Het staat de ondernemingen evenwel vrij om deze informatie op vrijwillige basis op te nemen in hun jaarrekening. De uitvoeringsbepalingen met betrekking tot de sociale balans worden opgenomen in een nieuw Boek III/1 van het KB W.Venn., ingevoegd door artikel 48 van dit besluit, dat de nieuwe artikelen 191/1, 191/2, 191/3, en 191/4 omvat en waarin de algemene principes en de inhoud van de sociale balans worden verduidelijkt.

Naast het schrappen van de sociale balans als onderdeel van de toelichting, worden de volgende wijzigingen in het bijzonder aangebracht in de toelichting bij het verkorte schema van de jaarrekening:

- staat II., met name de lijst van de ondernemingen waarin een kleine vennootschap een deelneming aanhoudt en van andere ondernemingen waarin zij sociale rechten aanhoudt die minstens 10 procent vertegenwoordigen van het geplaatst kapitaal, wordt opgeheven;
- in de staat van het kapitaal (oude nummering III.) worden enkel nog de eigen aandelen vermeld;
- de staat met betrekking tot de inhoud van de rubriek Voorzieningen voor risico's en kosten (IV.) wordt geschrapt;
- in de staat van de schulden (oude nummering V.) is het voortaan niet meer verplicht om de schulden met betrekking tot belastingen, bezoldigingen en sociale lasten te vermelden;
- in staat VI. (oude nummering) worden de gegevens betreffende het personeel en de personeelskosten vereenvoudigd en verminderd, net zoals in staat VII. (oude nummering) de gegevens betreffende de financiële resultaten en in staat IX. (oude nummering) de uitstaande vorderingen op verbonden of geassocieerde ondernemingen. Wordt de jaarrekening van de vennootschap op verschillende niveaus geconsolideerd, dan dienen voortaan enkel nog de gegevens voor het kleinste geheel van ondernemingen waarvan de vennootschap als dochter deel uitmaakt en waarvoor een geconsolideerde jaarrekening wordt opgesteld en openbaar gemaakt, te worden opgenomen in deze staat.

Daarnaast moet de toelichting bij het verkort schema van de jaarrekening op basis van de bepalingen van de Richtlijn op een aantal plaatsen worden aangevuld. Zo worden op basis van artikel 16.1, *f*) van de Richtlijn in de toelichting met betrekking tot de resultaten van het boekjaar voortaan ook het bedrag en de aard van de opbrengsten en kosten van uitzonderlijke omvang of uitzonderlijke mate van voorkomen opgenomen, op een meer opgedeelde wijze, net zoals deze opbrengsten en kosten in het aangepaste schema van de resultatenrekening zijn opgenomen onder de niet-recurrente bedrijfs- of financiële resultaten. De niet in de balans opgenomen rechten en verplichtingen worden op basis van artikel 16.1, *d*) van de Richtlijn dan weer uitgebreid met een beschrijving van de ten behoeve van de personeels- of directieleden voorziene aanvullende rust- of overlevingspensioenen. Op grond van artikel 16.1, *e*) van de Richtlijn wordt voor wat betreft de op de bestuurders en zaakvoerders uitstaande vorderingen, de in hun voordeel toegestane waarborgen en andere in hun voordeel aangegane verplichtingen om bijkomende informatie gevraagd. De Regering maakt bovendien gebruik van de optie om de toelichting bij het verkort schema van de jaarrekening voor alle vennootschappen uit te breiden met informatie over transacties buiten normale marktvoorwaarden. De inhoud van staat XI. (oude nummering) wordt op grond van de samenlezing van artikel 16.2 en artikel 17.1, *r*) van de Richtlijn in die zin aangepast.

Artikel 28

Dit artikel beoogt de invoering van het opschrift van de nieuwe afdeling III/1. Dit beoogt de invoering van een nieuw schema van de jaarrekening voor microvennootschappen, nl. het microschem. Dit artikel beoogt met de invoering van de artikelen 94/1 en 94/2 en 94/3 in het KB W.Venn. de inhoud te bepalen van het microschem van de jaarrekening. Voornoemde artikelen bevatten respectievelijk het schema van de balans, het schema van de resultatenrekening, en de inhoud van de toelichting van het microschem. In tegenstelling tot de kleine vennootschappen die geen microvennootschap zijn en die het verkorte schema van de jaarrekening hanteren, genieten microvennootschappen die het microschem gebruiken, met betrekking tot de verplichte vermeldingen in de toelichting een bijkomende vereenvoudiging, in die zin dat zij de toelichting bij hun jaarrekening kunnen beperken tot de in artikel 94/3 KB W.Venn. opgesomde gegevens. Zo hoeven deze microvennootschappen slechts de door artikel 36.1, *b*) van de Richtlijn verplichte toelichtingen op te nemen, m.n. een overzicht van de rechten en verplichtingen buiten balans, informatie over de vergoedingen aan de leden van de organen van de vennootschap en informatie over de

particulièrement une synthèse des règles d'évaluation et un état des immobilisations.

Article 29

L'article 29 du présent arrêté modifie l'article 95 de l'AR C.Soc. qui détermine le contenu de certaines rubriques du bilan.

Comme indiqué ci-avant, la Directive n'autorise plus l'activation des frais de recherche. Dorénavant, seuls les frais de développement pourront encore être portés à l'actif, dans le respect des conditions de la définition correspondante. Par conséquent, la notion de « recherche » est supprimée dans l'article 95 de l'AR C.Soc.

Comme indiqué ci-avant, le présent arrêté ajoute aux mentions à reprendre sous les autres placements, les métaux précieux et les œuvres d'art.

En plus, la modification apportée par l'article 30, 5° du présent arrêté à l'article 95 de l'AR C.Soc. vise à préciser que, pour les personnes physiques et les succursales d'entreprises étrangères, il y a lieu d'entendre par « capital souscrit », le compte de liaison avec le patrimoine de l'exploitant ou du siège respectif, comportant les moyens propres affectés durablement par l'entreprise étrangère à l'activité de ses succursales ou ses sièges d'opération en Belgique. Pour éviter toute confusion au sujet du contenu de cette rubrique, l'adaptation de l'intitulé de ce compte pour certaines entreprises, est précisée. Pour les sociétés en commandite simple et les sociétés en nom collectif, l'intitulé « Capital souscrit » est remplacé par « Avoir social », tandis que pour les personnes physiques et les succursales d'entreprises étrangères, l'intitulé de la rubrique est transformé en « Compte de liaison ».

L'article 30, 6° du présent arrêté apporte également une modification terminologique, étant donné que, depuis le 1^{er} janvier 2012, la notion de « prépension » a été remplacée par « chômage avec complément d'entreprise ».

Article 30

Cet article modifie l'article 96 de l'AR C.Soc. qui détermine le contenu de certaines rubriques du compte de résultats et adapte, comme indiqué ci-avant, le contenu des résultats non récurrents.

A la suite de l'introduction du microschéma, cet article vise également à compléter l'article 96 de l'AR C.Soc. en ce qui concerne le calcul de la marge brute.

Enfin, l'article 31 du présent arrêté apporte une modification à l'article 96 de l'AR C.Soc., en vue de préciser le contenu de la nouvelle rubrique III. A. Subsidies en capital et intérêts dans le compte de résultats du schéma abrégé des comptes annuels ainsi que dans le compte de résultats du microschéma. Étant donné que la Directive n'autorise plus aux États membres d'imposer aux petites sociétés (dont les microsociétés constituent une sous-catégorie) la mention de ces informations dans l'annexe, le Gouvernement a décidé de prévoir cette rubrique dans le compte de résultats du schéma abrégé et du microschéma des comptes annuels, afin d'assurer le maintien de ces informations.

Article 31

Cet article modifie l'article 97 de l'AR C.Soc., qui détermine le contenu de certaines mentions à inclure dans l'annexe.

Conformément aux articles 45, 45/1 et 46 de la loi du 22 décembre 1995 portant des mesures visant à exécuter le plan pluriannuel pour l'emploi, une large gamme de sociétés est tenue d'établir un bilan social dont le contenu et la présentation sont définis par le Roi. A la suite de la transposition de la Directive, ce bilan social ne peut plus être intégré dans l'annexe prévue dans le schéma abrégé des comptes annuels. Par souci d'uniformité, le bilan social est supprimé tant dans l'annexe prévue dans le schéma abrégé (article 94 de l'AR C.Soc.) que dans l'annexe prévue dans le schéma complet (article 91 de l'AR C.Soc.) des comptes annuels. Dorénavant, le bilan social est un document à établir et à déposer auprès de la Banque nationale de Belgique en vertu de l'article 100 du Code des sociétés. Les sociétés sont cependant libres d'inclure, sur une base volontaire, cette information dans leurs comptes annuels. Les mesures d'exécution relatives au bilan social sont incorporées dans un Livre III/1 nouveau de l'AR C.Soc., introduit par l'article 48 du présent arrêté, qui comprend les articles 191/1, 191/2, 191/3, et 191/4, et qui précise les principes généraux et le contenu du bilan social. Dans la mesure où le bilan social ne fait plus partie de l'annexe prévue dans le schéma complet ou abrégé des comptes annuels, le maintien de la définition de certaines rubriques de ce bilan

inkoop van eigen aandelen. De Regering heeft beslist om hieraan twee toelichtingen toe te voegen, namelijk een beperkt overzicht met betrekking tot de waarderingsregels en een staat van de vaste activa.

Artikel 29

Artikel 29 van dit besluit wijzigt artikel 95 KB W.Venn. met betrekking tot de inhoud van bepaalde rubrieken van de balans.

Volgens de Richtlijn is het niet meer toegelaten om de kosten van onderzoek te activeren zoals reeds uiteengezet. Enkel de kosten van ontwikkeling zijn voortaan activeerbaar onder de voorwaarden van de overeenstemmende bepaling. Het begrip "onderzoek" wordt bijgevolg geschrapt in artikel 95 KB W.Venn.

Dit besluit beoogt edele metalen en kunstwerken toe te voegen als aparte vermelding onder de overige beleggingen zoals reeds uiteengezet.

Bovendien beoogt de wijziging zoals voorzien in artikel 30, 5° van dit besluit in artikel 95 KB W.Venn. te verduidelijken dat onder het begrip "geplaatst kapitaal" voor natuurlijke personen en bijkantoren van buitenlandse ondernemingen dient te worden verstaan: de verbindingsrekening met het vermogen van de respectieve exploitant of zetel bevattende de eigen middelen die door de buitenlandse onderneming aan de bedrijfsuitoefening van haar bijkantoren of centra van werkzaamheden in België[00cc][0088], duurzaam worden besteed. Om alle mogelijke verwarring over de inhoud van deze rubriek te vermijden, wordt de aanpassing van de benaming van deze rekening voor bepaalde ondernemingen verduidelijkt. Voor de gewone commanditaire vennootschappen en vennootschappen onder firma wordt de benaming van de rubriek "Geplaatst kapitaal" aangepast naar "Vennootschapsvermogen" en voor de natuurlijke personen en bijkantoren van buitenlandse ondernemingen wordt de benaming van de rubriek aangepast naar "Verbindingsrekening".

Artikel 30, 6° van dit besluit brengt tevens een terminologische wijziging aan, aangezien sedert 1 januari 2012 het begrip "brugpensioen" werd vervangen door "werkloosheid met bedrijfstoeslag".

Artikel 30

Dit artikel wijzigt artikel 96 KB W.Venn. met betrekking tot de inhoud van bepaalde rubrieken van de resultatenrekening en past onder andere, zoals hoger reeds uiteengezet, de inhoud aan van de niet-recurrerende resultaten.

Dit artikel beoogt tevens, als gevolg van de invoering van het microschemata, een aanvulling door te voeren in artikel 96 KB W.Venn. met betrekking tot de berekening van de brutomarge.

Artikel 31 van dit besluit beoogt tot slot een wijziging aan te brengen aan artikel 96 KB W.Venn. teneinde te verduidelijken wat de inhoud is van de nieuw ingevoegde rubriek III. A. Kapitaal- en interestsubsidies in de resultatenrekening van het verkorte schema van de jaarrekening, alsook in de resultatenrekening van het microschemata. Aangezien het door de Richtlijn niet langer toegestaan is om bij kleine vennootschappen (waarvan de microvennootschappen een subcategorie uitmaken) deze informatie in de toelichting te vragen, heeft de Regering beslist om deze bijkomende rubriek op te nemen in de resultatenrekening van het verkorte schema en het microschemata van de jaarrekening, zodat deze informatie kan behouden blijven.

Artikel 31

Dit artikel wijzigt artikel 97 KB W.Venn., dat de inhoud van bepaalde verplichte vermeldingen in de toelichting definieert.

Overeenkomstig artikelen 45, 45/1 en 46 van de wet van 22 december 1995 houdende maatregelen tot uitvoering van het meerjarenplan voor werkgelegenheid, dienen een ruime categorie ondernemingen een sociale balans op te stellen waarvan de inhoud en de weergave door de Koning wordt bepaald. Deze sociale balans kan als gevolg van de omzetting van de Richtlijn niet langer deel uitmaken van de toelichting bij het verkorte schema van de jaarrekening. Om redenen van uniformiteit wordt de sociale balans zowel in de toelichting van het verkorte model (artikel 94 KB W.Venn) als in de toelichting van het volledige model (artikel 91 KB W.Venn.) van de jaarrekening geschrapt. De sociale balans is voortaan een document dat door de vennootschappen op grond van artikel 100 van het Wetboek van vennootschappen moet worden opgesteld en neergelegd bij de Nationale Bank van België. Het staat de ondernemingen evenwel vrij om deze informatie op vrijwillige basis op te nemen in hun jaarrekening. De uitvoeringsbepalingen met betrekking tot de sociale balans worden opgenomen in een nieuw Boek III/1 van het KB W.Venn., ingevoegd door artikel 48 van dit besluit, dat de nieuwe artikelen 191/1, 191/2, 191/3, en 191/4 omvat en waarin de algemene principes en de inhoud van de sociale balans worden verduidelijkt. Aangezien de sociale balans dus niet langer deel

social, prévue par l'article 97 de l'AR C.Soc., ne se justifie plus.

La modification apportée par l'article 32, 2° se résume à une modification terminologique, assurant dorénavant l'utilisation de façon consistante de la notion de « juste valeur »; le 3° de cet article concerne uniquement une adaptation similaire dans la version néerlandaise.

Article 32

L'article 33 du présent arrêté modifie l'article 98 de l'AR C.Soc. et adapte la référence à la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises. Dans l'article 98 de l'AR C.Soc., la référence à la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises est remplacée par une référence à la disposition correspondante du Code de droit économique.

Article 33

L'article 34 du présent arrêté modifie l'article 128 de l'AR C.Soc. par la suppression du deuxième alinéa. La Directive prévoit, en son article 24.14, que lorsque des éléments d'actif compris dans les états financiers consolidés ont fait l'objet de corrections de valeur pour la seule application de la législation fiscale, ces éléments ne peuvent figurer dans les états financiers consolidés qu'après élimination de ces corrections. Cet article ne prévoit pas la possibilité d'y déroger. La faculté ouverte par l'article 128 de l'AR C.Soc., en son deuxième alinéa, de ne pas procéder à l'élimination de ces corrections de valeur à condition que leur influence sur les résultats de l'exercice soit mentionnée dans l'annexe, est par conséquent supprimée. Lorsque les éléments d'actif de la société consolidante ou d'une filiale comprise dans la consolidation ont fait l'objet dans ses comptes annuels d'amortissements ou de réductions de valeur conformément aux dispositions fiscales applicables mais excédant ce qui est économiquement justifié, ou lorsque des passifs de la société consolidante ou d'une filiale comprise dans la consolidation ont été actés, constitués ou évalués dans ses comptes annuels conformément aux dispositions fiscales applicables, au-delà de ce qui est économiquement justifié, ces éléments ne peuvent dorénavant être compris dans les comptes consolidés qu'après élimination de ces distorsions.

Article 34

Cet article modifie l'article 141 de l'AR C.Soc. et concerne les amortissements actés sur écarts de consolidation positifs. Le schéma du compte de résultats consolidés est adapté sur plusieurs points, étant donné que la Directive n'autorise plus la mention distincte du résultat exceptionnel dans le compte de résultats. Dorénavant, ces résultats devront donc être qualifiés, selon leur nature, de résultats d'exploitation ou de résultats financiers. Si des écarts de consolidation positifs ont fait l'objet d'amortissements exceptionnels ou complémentaires, ces amortissements sont dorénavant actés dans une rubrique distincte des charges d'exploitation ou des charges financières.

Articles 35 et 36

Les articles 35 et 36 du présent arrêté modifient les articles 144 et 146 de l'AR C.Soc. relatifs à l'application de la méthode de consolidation par intégration globale.

En vertu du deuxième alinéa de l'article 146 actuel de l'AR C.Soc., qui concerne le compte de résultats consolidé, les bénéfices et les pertes inclus dans la valeur d'un actif figurant au bilan consolidé, acquis de la société consolidante ou d'une filiale comprise dans la consolidation, peuvent être éliminés proportionnellement à la fraction du capital détenu directement ou indirectement par la société consolidante dans chacune des filiales en cause. En son troisième alinéa, l'article 146 de l'AR C.Soc. prévoit que les bénéfices et les pertes peuvent être maintenus, lorsque l'opération a été conclue conformément aux conditions normales de marché et que l'élimination de ces résultats entraînerait des frais disproportionnés. La Directive ne prévoit plus ces dérogations. Les deuxième et troisième alinéas de l'article 146 de l'AR C.Soc. sont dès lors supprimés. Par conséquent, la référence faite par l'article 144 de l'AR C.Soc. à ces deux alinéas, est devenue sans objet et dès lors supprimée.

uitmaakt van de toelichting bij het verkorte of volledige schema van de jaarrekening, heeft het dan ook geen enkel nut om de definitie van de inhoud van bepaalde posten van deze sociale balans in artikel 97 KB W.Venn. te behouden.

De door artikel 32, 2° en 3° van dit besluit doorgevoerde aanpassing betreft een terminologische aanpassing waardoor voortaan op consistente basis het begrip "reële waarde" wordt gebruikt in plaats van het begrip "waarde in het economisch verkeer".

Artikel 32

Artikel 33 van dit besluit wijzigt artikel 98 KB W.Venn. en beoogt de aanpassing van de verwijzing naar de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding van ondernemingen. De verwijzing naar de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding van ondernemingen wordt in artikel 98 KB W.Venn. vervangen door een verwijzing naar de overeenkomstige bepaling van het Wetboek van economisch recht.

Artikel 33

Artikel 34 van dit besluit wijzigt artikel 128 KB W.Venn. door het tweede lid op te heffen. Artikel 24.14 van de Richtlijn bepaalt namelijk dat indien uitsluitend voor de toepassing van de belastingwetgeving waardecorrecties zijn uitgevoerd met betrekking tot in de geconsolideerde jaarrekening opgenomen actiefbestanddelen, deze bestanddelen pas in de geconsolideerde jaarrekening worden opgenomen nadat deze correcties ongedaan werden gemaakt. Dit artikel voorziet niet in de mogelijkheid om hiervan af te wijken. De in artikel 128, tweede lid van het KB W.Venn. voorziene mogelijkheid, voor de consoliderende vennootschappen, om deze waardecorrecties niet ongedaan te maken wanneer de invloed ervan op de resultaten van het boekjaar wordt vermeld in de toelichting, wordt bijgevolg opgeheven. Wanneer in de jaarrekening van de consoliderende vennootschap of van een in de consolidatie opgenomen dochteronderneming, overeenkomstig de geldende fiscale voorschriften op de actiefbestanddelen bijvoorbeeld grotere afschrijvingen of waardeverminderingen zijn toegepast dan economisch verantwoord, of wanneer in de jaarrekening van de consoliderende vennootschap of van een in de consolidatie opgenomen dochteronderneming, overeenkomstig de geldende fiscale voorschriften passiva werden geboekt, gevormd of gewaardeerd voor een groter bedrag dan economisch verantwoord, kunnen deze bestanddelen voortaan pas in de geconsolideerde jaarrekening worden opgenomen nadat deze distorsies ongedaan zijn gemaakt.

Artikel 34

Dit artikel wijzigt artikel 141 KB W.Venn. en heeft betrekking tot de geboekte afschrijvingen op positieve consolidatieverschillen. Het schema van de geconsolideerde resultatenrekening ondergaat enkele noodzakelijke aanpassingen aangezien het op basis van de Richtlijn niet langer mogelijk is om het uitzonderlijk resultaat afzonderlijk in de resultatenrekening te vermelden. Deze resultaten moeten dus voortaan worden gekwalificeerd, naargelang hun aard, als zijnde bedrijfsresultaten of financiële resultaten. De in voorkomend geval geboekte aanvullende of uitzonderlijke afschrijvingen op positieve consolidatieverschillen worden in de geconsolideerde resultatenrekening voortaan geboekt in een afzonderlijke post van de bedrijfskosten of van de financiële kosten.

Artikel 35 en 36

De artikelen 35 en 36 van dit besluit wijzigen de artikelen 144 en 146 van het KB W.Venn. en hebben betrekking op de toepassing van de integrale consolidatiemethode.

Op basis van het tweede lid van het huidige artikel 146 KB W.Venn. met betrekking tot de geconsolideerde resultatenrekening kan de eliminatie van de winst of het verlies, begrepen in de waarde van een actief dat op de geconsolideerde balans voorkomt en is verworven van de consoliderende vennootschap of van een in de consolidatie opgenomen dochteronderneming, worden beperkt tot het deel van het kapitaal dat de consoliderende vennootschap rechtstreeks of onrechtstreeks bezit in elk van de betrokken dochterondernemingen. Het derde lid van datzelfde artikel 146 KB W.Venn. stelt dat de winst of het verlies kan worden behouden indien bij de transactie de normale marktvoorwaarden in acht zijn genomen en het weglaten van deze resultaten onevenredige kosten zou meebrengen. Beide mogelijkheden worden in de Richtlijn niet langer voorzien. In artikel 146 KB W.Venn. worden bijgevolg het tweede en derde lid opgeheven. De verwijzing naar deze beide leden in artikel 144 KB W.Venn. is derhalve zonder nut en wordt tevens opgeheven.

Articles 37, 38 et 39

Les articles 37 et 38 du présent arrêté modifient les articles 153 et 155 de l'AR C.Soc. relatifs à l'application de la méthode de mise en équivalence, sur plusieurs points. L'article 39 du présent arrêté introduit un article 155/1 nouveau dans l'AR C.Soc.

En vertu de l'article 153 de l'AR C.Soc., une société doit, dans ses comptes consolidés, ajouter la quote-part du résultat de l'entreprise associée qui lui revient, à la valeur pour laquelle la participation est inscrite au bilan consolidé par application de la méthode de mise en équivalence. La quote-part du résultat attribuable à cette participation, est alors inscrite au compte de résultats consolidé sous une rubrique distincte « Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence ». Or, dans son état actuel, l'article 153 de l'AR C.Soc. ne se prononce pas sur le traitement par application de la méthode de mise en équivalence, des autres variations des capitaux propres de l'entreprise associée (les mouvements dits direct-to-equity), au niveau des comptes consolidés, comme, par exemple, l'expression d'une plus-value de réévaluation, l'obtention d'un subside en capital, le transfert d'une plus-value réalisée vers les réserves immunisées, et la comptabilisation d'une prime d'émission à l'occasion de l'émission d'un emprunt obligataire convertible. La modification apportée à l'article 153 de l'AR C.Soc. vise à préciser qu'en dehors des variations à la suite du résultat de l'exercice, les capitaux propres d'une entreprise associée peuvent connaître d'autres variations.

L'article 155/1 nouveau introduit dans l'AR C.Soc. détermine ensuite le mode de traitement, dans les comptes consolidés, de ces autres variations des capitaux propres d'une entreprise associée, à l'exclusion toutefois de la partie de celles-ci qui, dans la répartition, est attribuée à un autre titre qu'au titre de dividende. Pour éviter que ces mouvements conduisent à exprimer, dans le compte de résultats consolidé, des résultats non réalisés, il est prévu que les variations susvisées des capitaux propres sont directement mentionnées dans la rubrique « Réserves » du bilan consolidé.

Article 40

La Directive interdit, en son article 24.1, aux Etats membres d'autoriser, dans certaines conditions, aux sociétés de regrouper, dans leurs comptes consolidés, plusieurs rubriques relatives aux stocks. L'article 41 du présent arrêté a dès lors pour objet la suppression de cette faculté actuellement prévue par l'article 158 de l'AR C.Soc., qui détermine la structure des comptes consolidés.

Dans le troisième paragraphe de l'article 158 de l'AR C.Soc., la référence est remplacée et renvoie dorénavant à l'article 165 de l'AR C.Soc.

Article 41

L'article 41 du présent arrêté modifie l'article 160 de l'AR C.Soc. et introduit l'obligation prévue par l'article 12.1 de la Directive. Il s'ensuit que les éléments d'actif ou de passif qui relèvent de plusieurs rubriques ou sous-rubriques du bilan, ou les produits ou les charges qui relèvent de plusieurs rubriques ou sous-rubriques du compte de résultats, sont portés sous la rubrique la plus appropriée au regard du principe de l'image fidèle. Son rapport avec d'autres postes est indiqué dans l'annexe.

Article 42

L'article 42 du présent arrêté modifie l'article 163 de l'AR C.Soc. relatif au bilan consolidé et transpose l'article 12.11 et l'annexe III de la Directive.

Etant donné que la Belgique utilise la faculté prévue par l'article 12.11, alinéa 4 de la Directive, et autorise dès lors l'inscription à l'actif des frais d'établissement, ces frais doivent être portés au bilan, soit avant les immobilisations, soit comme première rubrique sous les immobilisations incorporelles. Les frais d'établissement ne peuvent par conséquent plus être exprimés comme première rubrique sous les immobilisations, avant les immobilisations incorporelles. Le Gouvernement a décidé d'enregistrer les frais d'établissement dorénavant avant les immobilisations, et non plus sous une sous-rubrique des immobilisations incorporelles. La modification apportée par l'article 43 à l'article 163 de l'AR C.Soc. consiste à adapter le schéma du bilan consolidé en conséquence.

Article 43

L'article 43 du présent arrêté modifie l'article 164 de l'AR C.Soc. relatif au compte de résultats consolidé.

Artikel 37, 38 en 39

De artikelen 37 en 38 van dit besluit brengen enkele wijzigingen aan aan de artikelen 153 en 155 KB W.Venn. en hebben betrekking op de toepassing van de vermogensmutatiemethode. Artikel 39 van dit besluit voegt een nieuw artikel 155/1 toe aan het KB W.Venn.

Conform artikel 153 KB W.Venn. dient een vennootschap in haar geconsolideerde jaarrekening het aandeel in het resultaat van de geassocieerde onderneming toe te voegen aan de waarde waartegen de deelneming in de geconsolideerde balans overeenkomstig de vermogensmutatiemethode wordt opgenomen. Het aandeel van het resultaat dat aan deze deelneming kan worden toegerekend, wordt in dat geval vermeld in de geconsolideerde resultatenrekening onder een afzonderlijke rubriek "Aandeel in het resultaat waarop vermogensmutatiemethode is toegepast". Het huidig artikel 153 KB W.Venn. spreekt zich evenwel niet uit hoe andere wijzigingen in het eigen vermogen van de geassocieerde onderneming (de zogenaamde direct-to-equity-mutaties) overeenkomstig de vermogensmutatiemethode moet worden verwerkt in de geconsolideerde jaarrekening, zoals bijvoorbeeld in geval van de uitdrukking van de herwaarderingsmeerwaarde, de verkrijging van een kapitaalsubsidie, de overboeking van een gerealiseerde meerwaarde naar de belastingvrije reserves en de boeking van een uitgiftepremie naar aanleiding van de uitgifte van een converteerbare obligatielening. De aanpassing in artikel 153 KB W.Venn. duidt aan dat het eigen vermogen van een geassocieerde onderneming behalve als gevolg van het resultaat van het boekjaar ook andere wijzigingen kan ondergaan.

De invoering van een nieuw artikel 155/1 in het KB W.Venn. voorziet vervolgens een methode om deze overige wijzigingen binnen het eigen vermogen van een geassocieerde onderneming, met uitsluiting van het gedeelte hiervan dat bij bestemming anderszins dan als dividend wordt toegekend, te verwerken in de geconsolideerde jaarrekening. Om te vermijden dat deze mutaties leiden tot de opname in de geconsolideerde resultatenrekening van niet-gerealiseerde resultaten, wordt voorgeschreven om de bovengenoemde mutaties van het eigen vermogen rechtstreeks te vermelden in de geconsolideerde balans onder de rubriek "Reserves".

Artikel 40

Krachtens artikel 24.1 van de Richtlijn mogen de lidstaten niet meer toelaten dat in bepaalde omstandigheden de vennootschappen verscheidene rubrieken met betrekking tot de voorraden samenvoegen in de geconsolideerde jaarrekening. Artikel 41 van dit besluit beoogt bijgevolg deze mogelijkheid in artikel 158 van het KB W.Venn., die de structuur van de geconsolideerde jaarrekening behandelt, op te heffen.

Verder wordt in de derde paragraaf van artikel 158 KB W.Venn. een aanpassing doorgevoerd teneinde naar het correcte artikel te verwijzen, nl. artikel 165 KB W.Venn.

Artikel 41

Artikel 41 van dit besluit past artikel 160 KB W.Venn. aan en vormt de omzetting van de verplichting opgenomen in artikel 12.1 van de Richtlijn. Dit betekent dat actief of passiefbestanddelen die tot meer dan één rubriek of subrubriek van de balans behoren of opbrengsten of kosten die tot meer dan één rubriek of subrubriek van de resultatenrekening behoren, rekening houdende met het beginsel van het getrouw beeld, worden ingeschreven onder de meest aangewezen rubriek. In dat geval wordt het verband met de andere rubrieken in de toelichting vermeld.

Artikel 42

Artikel 42 van dit besluit wijzigt artikel 163 KB W.Venn. met betrekking tot de geconsolideerde balans en voorziet in de omzetting van het artikel 12.11 en bijlage III van de Richtlijn.

Aangezien België gebruik maakt van de optie zoals voorzien in artikel 12.11, vierde lid van de Richtlijn, en dus toestaat dat oprichtingskosten op het actief worden opgenomen, geldt de verplichting om deze in de balans op te nemen ofwel vóór de vaste activa ofwel als eerste rubriek onder de immateriële vaste activa. Bijgevolg kunnen de oprichtingskosten niet meer worden opgenomen als eerste rubriek onder de vaste activa, net boven de immateriële vaste activa. De Regering opteert ervoor om de oprichtingskosten vanaf nu op te nemen vóór de vaste activa en niet als een onderdeel van de immateriële vaste activa. De door artikel 43 voorgeschreven aanpassing in artikel 163 KB W.Venn. beoogt het geconsolideerd schema van de balans in die zin aan te passen.

Artikel 43

Artikel 43 van dit besluit wijzigt artikel 164 KB W.Venn. met betrekking tot de geconsolideerde resultatenrekening.

Le schéma du compte de résultats consolidés est adapté sur plusieurs points, étant donné que la Directive n'autorise plus la mention distincte du résultat exceptionnel dans le compte de résultats. Dorénavant, ces résultats devront donc être qualifiés, selon leur nature, de résultats d'exploitation ou de résultats financiers. Le schéma est complété par de nouvelles rubriques, permettant de clairement distinguer les produits/charges présentant un caractère exceptionnel, des autres produits/charges d'exploitation ou des produits financiers/charges financières qui découlent de l'activité courante de la société, et d'assurer la visibilité des résultats exceptionnels dans le compte de résultats. Afin de bien mettre en exergue la différence par rapport au système antérieur, le Gouvernement a décidé d'utiliser dorénavant cette nouvelle terminologie.

Comme indiqué ci-avant, la Directive n'autorise plus l'activation des frais de recherche. Dorénavant, seuls les frais de développement pourront encore être portés à l'actif. Pour les frais de développement, le Gouvernement maintient ainsi l'utilisation de la faculté offerte par l'article 12.11, alinéa 3 de la Directive.

Article 44

L'article 44 du présent arrêté modifie l'article 165 de l'AR C.Soc. relatif à l'annexe aux comptes consolidés. Les adaptations apportées à l'annexe prévue dans le schéma complet des comptes annuels, s'appliquent en vertu de l'article 28.1 de la Directive également à l'annexe aux comptes consolidés.

Une lecture conjointe du considérant 17, de l'article 6.1, j) et de l'article 6.4 de la Directive fait apparaître que les Etats membres doivent introduire le principe de la matérialité, au moins en ce qui concerne la présentation et la mention des informations. L'adaptation du préambule de l'article 165 de l'AR C.Soc. permet d'introduire le principe de la matérialité pour la mention des informations dans l'annexe.

Par ailleurs, la Directive n'autorise plus l'activation des frais de recherche. Dorénavant, seuls les frais de développement pourront encore être portés à l'actif, dans le respect des conditions de la définition correspondante. Par conséquent, le terme « recherche » est supprimé dans l'état VIII. relatif aux immobilisations incorporelles.

La Directive n'autorise plus la mention distincte du résultat exceptionnel dans le compte de résultats. Par conséquent, l'article 44 du présent arrêté adapte la référence faite dans l'annexe aux comptes annuels consolidés, aux produits et charges exceptionnels.

Conformément à l'obligation prévue par l'article 17.1, q) de la Directive, l'article 44, 5° du présent arrêté complète l'état XV. relatif aux droits et engagements hors bilan par des mentions relatives aux événements postérieurs à la date du bilan.

La modification apportée par l'article 44, 6°, a) du présent arrêté se résume à une modification terminologique, assurant dorénavant l'utilisation de façon consistante de la notion de « réelle valeur » dans la version néerlandaise. Dans la mesure où les règles actuelles relatives aux mentions à prévoir dans l'annexe pourraient conduire à de fausses conclusions au sujet du recours par les sociétés aux instruments financiers dérivés, il s'indique de compléter l'annexe par un aperçu comparatif de la valeur, du volume et de la nature de ces instruments.

Article 45

L'article 45 du présent arrêté modifie l'article 174 de l'AR C.Soc. à la suite de l'introduction du microschéma des comptes annuels.

Article 46

L'article 46 du présent arrêté modifie l'article 175 de l'AR C.Soc. à la suite de l'introduction du microschéma des comptes annuels.

Article 47

L'article 47 du présent arrêté modifie l'article 177 de l'AR C.Soc. relatif à la publicité des comptes annuels et des comptes consolidés.

La Banque nationale de Belgique a supprimé, en juin 2010, le dépôt des comptes annuels par remise aux guichets, pour les sociétés déposant leurs comptes annuels ou consolidés sur papier. Les modifications proposées à l'article 177, deuxième alinéa, et 178, § 4 de l'AR C.Soc. réalisent une adaptation correspondante de cet arrêté.

Het schema van de geconsolideerde resultatenrekening ondergaat enkele noodzakelijke aanpassingen aangezien het op basis van de Richtlijn niet langer mogelijk is om het uitzonderlijk resultaat afzonderlijk in de resultatenrekening te vermelden. Deze resultaten moeten dus voortaan worden gekwalificeerd, naargelang hun aard, als zijnde bedrijfsresultaten of financiële resultaten. Om deze opbrengsten/kosten met uitzonderlijk karakter te onderscheiden van andere bedrijfsopbrengsten/-kosten of financiële opbrengsten/kosten die voortvloeien uit de gewone bedrijfsactiviteit van de vennootschap, worden nieuwe rubrieken ingevoegd die de niet-recurrente aard van deze opbrengsten en kosten benadrukken. Teneinde het onderscheid met het vorige systeem duidelijk te maken, heeft de Regering er dan ook voor gopteerd om vanaf nu deze nieuwe terminologie te hanteren.

Volgens de Richtlijn is het bovendien niet meer toegelaten om de kosten van onderzoek te activeren. Voortaan kunnen enkel nog de kosten van ontwikkeling geactiveerd worden. Voor wat de kosten van ontwikkeling betreft, blijft de Regering op die manier in België gebruik maken van de optie zoals voorzien in artikel 12.11, derde lid van de Richtlijn.

Artikel 44

Artikel 44 van dit besluit wijzigt artikel 165 KB W.Venn. dat de toelichting bij de geconsolideerde jaarrekening behandelt. De aanpassingen die werden aangebracht aan de toelichting bij het volledig schema van de jaarrekening gelden op grond van artikel 28.1 van de Richtlijn ook voor de toelichting bij de geconsolideerde jaarrekening.

Uit de samenlezing van considerans 17 en artikel 6.1, j) en artikel 6.4 van de Richtlijn blijkt dat Lidstaten het materialiteitsbeginsel moeten invoeren minimaal voor wat betreft de presentatie en de vermelding van informatie. De aanpassing in de aanhef van artikel 165 KB W.Venn. voert het materialiteitsbeginsel in voor wat betreft de vermelding van informatie in de toelichting.

Volgens de Richtlijn is het niet meer toegelaten om de kosten van onderzoek te activeren. Enkel de kosten van ontwikkeling zijn voortaan activeerbaar onder de voorwaarden van de overeenstemmende bepaling. In de toelichting wordt in staat VIII. met betrekking tot de immateriële vaste activa de term onderzoek dan ook geschrapt.

Op basis van de Richtlijn is het niet langer mogelijk om het uitzonderlijk resultaat afzonderlijk in de resultatenrekening te vermelden. Hierdoor past artikel 44 van dit besluit in de toelichting bij de geconsolideerde jaarrekeningen de verwijzing naar de uitzonderlijke opbrengsten en kosten aan.

Artikel 44, 5° van dit besluit vult de staat XV. met betrekking tot de rechten en verplichtingen buiten balans op basis van de verplichting zoals opgenomen in artikel 17.1, q) van de Richtlijn aan met vermeldingen betreffende materiële gebeurtenissen die zich na balansdatum hebben voorgedaan.

De door artikel 44, 6°, a) van dit besluit doorgevoerde aanpassing betreft een terminologische aanpassing waardoor voortaan op consistente basis het begrip "reële waarde" wordt gebruikt in plaats van het begrip "waarde in het economisch verkeer". Aangezien de huidige toelichtingsvereisten mogelijks tot foute conclusies kunnen leiden omtrent het gebruik van afgeleide financiële instrumenten door vennootschappen, is het aangewezen dat de toelichting wordt aangevuld met een vergelijkend overzicht waarin de waarde, de omvang en de aard van deze instrumenten worden opgenomen.

Artikel 45

Artikel 45 van dit besluit wijzigt artikel 174 KB W.Venn. als gevolg van de invoering van het microschem van de jaarrekening.

Artikel 46

Artikel 46 van dit besluit wijzigt artikel 175 KB W.Venn. als gevolg van de invoering van het microschem van de jaarrekening.

Artikel 47

Artikel 47 van dit besluit wijzigt artikel 177 KB W.Venn. met betrekking tot de openbaarmaking van de jaarrekening en de geconsolideerde jaarrekening.

De Nationale Bank van België heeft in juni 2010 het neerleggen van de jaarrekening door afgifte aan de loketten afgeschaft voor vennootschappen die hun jaarrekening of geconsolideerde jaarrekening nog neerleggen op papier. De voorgestelde wijzigingen in artikel 177, tweede lid en 178, § 4 van het KB W.Venn. beogen louter het KB W.Venn. aan te passen aan deze omstandigheid.

Article 48

L'article 48 du présent arrêté modifie l'article 178 de l'AR C.Soc. et résulte, d'une part, de l'abrogation de l'obligation de publication aux Annexes au *Moniteur belge* de la mention du dépôt des comptes annuels. D'autre part, la modification apportée à l'article 178 vise l'adaptation de la référence à la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises, d'une part. Cette loi a été abrogée à la suite de l'entrée en vigueur du Code de droit économique et les dispositions qu'elle contenait ont été introduites dans ce Code. La référence faite par l'article 178 de l'AR C.Soc., à la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises est remplacée par une référence à la disposition correspondante du Code de droit économique.

Ensuite l'article 48 du présent arrêté modifie l'article 178 de l'AR C.Soc. à la suite de l'introduction du microschéma des comptes annuels.

Enfin, l'article 48 introduit des adaptations dans ce même article en raison de l'abrogation de la faculté de paiement des frais de publication en numéraires.

Article 49

L'article 49 du présent arrêté modifie l'article 180 de l'AR C.Soc. à la suite de l'abrogation de l'obligation de publication aux Annexes au *Moniteur belge* de la mention du dépôt des comptes annuels.

Article 50

L'article 50 du présent arrêté modifie l'article 182 de l'AR C.Soc. à la suite de l'introduction du microschéma des comptes annuels.

Article 51

Conformément aux articles 45, 45/1 et 46 de la loi du 22 décembre 1995 portant des mesures visant à exécuter le plan pluriannuel pour l'emploi, toutes les sociétés sont tenues d'établir un bilan social dont le contenu et la présentation sont définis par le Roi. Ce bilan social ne peut dorénavant plus être intégré dans l'annexe aux comptes annuels, mais doit, en vertu de l'article 100 du Code des sociétés, être déposé auprès de la Banque nationale de Belgique, sous la forme d'un document distinct (sauf inclusion sur base volontaire dans les comptes annuels).

Les mesures d'exécution relatives au bilan social sont incorporées dans un Livre III/1 nouveau de l'AR C.Soc., qui comprend les articles 191/1, 191/2, 191/3, et 191/4, et qui précise les principes généraux et le contenu du bilan social.

L'article 191/1 de cet arrêté reprend l'article 82, § 1^{er}, troisième alinéa de l'AR C.Soc. et précise que l'obligation d'établir un bilan social ne s'applique pas aux commerçants-personnes physiques.

Le contenu du bilan social tel que défini par l'article 191/2 de cet arrêté correspond au contenu du bilan social à établir en vertu du régime existant, par les sociétés déposant leurs comptes annuels établis selon le schéma complet, et se résume par conséquent à la reprise du passage abrogé de l'article 91, B actuel de l'AR C.Soc. Le contenu du bilan social tel que défini par l'article 191/3 de cet arrêté correspond au contenu du bilan social à établir en vertu du régime existant, par les sociétés déposant leurs comptes annuels établis selon le schéma abrégé ou selon le microschéma, et se résume par conséquent à la reprise du passage abrogé de l'article 94, B actuel de l'AR C.Soc.

Enfin, l'article 191/4 détermine les informations à inclure dans certaines rubriques du bilan social à établir, et se résume par conséquent à la reprise du passage abrogé de l'article 97, B actuel de l'AR C.Soc.

Article 52

L'article 52 du présent arrêté a pour objet d'insérer, à la suite de l'introduction d'un Livre III/2, les mesures d'exécution nécessaires à la mise en œuvre de l'obligation imposée aux sociétés actives dans certains secteurs, d'établir un rapport sur les paiements effectués aux Gouvernements et/ou un rapport consolidé sur les paiements effectués aux Gouvernements (le rapportage dit "country by country"), comme le prévoient les articles 96/1, 96/2, 119/1 et 119/2 (nouveaux) du Code des sociétés.

Artikel 48

Artikel 48 van dit besluit wijzigt artikel 178 KB W.Venn. en is enerzijds het gevolg van de afschaffing van de verplichting tot publicatie van de mededeling van de neerlegging van de jaarrekeningen in de Bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad*. Anderzijds beoogt de wijziging aan artikel 178 de aanpassing van de verwijzing naar de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding van ondernemingen. Ten gevolge van de inwerkingtreding van het Wetboek van economisch recht werd deze wet opgeheven en werden de bepalingen van deze wet ingevoegd in het Wetboek van economisch recht. De verwijzing naar de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding van ondernemingen wordt in artikel 178 KB W.Venn. vervangen door een verwijzing naar de overeenkomstige bepaling van het Wetboek van economisch recht.

Verder wijzigt artikel 48 van dit besluit artikel 178 KB W.Venn. als gevolg van de invoering van het microschema van de jaarrekening.

Tot slot brengt artikel 48 wijzigingen aan in datzelfde artikel omdat de betaling van de neerleggingskosten in contanten niet langer tot de mogelijkheden behoort.

Artikel 49

Artikel 49 van dit besluit wijzigt artikel 180 KB W.Venn. als gevolg van de afschaffing van de verplichting tot publicatie van de mededeling van de neerlegging van de jaarrekeningen in de Bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad*.

Artikel 50

Artikel 50 van dit besluit beoogt de aanpassing van artikel 182 KB W.Venn. als gevolg van de invoering van het microschema van de jaarrekening.

Artikel 51

Overeenkomstig de artikelen 45, 45/1 en 46 van de wet van 22 december 1995 houdende maatregelen tot uitvoering van het meerjarenplan voor werkgelegenheid, dienen alle ondernemingen een sociale balans op te stellen waarvan de inhoud en de weergave door de Koning worden bepaald. Deze sociale balans maakt niet langer verplicht deel uit van de toelichting bij de jaarrekening, maar wordt, op grond van artikel 100 van het Wetboek van vennootschappen, als een afzonderlijk document bij de Nationale Bank worden neergelegd (tenzij vrijwillige opname in de jaarrekening).

De uitvoeringsbepalingen met betrekking tot de sociale balans worden opgenomen in een nieuw Boek III/1 van het KB W.Venn., dat de artikelen 191/1, 191/2, 191/3 en 191/4 omvat en waarin de algemene principes en de inhoud van de sociale balans worden verduidelijkt.

Artikel 191/1 van dit besluit is een overname van artikel 82, § 1, derde lid KB W.Venn. en verduidelijkt dat handelaars-natuurlijke personen niet onderworpen zijn aan de verplichting tot opmaak van een sociale balans.

De inhoud van de sociale balans zoals bepaald door artikel 191/2 van dit besluit komt overeen met de inhoud van de sociale balans zoals deze in het huidige systeem moet worden ingevuld door vennootschappen die een volledig schema van de jaarrekening neerleggen en betreft dus een overname van het opgeheven gedeelte van het huidige artikel 91, B. KB W.Venn. De inhoud van de sociale balans zoals bepaald door artikel 191/3 van dit besluit komt overeen met de inhoud van de sociale balans zoals deze in het huidige systeem moet worden ingevuld door vennootschappen die een verkort schema of een microschema van de jaarrekening neerleggen en betreft dus een overname van het opgeheven gedeelte van het huidige artikel 94, B. KB W.Venn.

De inhoud van artikel 191/4 legt ten slotte de informatie vast die in bepaalde rubrieken van de sociale balans moet worden opgenomen en betreft een overname van het opgeheven gedeelte van het huidige artikel 97, B. KB W.Venn.

Artikel 52

In artikel 52 van dit ontwerp wordt met de invoering van een nieuw Boek III/2 beoogd de uitvoeringsbepalingen in te voegen die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de verplichting, voor de vennootschappen die actief zijn in bepaalde sectoren, om een verslag over de betalingen aan overheden en/of een geconsolideerd verslag over de betalingen aan overheden op te stellen (de zogenaamde "country by country reporting"), zoals voorzien in de (nieuwe) artikelen 96/1, 96/2, 119/1 en 119/2 van het Wetboek van vennootschappen.

L'article 52 réalise une transposition partielle du chapitre 10 de la Directive. L'approche retenue par le Gouvernement consiste en effet à déterminer le champ d'application dans le Code des sociétés, et de transposer les dispositions de la Directive relatives aux définitions et au contenu du rapport, par leur intégration dans l'arrêté d'exécution.

Dans le souci d'une meilleure transparence au sujet des paiements effectués aux gouvernements, les sociétés entrant dans le champ d'application délimité par le Code des sociétés, qui sont actives dans les industries extractives ou l'exploitation des forêts primaires, sont tenues d'établir annuellement un rapport qui mentionne le montant total des paiements effectués à chaque gouvernement dans le cadre de ces activités. Les deux secteurs sont définis dans la loi sur base des directives correspondantes.

Pour prévenir le risque de contournement des obligations de déclaration, celle-ci doit indiquer la substance de l'activité ou du paiement concerné. Une société ne devrait pas pouvoir éviter la déclaration, par exemple, en requalifiant une activité qui, sans cela, serait frappée par cette obligation (cf. le considérant 49 de la Directive). En outre, ces paiements ou activités ne pourraient être artificiellement scindés ou regroupés dans le but d'échapper à ces obligations de déclaration. Comme le prévoient les dispositions du Code des sociétés (notamment les articles 263, 408 ou 528), les organes de gestion des sociétés ont la responsabilité de veiller à l'établissement et la publication de ce rapport, conformément aux règles applicables en la matière.

L'article 191/5 de l'AR C.Soc. transpose l'article 41 de la Directive et arrête les définitions. En ce qui concerne la définition de projet, il convient d'entendre par arrangements juridiques « liés entre eux dans leur substance », un ensemble de contrats, licences, baux, concessions, ou d'arrangements similaires intégrés d'un point de vue opérationnel que géographique dont les modalités sont fondamentalement identiques et qui sont signés avec un gouvernement, créant ainsi des obligations de paiement. Des tels arrangements peuvent être régis par un seul et même contrat, accord de coentreprise, accord de partage de production ou autre arrangement juridique global.

L'article 191/6 de l'AR C.Soc. transpose l'article 43 de la Directive et définit le contenu du rapport sur les paiements effectués à des gouvernements. A ce titre, il importe de souligner qu'un paiement, qu'il s'agisse d'un versement individuel ou d'une série de versements liés, ne doit pas être déclaré dans le rapport si son montant est inférieur à 100.000 EUR au cours d'un exercice. Cela signifie que si des modalités de paiements périodiques ou échelonnés sont en place (par exemple pour des frais de location), l'entreprise doit prendre en compte les montants additionnés des paiements périodiques ou échelonnés concernés pour déterminer si le seuil est atteint pour cette série de paiements et, par conséquent, s'ils doivent être déclarés.

Relevons également que les entreprises entrant dans le champ d'application ne sont pas obligées de scinder et d'affecter les paiements sur la base de projets lorsque les paiements sont effectués en raison d'obligations imposées aux entreprises au niveau de l'entité plutôt qu'au niveau du projet. Par exemple, si une entreprise a plus d'un projet dans un pays hôte et que le gouvernement de ce pays perçoit un impôt sur les revenus des sociétés qui concerne les revenus de ladite entreprise dans ce pays dans leur ensemble, et non un projet particulier ou une opération particulière menés dans ce pays, l'entreprise serait autorisée à déclarer le ou les paiements effectués au titre de l'impôt sur les revenus des sociétés sans mentionner un projet particulier lié au paiement.

Il est également important de relever qu'en règle générale, une entreprise entrant dans le champ d'application ne doit pas déclarer les dividendes payés à un gouvernement en tant qu'actionnaire commun ou ordinaire de cette entreprise, pour autant que le dividende soit payé au gouvernement selon les mêmes modalités qu'aux autres actionnaires. Toutefois, l'entreprise devra déclarer tout dividende payé au lieu de droits de production ou de redevances.

L'article 191/7 de l'AR C.Soc. transpose l'article 44 de la Directive et définit le contenu du rapport consolidé sur les paiements effectués à des gouvernements.

Article 53

L'article 53 du présent arrêté modifie l'article 219quinquies de l'AR C.Soc. à la suite de l'introduction du microschéma des comptes annuels.

Artikel 52 betreft de gedeeltelijke omzetting van hoofdstuk 10 van de Richtlijn. De Regering heeft er namelijk voor geopteerd het toepassingsgebied uit te werken in het Wetboek van vennootschappen, en de bepalingen van de Richtlijn die betrekking hebben op de definities en de inhoud van het verslag om te zetten in het uitvoeringsbesluit.

Teneinde de transparantie op betalingen aan overheden te verbeteren, dienen vennootschappen die onder het in het Wetboek van vennootschappen afgebakende toepassingsgebied vallen en actief zijn in de winningsindustrie of in de houtkap van oerbossen voortaan een jaarlijks verslag op te stellen waarin zij het totale bedrag vermelden van de betalingen aan elke overheid die zijn uitgevoerd in het kader van deze activiteiten. Beide sectoren worden gedefinieerd in de wet via de overeenstemmende richtlijnen.

Om het risico te vermijden dat deze rapporteringsverplichting zou worden omzeild, moet de inhoud van de betreffende activiteit of de betaling worden meegedeeld. Vennootschappen mogen de rapporteringsverplichting niet omzeilen door bijvoorbeeld een activiteit die anders onder deze verplichting zou vallen, te herkwalficeren (considerans 49 van de Richtlijn). Bovendien mogen de betalingen en activiteiten niet kunstmatig worden gesplitst of samengevoegd om de rapporteringsverplichtingen te ontwijken. Overeenkomstig de geldende bepalingen van het Wetboek van vennootschappen (zoals de artikelen 263, 408 of 528) zijn de bestuursorganen van de vennootschappen verantwoordelijk om ervoor te zorgen dat het verslag wordt opgesteld en openbaar gemaakt met inachtneming van de voorziene regels.

Het nieuwe artikel 191/5 KB W.Venn. vormt de omzetting van artikel 41 van de Richtlijn en voert de definities in. Voor wat de definitie van project betreft, moeten "wezenlijk met elkaar verbonden juridische overeenkomsten" worden begrepen als een geheel van operationeel en geografisch geïntegreerde overeenkomsten, licenties, huurovereenkomsten, concessies of gerelateerde overeenkomsten met in wezen dezelfde voorwaarden, die met de overheid worden ondertekend en waardoor er betalingsverplichtingen ontstaan. Dergelijke overeenkomsten kunnen worden vastgelegd in één enkel contract, een joint venture, een productiedelingsovereenkomst, of een andere overkoepelende juridische overeenkomst.

Het nieuwe artikel 191/6 KB W.Venn. vormt de omzetting van artikel 43 van de Richtlijn en omschrijft de inhoud van het verslag van betalingen aan overheden. Hierbij is van belang dat een betaling, hetzij afzonderlijk, hetzij in een reeks van samenhangende betalingen, niet in het verslag hoeft te worden vermeld indien deze betaling in een boekjaar minder dan 100.000 euro bedraagt. In het geval van een regeling die voorziet in periodieke stortingen of aflossingen (bijvoorbeeld huurprijzen), betekent dit dat de onderneming rekening moet houden met het totale bedrag van de samenhangende periodieke betalingen of aflossingen wanneer zij nagaat of de drempel voor die reeks betalingen is bereikt en vermelding derhalve verplicht is.

Verder is van belang dat de onder het toepassingsgebied vallende ondernemingen, niet verplicht zijn de betalingen uit te splitsen en toe te rekenen op basis van een project, indien die betalingen verricht zijn met betrekking tot verplichtingen die hun eerder op het niveau van de entiteit dan op projectniveau worden opgelegd. Indien bijvoorbeeld een onderneming meer dan één project in een gastland heeft, en de Regering van het gastland vennootschapsbelastingen op de onderneming heft met betrekking tot het totale inkomen van de onderneming in het land en niet met betrekking tot een specifiek project of een specifieke activiteit aldaar, zou het de onderneming toegestaan zijn de daaruit voortvloeiende betaling(en) van vennootschapsbelastingen te vermelden zonder een bepaald project dat met de betaling verband houdt, te specificeren.

Tevens is van belang dat de onder het toepassingsgebied vallende ondernemingen in principe dividenden die aan een overheid in de hoedanigheid van gemeenschappelijke of gewone aandeelhouder van die onderneming worden uitgekeerd, niet hoeven te vermelden zolang het dividend aan de overheid wordt uitgekeerd onder dezelfde voorwaarden als aan andere aandeelhouders. De onderneming zal dividenden die worden uitgekeerd in de plaats van productierechten of royalty's, echter wel moeten vermelden.

Het nieuwe artikel 191/7 KB W.Venn. vormt de omzetting van artikel 44 van de Richtlijn en behandelt de inhoud van het geconsolideerd verslag van betalingen aan overheden.

Artikel 53

Artikel 53 van dit besluit wijzigt artikel 219quinquies KB W.Venn. als gevolg van de invoering van het microschema van de jaarrekening.

Article 54

L'article 54 du présent arrêté modifie l'article 219^{septies} de l'AR C.Soc. à la suite de l'introduction du microschéma des comptes annuels.

Article 55

L'article 55 apporte un certain nombre de modifications à l'annexe à l'arrêté royal du 12 septembre 1983 déterminant la teneur et la présentation d'un plan comptable minimum normalisé.

Les modifications au plan comptable minimum normalisé résultent des adaptations qui ont été apportées aux schémas des comptes annuels dans l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés à l'occasion de la transposition de la Directive. L'insertion ou le déplacement d'un certain nombre de rubriques, tant dans le schéma abrégé que dans le schéma complet du bilan et du compte de résultats, donne lieu à des insertions, radiations ou adaptations d'un certain nombre de comptes du grand livre et à l'adaptation des références de certains comptes à leur rubrique correspondante du bilan ou du compte de résultats.

Les nouveaux modèles du compte de résultats figurants dans la Directive ne prévoient plus de rubriques pour les produits exceptionnels et les charges exceptionnelles. Ces résultats doivent être qualifiés dès maintenant, selon leur nature, en tant que résultats d'exploitation ou résultats financiers. Afin de souligner la différence par rapport avec l'ancien système, il a été décidé d'utiliser le terme « résultats non récurrents » au lieu du terme « résultats exceptionnels ».

Le Gouvernement a toutefois décidé de ne pas aller plus loin dans la modification des comptes 66 et 76 puisqu'il n'y pas de place pour insérer les résultats exceptionnels entre les comptes 64 et 65 et entre les comptes 74 et 75. Le Gouvernement est d'avis que la modification de la structure complète du plan comptable ne sera pas utile à la clarté et augmentera inutilement les charges pour les entreprises.

L'article 24, 6° de l'arrêté de modifiant l'arrêté royal du 30 janvier 2001 vise à insérer dans l'article 91 de cet arrêté, les métaux précieux et œuvres d'art comme mention distincte parmi les autres placements. Les entreprises acquérant de l'or ou des œuvres d'art, se posent la question de savoir parmi quelle rubrique ces actifs doivent être enregistrés. Selon les motifs sous-jacents de l'acquisition, cette acquisition peut être comptabilisée parmi les immobilisations ou parmi les actifs circulants. L'adaptation confirme la possibilité de comptabiliser ces acquisitions parmi les placements de trésorerie (tableau VI.) dans la mesure où celles-ci ont été acquises à titre de placement de trésorerie en vue de les vendre à court ou à moyen terme pour réaliser une plus-value et, en ce qui concerne les œuvres d'art, à condition qu'il existe un marché liquide pour ces œuvres d'art. En cas d'absence de marché liquide, les œuvres d'art doivent être enregistrées parmi les immobilisations corporelles. A la suite de ces modifications apportées à l'arrêté royal du 30 janvier 2001, les comptes du grand livres correspondant sont adaptés et insérés dans le plan comptable minimum normalisé.

En outre, il est apporté quelques modifications à la terminologie dans la dénomination des comptes existants.

Enfin il est ajouté un compte relatif aux provisions pour obligations environnementales, vu l'addition de l'énumération non limitative reprise dans l'arrêté royal du 30 janvier 2001 des provisions à constituer en insérant une quatrième situation lors de laquelle il y a lieu de constituer une provision, à savoir pour faire face aux charges d'une obligation environnementale.

Article 56

Cet article concerne la modification de l'arrêté royal du 12 septembre 1983 portant exécution de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises. À la suite de la modification de l'article 8, § 2 de la loi comptable, apportée par l'article 56 de la loi du 8 juin 2008 portant diverses dispositions (I) (MB 16 juin 2008 éd. 2), le délai au cours duquel les entreprises doivent conserver leurs livres est réduit à sept ans, à partir du 1^{er} janvier de l'exercice suivant la clôture de l'exercice. En conséquence, il y a lieu de remplacer dans l'article 9, alinéa 1^{er} de l'arrêté royal du 12 septembre 1983 portant exécution de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises, le mot « dix » par le mot « sept ».

Artikel 54

Artikel 54 van dit besluit wijzigt artikel 219^{septies} KB W.Venn. als gevolg van de invoering van het microschema van de jaarrekening.

Artikel 55.

Artikel 55 brengt een aantal wijzigingen aan in de bijlage bij het koninklijk besluit van 12 september 1983 tot bepaling van de minimum-indeling van een algemeen rekeningenstelsel.

De wijzigingen aan de minimumindeling van het algemeen rekeningenstelsel zijn het gevolg van de aanpassingen die naar aanleiding van de omzetting van de Richtlijn in het koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen werden aangebracht aan de schema's van de jaarrekening. Doordat een aantal rubrieken werden toegevoegd of verplaatst in zowel het verkort schema als in het volledig schema van de balans en de resultatenrekening dienen in de minimumindeling van het algemeen rekeningenstelsel een aantal grootboekrekeningen te worden toegevoegd, geschrapt of aangepast, en moet bij bepaalde rekeningen de verwijzing naar de overeenstemmende rubriek van de balans of de resultatenrekening of resultaatverwerking aangepast worden.

De nieuwe modellen van de resultatenrekening bij de Richtlijn voorzien namelijk geen rubrieken meer voor de uitzonderlijke opbrengsten en de uitzonderlijke kosten. Deze resultaten moeten dus voortaan worden gekwalificeerd, naargelang hun aard, als zijnde bedrijfsresultaten of financiële resultaten. Om het onderscheid met het vorige systeem te benadrukken, werd besloten om voortaan te spreken over "niet-recurrerende" resultaten in plaats van over "uitzonderlijke" resultaten.

De Regering heeft evenwel besloten om verder de rekeningen 66 en 76 ongemoeid te laten. Er is namelijk geen plaats om de uitzonderlijke resultaten in te voegen tussen de rekeningen 64 en 65 en 74 en 75. De Regering is van mening dat het wijzigen van de volledige structuur van het rekeningenstelsel de duidelijkheid niet ten goede zou komen en bovendien voor ondernemingen de kosten nodeloos zou opdrijven.

In artikel 24, 6° van het besluit van tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 januari 2001 wordt beoogd artikel 91 van dat KB te wijzigen teneinde edele metalen en kunstwerken toe te voegen als aparte vermelding onder de overige beleggingen. Ondernemingen die goud of kunstwerken aankopen, stellen zich de vraag onder welke rubriek deze actiefbestanddelen moeten worden geboekt. Afhankelijk van de achterliggende beweegredenen van de aankoop kan deze aankoop worden geboekt onder de vaste activa of onder de vlottende activa. De aanpassing bevestigt dat het mogelijk is om deze aankopen onder te brengen bij de geldbeleggingen (staat VI.) voor zover deze als geldbelegging werden aangekocht, dit is om op korte of middellange termijn te worden verkocht met de bedoeling een meerwaarde te realiseren, en, wat kunstwerken betreft, op voorwaarde dat voor deze kunstwerken een liquide markt bestaat. Bestaat dergelijke liquide markt niet, dan horen de kunstwerken thuis onder de materiële vaste activa. In navolging van deze wijzigingen in het koninklijk besluit van 30 januari 2001 worden de overeenstemmende grootboekrekeningen aangepast en toegevoegd in de minimumindeling van het algemeen rekeningenstelsel.

Daarnaast worden een aantal louter terminologische wijzigingen aangebracht in een aantal benamingen van bestaande rekeningen.

Tot slot wordt een rekening toegevoegd met betrekking tot voorzieningen voor milieuverplichtingen, gezien de aanvulling van de in het koninklijk besluit van 30 januari 2001 opgenomen niet-limitatieve opsomming van de aan te leggen voorzieningen door de toevoeging van een vierde situatie waarin een voorziening moet worden gevormd, nl. voor de kosten van een milieuverplichting.

Artikel 56

Dit artikel betreft de wijziging van het koninklijk besluit van 12 september 1983 tot uitvoering van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding van de ondernemingen. Als gevolg van de wijziging van artikel 8, § 2 van de Boekhoudwet door artikel 56 van de wet van 8 juni 2008 houdende diverse bepalingen (I) (BS 16 juni 2008, ed. 2), is de termijn gedurende dewelke ondernemingen hun boeken moeten bewaren teruggebracht op zeven jaar, te rekenen van de eerste januari van het jaar dat op de afsluiting volgt. Bijgevolg dient in artikel 9, lid 1 van het koninklijk besluit van 12 september 1983 tot uitvoering van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding van de ondernemingen, het woord "tien" te worden vervangen door het woord "zeven".

Article 57

La date d'entrée en vigueur du présent arrêté royal est fixée par référence à l'article 53, § 1^{er} de la Directive. Toutefois, les modifications apportées à l'arrêté d'exécution du Code des sociétés s'appliqueront pour la première fois aux exercices commençant le 1^{er} janvier 2016 ou au cours de l'année calendrier 2016.

Cet article contient également la disposition transitoire pour les frais de recherche déjà comptabilisés, permettant aux sociétés qui ont déjà porté les frais de recherche à l'actif sans les avoir amortis avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, de les maintenir à l'actif, sous les immobilisations incorporelles. En vertu de cette disposition transitoire, les règles d'évaluation applicables auparavant le sont toujours pour ces sociétés. De plus amples précisions au sujet de l'interdiction d'activer les frais de recherche, sont fournies dans le commentaire de l'article 14 du présent arrêté.

Enfin, l'article 57 précise que la limitation de l'incorporation au capital des plus-values de réévaluation telle que visée à l'article 11, 1^o, in fine s'applique à partir du 1^{er} janvier 2016.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,
Le Ministre de l'Economie,
Kris PEETERS
Le Ministre de la Justice,
Koen GEENS
Le Ministre des Finances,
Johan VAN OVERTVELDT

Le Ministre des Classes Moyennes, des Indépendants et des P.M.E.,
Willy BORSUS

CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

Avis 57.746/1/V du 31 juillet 2015 sur un projet d'arrêté royal 'transposant la Directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, modifiant la Directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les Directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil' Le 24 juin 2015, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, prorogé de plein droit jusqu'au 10 août 2015 (1), sur un projet d'arrêté royal 'transposant la Directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, modifiant la Directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les Directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil'.

Le projet a été examiné par la première chambre des vacations le 23 juillet 2015. La chambre était composée de Jan CLEMENT, conseiller d'État, président, Kaat LEUS et Wouter PAS, conseillers d'État, et Annemie GOOSSENS, greffier.

Le rapport a été présenté par Paul DEPUYDT, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Marnix VAN DAMME, président de chambre.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 31 juillet 2015.

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique et l'accomplissement des formalités requises.

Artikel 57

De datum van inwerkingtreding van het onderhavige koninklijk besluit wordt bepaald met verwijzing naar het artikel 53, § 1 van de Richtlijn. De wijzigingen die worden aangebracht aan het uitvoeringsbesluit van het Wetboek van vennootschappen worden echter voor de eerste maal toegepast op de boekjaren die beginnen op 1 januari 2016 of tijdens het kalenderjaar 2016.

Dit artikel bevat tevens de overgangsbepaling voor de reeds geboekte kosten van onderzoek, zodat de vennootschappen de kosten van onderzoek die zij op de balans hebben geactiveerd en nog niet volledig hebben afgeschreven vóór de inwerkingtreding van dit besluit, op de actiefzijde kunnen behouden bij de immateriële vaste activa. Overeenkomstig deze overgangsbepaling blijven de waarderingsregels die voordien golden van toepassing op deze vennootschappen. Voor bijkomende informatie betreffende het niet langer activeren van de kosten van onderzoek wordt verwezen naar de motivering bij artikel 14 van dit besluit.

Ten slotte wordt in artikel 57 verduidelijkt dat de beperking van de omzetting van herwaarderingsmeerwaarden in het kapitaal waarvan sprake in art. 11, 1^o, in fine slechts geldt vanaf 1 januari 2016.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,
De Minister van Economie,
Kris PEETERS
De Minister van Justitie,
Koen GEENS
De Minister van Financiën,
Johan VAN OVERTVELDT

De Minister van Middenstand, Zelfstandigen en K.M.O.'s,
Willy BORSUS

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

Advies 57.746/1/V van 31 juli 2015 over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot omzetting van Richtlijn 2013/34/EU van 26 juni 2013 van het Europees Parlement en van de Raad betreffende de jaarlijkse financiële overzichten, geconsolideerde financiële overzichten en aanverwante verslagen van bepaalde ondernemingsvormen, tot wijziging van Richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad en tot intrekking van Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad' Op 24 juni 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Werk, Economie en Consumenten verzocht binnen een termijn van dertig dagen, van rechtswege verlengd tot 10 augustus 2015, (1) een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot omzetting van Richtlijn 2013/34/EU van 26 juni 2013 van het Europees Parlement en van de Raad betreffende de jaarlijkse financiële overzichten, geconsolideerde financiële overzichten en aanverwante verslagen van bepaalde ondernemingsvormen, tot wijziging van Richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad en tot intrekking van Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad'.

Het ontwerp is door de eerste vakantiekamer onderzocht op 23 juli 2015. De kamer was samengesteld uit Jan Clement, staatsraad, voorzitter, Kaat Leus en Wouter Pas, staatsraden, en Annemie Goossens, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Paul Depuydt, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Marnix Van Damme, kamervoorzitter.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 31 juli 2015.

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich toegespitst op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

2. Eu égard au nombre élevé de demandes d'avis dont le Conseil d'État est saisi, la section de législation s'est en outre vue contrainte, même en ce qui concerne les points énumérés à l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, de ces lois, de se limiter à un examen sommaire du projet. La circonstance qu'une disposition du projet ne fasse l'objet d'aucune observation dans le présent avis ne peut nullement signifier qu'il n'y a rien à en dire et si une observation est formulée, cela n'implique pas qu'elle est exhaustive.

PORTEE DU PROJET

3.1. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis a pour objet de modifier l'arrêté royal du 30 janvier 2001 'portant exécution du [C]ode des sociétés' (ci-après : l'arrêté royal du 30 janvier 2001), l'arrêté royal du 12 septembre 1983 'déterminant la teneur et la présentation d'un plan comptable minimum normalisé' et l'arrêté royal du 12 septembre 1983 'portant exécution de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises' (ci-après : les arrêtés royaux du 12 septembre 1983). Pour l'essentiel, ces adaptations visent à transposer la directive (UE) n° 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 'relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, modifiant la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil'. Le projet apporte en outre un certain nombre de modifications techniques aux arrêtés concernés.

Les modifications de fond les plus importantes, apportées en vue de la transposition de la directive susvisée, sont les suivantes :

- les frais de recherche ne peuvent plus être portés à l'actif, c.-à-d. inscrits au bilan (article 13 du projet) ;

- la nécessité d'établir le bilan social sous la forme d'un document distinct et non plus comme un élément de l'annexe aux comptes annuels (articles 18, 24, 31 et 51 du projet).

3.2. Outre la demande d'avis relative au projet d'arrêté royal à l'examen, le Conseil d'État, section de législation, a aussi été saisi d'une demande d'avis sur un avant-projet de loi (2) qui, pour l'essentiel, vise également à transposer la directive précitée et sur lequel l'avis 57.745/1/V est donné ce jour.

FONDEMENT JURIDIQUE

4. Pour les modifications que le projet apporte à l'arrêté royal du 30 janvier 2001, un fondement juridique peut être trouvé dans les articles 92, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et 117, § 1^{er}, du Code des sociétés. Pour les modifications relatives au bilan social, le fondement juridique se trouve dans l'article 46 de la loi du 22 décembre 1995 'portant des mesures visant à exécuter le plan pluriannuel pour l'emploi'.

En ce qui concerne les modifications aux arrêtés royaux du 12 décembre 1983, il convient d'invoquer les articles III.84, alinéa 7, et III.86, alinéa 3, du Code de droit économique.

EXAMEN DU TEXTE

Préambule

5. Le deuxième alinéa du préambule précisera qu'il s'agit des articles III.84, alinéa 7, et III.86, alinéa 2, en mentionnant que ces dispositions ont été insérées par la loi du 17 mars 2013.

Dans le troisième alinéa du préambule, la référence à l'article « 46bis » sera omise, dès lors que seul l'article 46 de la loi concernée constitue le fondement juridique du projet.

Article 7

6. L'article 7 du projet doit préciser que la modification est effectuée dans l'alinéa 2 de l'article 38 concerné.

Article 55

7. Il est recommandé de faire figurer l'article 55 du projet, ainsi que l'article 58 de celui-ci, qu'il précédera, dans un titre IV « Dispositions finales », à insérer à la fin du projet.

Tel qu'il est actuellement rédigé, l'article 55 du projet concerne également les dispositions du titre III du projet. Si telle n'est pas l'intention, il faut en adapter le texte.

2. Gelet op het hoge aantal adviesaanvragen die aanhangig zijn gemaakt, heeft de afdeling Wetgeving zich bovendien noodgedwongen moeten beperken tot een summier onderzoek van het ontwerp, zelfs met betrekking tot de in artikel 84, § 3, eerste lid, van die wetten opgesomde punten. Uit de vaststelling dat over een bepaling in dit advies niets wordt gezegd, mag niet zonder meer worden afgeleid dat er niets over gezegd kan worden en, indien er wel iets over wordt gezegd, dat er niets meer over te zeggen valt.

STREKKING VAN HET ONTWERP

3.1. Het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt ertoe wijzigingen aan te brengen in het koninklijk besluit van 30 januari 2001 'tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen' (hierna: het koninklijk besluit van 30 januari 2001), het koninklijk besluit van 12 september 1983 'tot bepaling van de minimumindeling van een algemeen rekeningenstelsel' en in het koninklijk besluit van 12 september 1983 'tot uitvoering van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding van de ondernemingen' (hierna: de koninklijke besluiten van 12 september 1983). Die aanpassingen beogen voornamelijk de omzetting van richtlijn (EU) nr. 2013/34/EU van het Europees Parlement en de Raad van 26 juni 2013 'betreffende de jaarlijkse financiële overzichten, geconsolideerde financiële overzichten en aanvullende verslagen van bepaalde ondernemingsvormen, tot wijziging van Richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad en tot intrekking van Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad'. Daarnaast worden in de betrokken besluiten ook een aantal technische wijzigingen doorgevoerd.

Als belangrijkste inhoudelijke wijzigingen die ter omzetting van de voornoemde richtlijn aangebracht worden, kunnen gesignaleerd worden:

- de kosten voor onderzoek kunnen niet meer geactiveerd worden, dit wil zeggen in de balans opgenomen worden (artikel 13 van het ontwerp);

- de noodzaak om de sociale balans als afzonderlijk document op te stellen en niet meer als onderdeel van de toelichting bij de jaarrekening (artikel 18, 24, 31 en 51 van het ontwerp).

3.2. Samen met het onderhavige ontwerp van koninklijk besluit wordt aan de Raad van State, afdeling Wetgeving, een voorontwerp van wet voorgelegd dat eveneens voornamelijk de omzetting van de voornoemde richtlijn beoogt en waaromtrent heden advies 57.745/1/V wordt gegeven.(2)

RECHTSGROND

4. Voor de door het ontwerp in het koninklijk besluit van 30 januari 2001 aangebrachte wijzigingen kan rechtsgrond worden gevonden in de artikelen 92, § 1, eerste lid, en 117, § 1, van het Wetboek van vennootschappen. Voor de wijzigingen die betrekking hebben op de sociale balans, wordt de rechtsgrond gevormd door artikel 46 van de wet van 22 december 1995 'houdende maatregelen tot uitvoering van het meerjarenplan voor werkgelegenheid'.

Voor de wijzigingen in de koninklijke besluiten van 12 september 1983 dient beroep gedaan te worden op de artikelen III.84, zevende lid, en III.86, derde lid, van het Wetboek van economisch recht.

ONDERZOEK VAN DE TEKST

Aanhef

5. In het tweede lid van de aanhef dient gepreciseerd te worden dat het de artikelen III.84, zevende lid, en III.86, tweede lid, betreft, met vermelding dat die bepalingen zijn ingevoegd bij de wet van 17 maart 2013.

In het derde lid van de aanhef moet de verwijzing naar artikel "46bis" worden geschrapt aangezien enkel artikel 46 van de betrokken wet rechtsgrond vormt voor het ontwerp.

Artikel 7

6. In artikel 7 van het ontwerp moet worden gepreciseerd dat de wijziging wordt doorgevoerd in het tweede lid van het betrokken artikel 38.

Artikel 55

7. Het is aangewezen artikel 55 van het ontwerp, samen met en voorafgaand aan artikel 58 ervan, op te nemen in een op het einde van het ontwerp in te voegen titel IV "Slotbepalingen".

Zoals het nu geredigeerd is, heeft artikel 55 van het ontwerp ook betrekking op de bepalingen van titel III van het ontwerp. Indien dit niet de bedoeling is, moet de tekst ervan worden aangepast.

Enfin, comme le délégué le reconnaît, l'entrée en vigueur du projet doit être alignée sur celle du projet de loi précité.

Le Greffier,
Annemie GOOSSENS

Le Président,
Jan CLEMENT

Notes

(1) Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, in fine, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

(2) Avant-projet de loi 'transposant la Directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, modifiant la Directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les Directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil'.

18 DECEMBRE 2015. — Arrêté royal transposant la Directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, modifiant la Directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les Directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des sociétés, notamment les articles 92, § 1, alinéa premier, et 117, § 1^{er} ;

Vu le Code de droit économique, les articles III.84, alinéa 7 et III.86, alinéa 2, insérées par la loi du 17 mars 2013 ;

Vu la loi du 22 décembre 1995 portant des mesures visant à exécuter le plan pluriannuel pour l'emploi, l'article 46 ;

Vu l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés ;

Vu l'arrêté royal du 12 septembre 1983 portant exécution de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises ;

Vu l'arrêté royal du 12 septembre 1983 déterminant la teneur et la présentation d'un plan comptable minimum normalisé ;

Vu l'avis du Conseil central de l'économie, donné le 18 mars 2015 ;

Vu l'avis du Conseil National du Travail, donné le 24 mars 2015 ;

Vu l'avis de la Commission des Normes Comptables, donné le 1^{er} décembre 2014 ;

Vu les avis des Inspecteurs des Finances, donnés le 28 mai 2015, le 1^{er} juin 2015, le 11 juin 2015 et le 15 juin 2015 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 juin 2015 ;

Vu l'avis 57.746/1/V du Conseil d'Etat, donné le 31 juillet 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, premier alinéa, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;

Sur proposition du Ministre de l'Economie, du Ministre de la Justice, du Ministre des Finances et du Ministre des Classes Moyennes, des Indépendants et des PME, et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

TITRE I^{er}. — Disposition générale

Article 1^{er}. Le présent arrêté prévoit notamment la transposition de la directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, modifiant la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil.

TITRE II. — Adaptations à l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du code des sociétés

Art. 2. L'article 25, § 2, de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du code des sociétés, est complété par la phrase suivante :

Tot slot dient, zoals de gemachtigde erkent, de inwerkingtreding van het ontwerp afgestemd te worden op deze van het voornoemde wetsontwerp.

De Griffier,
Annemie GOOSSENS

De Voorzitter,
Jan CLEMENT

Nota's

(1) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, in fine, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege wordt verlengd met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

(2) Voorontwerp van wet 'tot omzetting van Richtlijn 2013/34/EU van 26 juni 2013 van het Europees Parlement en van de Raad betreffende de jaarlijkse financiële overzichten, geconsolideerde financiële overzichten en aanverwante verslagen van bepaalde ondernemingsvormen, tot wijziging van Richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad en tot intrekking van richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad'.

18 DECEMBER 2015. — Koninklijk besluit tot omzetting van Richtlijn 2013/34/EU van 26 juni 2013 van het Europees Parlement en van de Raad betreffende de jaarlijkse financiële overzichten, geconsolideerde financiële overzichten en aanverwante verslagen van bepaalde ondernemingsvormen, tot wijziging van Richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad en tot intrekking van Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van vennootschappen, de artikelen 92, § 1, eerste lid, en 117, § 1;

Gelet op het Wetboek van economisch recht, de artikelen III.84, zevende lid en III.86, tweede lid, ingevoegd bij de wet van 17 maart 2013;

Gelet op de wet van 22 december 1995 houdende maatregelen tot uitvoering van het meerjarenplan voor werkgelegenheid, artikel 46;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 september 1983 tot uitvoering van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding van de ondernemingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 september 1983 tot bepaling van de minimumindeling van een algemeen rekeningsstelsel;

Gelet op het advies van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven, gegeven op 18 maart 2015;

Gelet op het advies van de Nationale Arbeidsraad, gegeven op 24 maart 2015;

Gelet op het advies van de Commissie voor Boekhoudkundige Normen, gegeven op 1 december 2014;

Gelet op de adviezen van de Inspecteurs van Financiën, gegeven op 28 mei 2015, 1 juni 2015, 11 juni 2015 en 15 juni 2015;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, d.d. 11 juni 2015;

Gelet op advies 57.746/1/V van de Raad van State, gegeven op 31 juli 2015, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gezien de impactanalyse van de regelgeving, uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Op de voordracht van de Minister van Economie, de Minister van Justitie, de Minister van Financiën, en de Minister van Middenstand, Zelfstandigen en KMO's, en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

TITEL I. — Algemene bepaling

Artikel 1. Dit koninklijk besluit voorziet hoofdzakelijk in de omzetting van Richtlijn 2013/34/EU van het Europees Parlement en van de Raad van 26 juni 2013 betreffende de jaarlijkse financiële overzichten, geconsolideerde financiële overzichten en aanverwante verslagen van bepaalde ondernemingsvormen, tot wijziging van Richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad en tot intrekking van Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad.

TITEL II. — Aanpassingen aan het koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen

Art. 2. Artikel 25, § 2, van het koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen wordt aangevuld met de volgende zin:

« Dans de tels cas, les montants à compenser sont indiqués comme des montants bruts dans l'annexe aux comptes annuels. ».

Art. 3. Dans l'article 27 du même arrêté, les mots « article 10, § 1, de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises » sont remplacés par les mots « article III.90, § 1^{er}, du Code de droit économique ».

Art. 4. A l'article 28, § 1^{er}, du même arrêté, les mots « article 9, § 1^{er}, de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises » sont à chaque fois remplacés par les mots « article III.89, § 1^{er}, du Code de droit économique ».

Art. 5. A l'article 29 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes:

1° l'alinéa 2 est complété par les mots « parmi les règles d'évaluation » ;

2° dans l'alinéa 3, les mots « parmi les règles d'évaluation » sont insérés entre les mots « est indiquée » et « dans l'annexe ».

Art. 6. A l'article 37 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes:

1° dans la version néerlandaise, le mot « produktiekosten » est remplacé par le mot « productiekosten » ;

2° l'article est complété par les mots : « parmi les règles d'évaluation ».

Art. 7. Dans l'article 38 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'article 2 de l'arrêté royal du 10 août 2009, dans la deuxième alinéa de la version néerlandaise, les mots « voorraden of bestellingen betreft » sont remplacés par les mots « betrekking heeft op voorraden of bestellingen ».

Art. 8. A l'article 50 du même arrêté, il est inséré un alinéa entre les alinéas 1^{er} et 2, rédigé comme suit:

« À la date de clôture du bilan, et sans préjudice de l'application de l'article 33, § 1^{er}, une provision représente la meilleure estimation des charges qui sont considérées comme probables ou, dans le cas d'une obligation, la meilleure estimation du montant nécessaire pour l'honorer à la date de clôture du bilan. ».

Art. 9. A l'article 54 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes:

1° le mot « prépensions » est remplacé par les mots « chômage avec complément d'entreprise » ;

2° l'article est complété par le *d*) rédigé comme suit : « *d*) les charges découlant d'une obligation environnementale. ».

Art. 10. Dans l'article 56 du même arrêté, dans la version néerlandaise, le mot « globale » est inséré entre les mots « echter » et « herwaarderings ».

Art. 11. A l'article 57 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le paragraphe 3, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° être incorporées au capital; une plus-value de réévaluation incorporée au capital ne peut toutefois jamais être affectée, directement ou indirectement, à la compensation totale ou partielle des pertes reportées à concurrence de la partie de la plus-value de réévaluation qui n'a pas encore fait l'objet d'un amortissement. Les plus-values imputées à la rubrique III du passif « Plus-values de réévaluation » ne peuvent être incorporées au capital qu'à concurrence de la partie de la plus-value de réévaluation sous déduction des impôts estimés sur cette plus-value. » ;

2° le paragraphe 3 est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« Les plus-values actées ne peuvent pas être distribuées, ni directement, ni indirectement, tant qu'elles ne correspondent pas à une plus-value réalisée ou à un amortissement transféré ou non à une réserve conformément à l'alinéa précédent, 1°. ».

Art. 12. A l'article 58 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes:

1° l'alinéa 2 est complété par les mots : « parmi les règles d'évaluation » ;

2° le mot « exceptionnelles » est à chaque fois remplacé par « financières ».

Art. 13. A l'article 60, alinéa 2, du même arrêté, les mots « de recherche et » sont abrogés.

“In dergelijke gevallen worden de te verrekenen bedragen als brutobedragen in de toelichting bij de jaarrekening vermeld.”.

Art. 3. In artikel 27 van hetzelfde besluit, worden de woorden “artikel 10, § 1, van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding van de ondernemingen” vervangen door de woorden “artikel III.90, § 1, van het Wetboek van economisch recht”.

Art. 4. In artikel 28, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden “artikel 9, § 1, van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding van de ondernemingen” telkens vervangen door de woorden “artikel III.89, § 1, van het Wetboek van economisch recht”.

Art. 5. In artikel 29 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid worden de woorden “bij de waarderingsregels” ingevoegd tussen de woorden “wordt” en “in de toelichting”;

2° in het derde lid worden de woorden “bij de waarderingsregels” ingevoegd tussen de woorden “vermeld” en “in de toelichting”.

Art. 6. In artikel 37 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de Nederlandse versie wordt het woord “produktiekosten” vervangen door het woord “productiekosten”;

2° de woorden “bij de waarderingsregels” worden ingevoegd tussen de woorden “in de toelichting” en “vermeld”.

Art. 7. In artikel 38 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd door artikel 2 van het koninklijk besluit van 10 augustus 2009, worden in de Nederlandse versie in het tweede lid de woorden “voorraden of bestellingen betreft” vervangen door de woorden “betrekking heeft op voorraden of bestellingen”.

Art. 8. In artikel 50 van hetzelfde besluit wordt een lid ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid, luidende:

“Onverminderd artikel 33, § 1, vertegenwoordigt een voorziening op balansdatum de beste schatting van de kosten die als waarschijnlijk worden beschouwd of, in geval van een verplichting, de beste schatting van het bedrag dat vereist is om die verplichting op de balansdatum na te komen.”.

Art. 9. In artikel 54 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de bepaling onder *a*) wordt het woord “brugpensioenen” vervangen door de woorden “werkloosheid met bedrijfstoeslag”;

2° het artikel wordt aangevuld door een bepaling onder *d*), luidende: “*d*) de kosten van een milieuverplichting.”.

Art. 10. In artikel 56 van hetzelfde besluit wordt in de Nederlandse versie het woord “globale” ingevoegd tussen de woorden “echter” en “herwaarderings”.

Art. 11. In artikel 57 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 3 wordt de bepaling onder 2° vervangen als volgt:

“2° in kapitaal worden omgezet; een in kapitaal opgenomen herwaarderingsmeerwaarde mag evenwel nooit rechtstreeks of onrechtstreeks aangewend worden om overgedragen verliezen geheel of gedeeltelijk aan te zuiveren voor het nog niet afgeschreven gedeelte van de herwaarderingsmeerwaarde. Meerwaarden toegerekend aan rubriek III van het passief “Herwaarderingsmeerwaarden” mogen slechts in kapitaal worden omgezet voor het gedeelte van de geherwaardeerde waarde verminderd met de geraamde belastingen hierop.”;

2° paragraaf 3 wordt aangevuld met een lid, luidende:

“De geboekte meerwaarden mogen noch rechtstreeks, noch onrechtstreeks worden uitgekeerd, zolang deze niet overeenstemmen met een gerealiseerde meerwaarde of met een afschrijving op de meerwaarde die al dan niet werd overgebracht naar een reserve overeenkomstig het vorige lid, 1°.”.

Art. 12. In artikel 58 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid worden de woorden “bij de waarderingsregels” ingevoegd tussen de woorden “moet” en de woorden “worden verantwoord”;

2° het woord “uitzonderlijke” wordt telkens vervangen door het woord “financiële”.

Art. 13. In artikel 60, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “onderzoek en” opgeheven.

Art. 14. A l'article 61, § 1^{er}, du même arrêté, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« L'amortissement des frais de développement et l'amortissement du goodwill, lorsque la durée d'utilisation ne peut être estimée de manière fiable, sont répartis sur une durée de dix ans au plus. La durée d'amortissement du goodwill est justifiée dans l'annexe.

Les amortissements et réductions de valeur sur goodwill ne peuvent pas faire l'objet d'une reprise. ».

Art. 15. A l'article 67, § 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 3 est abrogé ;

2° dans l'alinéa 4 ancien, devenant l'alinéa 3, les mots « et chargements » sont abrogés.

Art. 16. A l'article 69, § 1^{er}, alinéa premier du même arrêté, dans la version néerlandaise, le mot « gebouwen » est remplacé par les mots « onroerende goederen ».

Art. 17. A l'article 71 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Les commandes en cours d'exécution peuvent faire l'objet d'une compensation directe avec les acomptes reçus par contrat, au terme de laquelle soit le solde débiteur est présenté comme commande en cours d'exécution, soit le solde créditeur est présenté comme acompte reçu. Au début de chaque exercice, le solde est extourné. Au cas où cette faculté de compensation est utilisée, l'annexe mentionnera les montants avant l'établissement du solde. » ;

2° dans la version néerlandaise, dans l'alinéa 2, devenant l'alinéa 3, les mots « onder de waarderingsregels » sont remplacés par les mots « bij de waarderingsregels ».

Art. 18. A l'article 82 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le paragraphe 1^{er}, le texte de l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« L'annexe comporte les informations complémentaires prévues à la sous-section III. de ladite section II. » ;

2° l'alinéa 3 du paragraphe 1^{er} est abrogé ;

3° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Les petites sociétés non cotées visées à l'article 15 du Code des sociétés ont la faculté d'établir leur bilan et leur compte de résultats selon les schémas abrégés prévus à la section III du présent chapitre et une annexe abrégée comportant les informations complémentaires prévues à la sous-section III de ladite section III. » ;

4° il est inséré un paragraphe 2/1 rédigé comme suit :

« § 2/1. Les microsociétés non cotées visées à l'article 15/1 du Code des sociétés peuvent établir leur bilan et leur compte de résultats selon le microschéma repris dans la section III/1 du présent chapitre ainsi qu'une annexe abrégée dans laquelle les données complémentaires mentionnées à la sous-section II. de ladite section III/1 sont reprises. » ;

5° dans le paragraphe 3, les mots « §§ 1^{er} et 2 » sont remplacés par les mots « §§ 1^{er}, 2 et 2/1 » ;

6° il est inséré un paragraphe 3/1, rédigé comme suit :

« § 3/1. Les postes du bilan et du compte de résultats qui sont précédés de chiffres arabes peuvent être regroupés lorsqu'ils ne présentent qu'un montant non significatif au regard de l'objectif visant à donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la société, ou lorsque le regroupement favorise la clarté, à condition que les postes regroupés soient présentés séparément dans l'annexe aux comptes annuels.

On entend par l'importance significative, le statut d'une information dont on peut raisonnablement penser que l'omission ou l'inexactitude risque d'influencer les décisions que prennent les utilisateurs sur la base des comptes annuels de l'entreprise. L'importance significative de chaque élément est évaluée dans le contexte d'autres éléments similaires. ».

Art. 19. A l'article 83 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

Art. 14. In artikel 61, § 1, van hetzelfde besluit wordt het vierde lid vervangen als volgt:

“Kosten van ontwikkeling en goodwill worden, indien hun gebruiksduur niet met zekerheid kan worden geraamd, afgeschreven over een periode van ten hoogste tien jaar. De periode waarover goodwill wordt afgeschreven, wordt verantwoord in de toelichting.

Afschrijvingen en waardeverminderingen op goodwill worden niet teruggenomen.”.

Art. 15. In artikel 67, § 2, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het derde lid wordt opgeheven;

2° in het vierde lid, dat het derde lid wordt, worden de woorden “of het lastenpercentage” opgeheven.

Art. 16. In artikel 69, § 1, eerste lid van hetzelfde besluit wordt in de Nederlandse versie het woord “gebouwen” vervangen door de woorden “onroerende goederen”.

Art. 17. In artikel 71 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° een lid wordt ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid, luidende:

“De bestellingen in uitvoering mogen rechtstreeks worden gecompenseerd met de ontvangsten vooruitbetalingen per overeenkomst, waarbij ofwel het debetsaldo wordt gepresenteerd als bestelling in uitvoering ofwel het creditsaldo wordt gepresenteerd als ontvangen vooruitbetaling. Bij het begin van elk boekjaar wordt de saldering tegen geboekt. In geval gebruik wordt gemaakt van deze mogelijkheid tot compensatie worden de bedragen vóór saldering in de toelichting vermeld.”;

2° in de Nederlandse versie, in het tweede lid, dat het derde lid wordt, worden de woorden “onder de waarderingsregels” vervangen door de woorden “bij de waarderingsregels”.

Art. 18. In artikel 82 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt de tekst van het tweede lid vervangen als volgt:

“De toelichting bevat de aanvullende gegevens bedoeld in onderafdeling III. van voornoemde afdeling II.”;

2° het derde lid van paragraaf 1 wordt opgeheven;

3° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

“§ 2. De niet-genoteerde kleine vennootschappen bedoeld in artikel 15 van het Wetboek van vennootschappen kunnen hun balans en hun resultatenrekening opstellen volgens de verkorte schema's opgenomen in afdeling III. van dit hoofdstuk met een verkorte toelichting waarin de in onderafdeling III. van voornoemde afdeling III. bepaalde aanvullende gegevens zijn opgenomen.”;

4° een paragraaf 2/1 wordt ingevoegd, luidende:

“§ 2/1. De niet-genoteerde microvennootschappen bedoeld in artikel 15/1 van het Wetboek van vennootschappen kunnen hun balans en resultatenrekening opstellen volgens het microschemata opgenomen in afdeling III/1. van dit hoofdstuk met een verkorte toelichting waarin de in onderafdeling III. van voornoemde afdeling III/1 bepaalde aanvullende gegevens zijn opgenomen.”;

5° in paragraaf 3 worden de woorden “§§ 1 en 2” vervangen door de woorden “§§ 1, 2 en 2/1”;

6° een paragraaf 3/1 wordt ingevoegd, luidende:

“§ 3/1. De posten die met Arabische cijfers zijn aangeduid van de balans en resultatenrekening kunnen worden samengevoegd wanneer hun bedrag niet van materieel belang is voor het geven van een getrouw beeld van het vermogen, de financiële positie en het resultaat van de vennootschap, of indien die samenvoeging de duidelijkheid ten goede komt, mits de aldus samengevoegde posten in de toelichting bij de jaarrekening afzonderlijk worden vermeld.

Met materieel belang wordt bedoeld de hoedanigheid van informatie waarvan redelijkerwijze kan worden verwacht dat de weglating of onjuiste vermelding ervan de beslissingen die een gebruiker op basis van de jaarrekening van een onderneming neemt, zou kunnen beïnvloeden. Het materieel belang van afzonderlijke posten wordt beoordeeld in de context van andere gelijkaardige posten.”.

Art. 19. In artikel 83 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt:

« Le bilan et le compte de résultats indiquent pour chacune des rubriques et sous-rubriques les montants correspondants de l'exercice précédent; toutefois, lorsqu'une société, qui avait établi ses comptes annuels de l'exercice précédent conformément à l'article 82, § 2 ou § 2/1, établit ses comptes annuels pour l'exercice conformément à l'article 82, § 1 ou 2 respectivement, l'indication des montants correspondants de l'exercice précédent peut être limitée aux montants qui figuraient de manière distincte dans les comptes annuels de l'exercice précédent. » ;

2° dans l'alinéa 2 les mots « parmi les règles d'évaluation, » sont insérés entre les mots « commenter » et « avec ».

Art. 20. L'article 84 du même arrêté est complété par la phrase suivante :

« Dans ce cas, l'annexe mentionnera, parmi les règles d'évaluation, son rapport avec d'autres rubriques. ».

Art. 21. A l'article 86, du même arrêté, l'alinéa 2 est complété par ce qui suit : « , parmi les règles d'évaluation. » .

Art. 22. A l'article 88 du même arrêté, remplacé par l'article 5 de l'arrêté royal du 27 avril 2007, sont apportées les modifications suivantes au schéma du bilan :

1° la rubrique « I. Frais d'établissement » sous les « Actifs immobilisés » est déplacée au-dessus de la rubrique « Actifs immobilisés » ;

2° dans la rubrique « VII. A. Provisions pour risques et charges », une sous-rubrique « 4. Obligations environnementales » est insérée entre les sous-rubriques « 3. Grosses réparations et gros entretien » et « 4. Autres risques et charges » ;

3° dans la même rubrique, la sous-rubrique « 4. Autres risques et charges » devient la sous-rubrique « 5. Autres risques et charges ».

Art. 23. A l'article 89 du même arrêté, remplacé par l'article 7 de l'arrêté royal du 27 avril 2007, le schéma du compte de résultats est remplacé par le schéma suivant :

- I. Ventes et prestations
 - A. Chiffre d'affaires
 - B. En-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution : augmentation (réduction)
 - C. Production immobilisée
 - D. Autres produits d'exploitation
 - E. Produits d'exploitation non récurrents
- II. Coût des ventes et des prestations
 - A. Approvisionnements et marchandises
 - 1. Achats
 - 2. Stocks : réduction (augmentation)
 - B. Services et biens divers
 - C. Rémunérations, charges sociales et pensions
 - D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles
 - E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales : dotations (reprises)
 - F. Provisions pour risques et charges : dotations (utilisations et reprises)
 - G. Autres charges d'exploitation
 - H. Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)
 - I. Charges d'exploitation non récurrentes
- III. Bénéfice (Perte) d'exploitation
- IV. Produits financiers
 - A. Produits des immobilisations financières
 - B. Produits des actifs circulants
 - C. Autres produits financiers
 - D. Produits financiers non récurrents
- V. Charges financières
 - A. Charges des dettes
 - B. Réductions de valeur sur actifs circulants autres que ceux visés sub II.E : dotations (reprises)

“Bij elke rubriek en onderrubriek van de balans en van de resultatenrekening wordt het bedrag van de overeenkomstige post van het voorafgaande boekjaar vermeld; wanneer evenwel een vennootschap, die haar jaarrekening over het voorafgaande boekjaar heeft opgesteld overeenkomstig artikel 82, § 2 of § 2/1, haar jaarrekening over het nieuwe boekjaar overeenkomstig respectievelijk artikel 82, § 1 of § 2 opstelt, volstaat het dat zij als vergelijkende cijfers voor het voorafgaande boekjaar de bedragen vermeldt die als zodanig voorkwamen in de jaarrekening over dat boekjaar.”;

2° in het tweede lid worden de woorden “bij de waarderingsregels” ingevoegd tussen de woorden “in de toelichting” en “vermeld”.

Art. 20. Artikel 84 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende zin:

“In dergelijk geval wordt in de toelichting bij de waarderingsregels het verband met de andere posten vermeld.”.

Art. 21. In artikel 86, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “bij de waarderingsregels” ingevoegd tussen de woorden “verantwoord” en “in de toelichting”.

Art. 22. In artikel 88 van hetzelfde besluit, vervangen door artikel 5 van het koninklijk besluit van 27 april 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht aan het schema van de balans:

1° de rubriek “I. Oprichtingskosten” onder de “Vaste activa” wordt boven de rubriek “Vaste activa” geplaatst;

2° in de rubriek “VII.A. Voorzieningen voor risico's en kosten” wordt een onderrubriek “4. Milieuverplichtingen” ingevoegd tussen de onderrubrieken “3. Grote herstellings- en onderhoudswerken” en “4. Overige risico's en kosten”;

3° in dezelfde rubriek, wordt onderrubriek “4. Overige risico's en kosten” de onderrubriek “5. Overige risico's en kosten”.

Art. 23. In artikel 89 van hetzelfde besluit, vervangen door artikel 7 van het koninklijk besluit van 27 april 2007, wordt het schema van de resultatenrekening vervangen door het volgende schema:

- I. Bedrijfsopbrengsten
 - A. Omzet
 - B. Voorraad goederen in bewerking en gereed product en bestellingen in uitvoering: toename (afname)
 - C. Geproduceerde vaste activa
 - D. Andere bedrijfsopbrengsten
 - E. Niet-recurrente bedrijfsopbrengsten
- II. Bedrijfskosten
 - A. Handelsgoederen, grond- en hulpstoffen
 - 1. Aankopen
 - 2. Voorraad: afname (toename)
 - B. Diensten en diverse goederen
 - C. Bezoldigingen, sociale lasten en pensioenen
 - D. Afschrijvingen en waardeverminderingen op oprichtingskosten, op immateriële en materiële vaste activa
 - E. Waardeverminderingen op voorraden, op bestellingen in uitvoering en op handelsvorderingen: toevoegingen (terugnemingen)
 - F. Voorzieningen voor risico's en kosten: toevoegingen (bestedingen en terugnemingen)
 - G. Andere bedrijfskosten
 - H. Als herstructureringskosten geactiveerde bedrijfskosten (-)
 - I. Niet-recurrente bedrijfskosten
- III. Bedrijfswinst (Bedrijfsverlies)
- IV. Financiële opbrengsten
 - A. Opbrengsten uit financiële vaste activa
 - B. Opbrengsten uit vlottende activa
 - C. Andere financiële opbrengsten
 - D. Niet-recurrente financiële opbrengsten
- V. Financiële kosten
 - A. Kosten van schulden
 - B. Waardeverminderingen op vlottende activa andere dan bedoeld onder II. E: toevoegingen (terugnemingen)

- C. Autres charges financières
 D. Charges financières non récurrentes
 VI. Bénéfice (Perte) de l'exercice avant impôts
 VII. A. Prélèvement sur les impôts différés
 B. Transfert aux impôts différés
 VIII. Impôts sur le résultat
 A. Impôts
 B. Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales
- IX. Bénéfice (Perte) de l'exercice
 X. A. Prélèvement sur les réserves immunisées
 B. Transfert aux réserves immunisées
 XI. Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter
 Affectations et prélèvements
 A. Bénéfice (perte) à affecter
 1. Bénéfice (perte) de l'exercice à affecter
 2. Bénéfice (perte) reporté(e) de l'exercice précédent
 B. Prélèvements sur les capitaux propres
 1. Sur le capital et les primes d'émission
 2. Sur les réserves
 C. Affectations aux capitaux propres
 1. Au capital et aux primes d'émission
 2. A la réserve légale
 3. Aux autres réserves
 D. Résultat à reporter
 1. Bénéfice à reporter
 2. Perte à reporter
 E. Intervention d'associés dans la perte
 F. Bénéfice à distribuer
 1. Rémunération du capital (a)
 2. Administrateurs ou gérants (a)
 3. Employés
 4. Autres allocataires (a)
 (a) Uniquement dans les sociétés à responsabilité limitée de droit belge. »

Art. 24. A l'article 91 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'article 7 de l'arrêté royal du 7 novembre 2011, sont apportées les modifications suivantes:

1° la première phrase est remplacée par ce qui suit :

« Si elles sont d'importance significative telle que définie à l'article 82, § 3/1, alinéa 2, l'annexe comporte les informations complémentaires mentionnées ci-après. » ;

2° la deuxième phrase est remplacée par ce qui suit :

« Outre la description résumée des règles d'évaluation prévue par l'article 28, § 1^{er}, alinéa 2, et le cas échéant, les mentions prescrites par les articles 24, alinéa 2, 25, § 2 et 3, alinéa 2, 29, alinéas 2 et 3, 30, alinéa 3, 33, 34, 37, 38, alinéa 3, 43, alinéa 3, 57, § 1^{er}, alinéa 2, 58, alinéa 2, 60, alinéa 2, 61, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 4, 64, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 66, § 1^{er}, 71, alinéas 2 et 3, 83, alinéa 2, 84, 86, alinéa 2 et 102, § 1^{er}, l'annexe comprend les renseignements et états suivants : » ;

3° dans la rubrique I., l'alinéa 2 est abrogé ;

4° dans la rubrique II., les mots « de recherche et » sont abrogés ;

5° dans la rubrique V. B., alinéa 3, 1°, les mots « directive 68/151/CEE » sont remplacés par les mots « directive 2009/101/CE » ;

6° dans la rubrique VI., dans l'alinéa 1^{er}, sous le troisième tiret, le signe de ponctuation « . » est remplacé par le signe de ponctuation « ; » et il est ajouté un tiret rédigé comme suit : « - métaux précieux et œuvres d'art . » ;

7° dans la rubrique VIII. sont apportées les modifications suivantes:

a) les mots « et de la structure de l'actionnariat » sont insérés entre les mots « capital » et « mentionnant » ;

- C. Andere financiële kosten
 D. Niet-recurrente financiële kosten
 VI. Winst (Verlies) van het boekjaar voor belasting
 VII. A. Onttrekking aan de uitgestelde belastingen
 B. Overboeking naar de uitgestelde belastingen
 VIII. Belastingen op het resultaat
 A. Belastingen
 B. Regularisering van belastingen en terugnemingen van voorzieningen voor belastingen
 IX. Winst (Verlies) van het boekjaar
 X. A. Onttrekking aan de belastingvrije reserves
 B. Overboeking naar de belastingvrije reserves
 XI. Te bestemmen winst (verlies) van het boekjaar
 Resultaatverwerking
 A. Te bestemmen winst (verlies)
 1. Te bestemmen winst (verlies) van het boekjaar
 2. Overgedragen winst (verlies) van het vorige boekjaar
 B. Onttrekking aan het eigen vermogen
 1. Aan het kapitaal en aan de uitgiftepremies
 2. Aan de reserves
 C. Toevoeging aan het eigen vermogen
 1. Aan het kapitaal en aan de uitgiftepremies
 2. Aan de wettelijke reserve
 3. Aan de overige reserves
 D. Over te dragen resultaat
 1. Over te dragen winst
 2. Over te dragen verlies
 E. Tussenkost van de vennoten in het verlies
 F. Uit te keren winst
 1. Vergoeding van het kapitaal (a)
 2. Bestuurders of zaakvoerders (a)
 3. Werknemers
 4. Andere rechthebbenden (a)
 (a) Alleen voor vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid naar Belgisch recht."

Art. 24. In artikel 91 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd door artikel 7 van het koninklijk besluit van 7 november 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de eerste zin wordt vervangen als volgt:

"De toelichting bevat, indien van materieel belang zoals gedefinieerd in artikel 82, § 3/1, tweede lid, de hierna vermelde aanvullende gegevens.";

2° de tweede zin wordt vervangen als volgt:

"Naast de samenvatting van de waarderingsregels krachtens artikel 28, § 1, tweede lid, en naast de vermeldingen die in voorkomend geval moeten worden opgenomen krachtens de artikelen 24, tweede lid, 25, § 2 en § 3, tweede lid, 29, tweede en derde lid, 30, derde lid, 33, 34, 37, 38, derde lid, 43, derde lid, 57, § 1, tweede lid, 58, tweede lid, 60, tweede lid, 61, § 1, eerste en vierde lid, 64, § 1, eerste lid, 66, § 1, 71, tweede en derde lid, 83, tweede lid, 84, 86, tweede lid en 102, § 1, worden in de toelichting de hierna volgende gegevens opgenomen:";

3° in staat I. wordt het tweede lid opgeheven;

4° in staat II. worden de woorden "onderzoek en" opgeheven;

5° in staat V. B., derde lid, 1° worden de woorden "richtlijn 68/151/EEG" vervangen door de woorden "richtlijn 2009/101/EG";

6° in staat VI., eerste lid wordt aan het einde van het derde streepje het leesteken "." vervangen door het leesteken ";" en wordt een streepje toegevoegd, luidende: "- edele metalen en kunstwerken.";

7° in staat VIII. worden de volgende wijzigingen aan gebracht:

a) de woorden "en de aandeelhoudersstructuur" worden ingevoegd tussen het woord "kapitaal" en het leesteken ";";

b) dans la rubrique VIII. A., les mots « actions au porteur » sont remplacés par les mots « actions dématérialisées » ;

c) la rubrique est complétée par un point G. rédigé comme suit :

« G. la structure de l'actionnariat de la société à la date de clôture du bilan, ventilée comme suit :

- structure de l'actionnariat de la société à la date de clôture du bilan, telle qu'elle résulte des notifications que la société a reçues en vertu de l'article 631, § 2, dernier alinéa et l'article 632, § 2, dernier alinéa du Code des sociétés ;

- structure de l'actionnariat de la société à la date de clôture du bilan, telle qu'elle résulte des notifications que la société a reçues en vertu de l'article 14, alinéa 4 de la loi du 2 mai 2007 relative à la publicité des participations importantes ou en vertu de l'article 5 de l'arrêté royal du 21 août 2008 fixant les règles complémentaires applicables à certains systèmes multilatéraux de négociation. » ;

8° dans la rubrique XII. sont apportées les modifications suivantes

a) Sous A., l'alinéa 2 est abrogé ;

b) Sous C., 1°, b) les mots « article 15, § 4 du Code des Sociétés » sont remplacés par les mots « article 15, § 5 du Code des Sociétés »

9° la rubrique XIV. est remplacée par ce qui suit :

« XIV. Quant aux résultats non récurrents, si ces postes représentent des montants importants, une ventilation des :

A. Produits d'exploitation non récurrents (rubrique I.E.) :

1° Reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles ;

2° Reprises de provisions pour risques et charges exceptionnels ;

3° Plus-values sur réalisation d'immobilisations incorporelles et corporelles ;

4° Autres produits d'exploitation non récurrents

B. Charges d'exploitation non récurrentes (rubrique II.I.) :

1° Amortissements et réductions de valeur exceptionnels sur frais d'établissement et sur immobilisations incorporelles et corporelles ;

2° Provisions pour risques et charges exceptionnels ;

3° Moins-values sur réalisation d'immobilisations incorporelles et corporelles ;

4° Autres charges d'exploitation non récurrentes ;

5° Charges non récurrentes portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-).

C. Produits financiers non récurrents (rubrique IV.D.) :

1° Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières ;

2° Plus-values sur réalisation d'immobilisations financières ;

3° Autres produits financiers non récurrents.

D. Charges financières non récurrentes (rubrique V.D.) :

1° Réductions de valeur sur immobilisations financières ;

2° Moins-values sur réalisation d'immobilisations financières ;

3° Autres charges financières non récurrentes. » ;

10° dans la rubrique XV., les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « rubrique X. » sont remplacés par les mots « rubrique VIII. » ;

b) au point C., le mot "exceptionnels" est remplacé par les mots "non récurrents" ;

11° dans la rubrique XVII. sont apportées les modifications suivantes:

a) dans le point C., les mots « une information au sujet » sont remplacés par les mots « le montant, la nature et la forme » ;

b) les points E. et F. sont insérés, rédigés comme suit :

« E. la nature et l'impact financier des événements significatifs postérieurs à la date de clôture du bilan qui ne sont pas pris en compte dans le compte de résultats ou le bilan ;

F. les engagements relatifs aux engagements d'achats ou de vente dont la société dispose comme émetteur d'options de vente ou d'achat. » ;

12° la rubrique XVIIbis. est remplacée par ce qui suit :

b) in staat VIII. A. worden de woorden "en aan toonder" vervangen door de woorden "of gedematerialiseerde aandelen" ;

c) de staat wordt aangevuld met een punt G., luidende:

"G. de aandeelhoudersstructuur van de vennootschap op de datum van jaarafsluiting, met de volgende indeling:

- aandeelhoudersstructuur van de vennootschap op de datum van de jaarafsluiting, zoals die blijkt uit de kennisgevingen die de vennootschap heeft ontvangen ingevolge artikel 631, § 2, laatste lid en artikel 632, § 2, laatste lid van het Wetboek van vennootschappen ;

- aandeelhouderstructuur van de vennootschap op de datum van de jaarafsluiting, zoals die blijkt uit de kennisgevingen die de vennootschap heeft ontvangen ingevolge artikel 14, vierde lid van de wet van 2 mei 2007 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen of ingevolge artikel 5 van het koninklijk besluit van 21 augustus 2008 houdende nadere regels betreffende bepaalde multilaterale handelsfaciliteiten." ;

8° in staat XII. worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) Onder A., wordt het tweede lid opgeheven ;

b) Onder C., 1°, b) worden de woorden "artikel 15, § 4 van het Wetboek van vennootschappen" vervangen door "artikel 15, § 5 van het Wetboek van vennootschappen"

9° staat XIV. wordt vervangen door het volgende:

"XIV. Wat de niet-recurrente resultaten betreft, indien het om belangrijke bedragen gaat, een uitsplitsing van:

A. Niet-recurrente bedrijfsopbrengsten (post I. E.) in:

1° Terugneming van afschrijvingen en van waardeverminderingen op immateriële en materiële vaste activa ;

2° Terugneming van voorzieningen voor uitzonderlijke risico's en kosten ;

3° Meerwaarden bij de realisatie van immateriële en materiële vaste activa ;

4° Andere niet-recurrente bedrijfsopbrengsten.

B. Niet-recurrente bedrijfskosten (post II. I.) in:

1° Uitzonderlijke afschrijvingen en waardeverminderingen op oprichtingskosten, op immateriële en materiële vaste activa ;

2° Voorzieningen voor uitzonderlijke risico's en kosten ;

3° Minderwaarden bij de realisatie van immateriële en materiële vaste activa ;

4° Andere niet-recurrente bedrijfskosten ;

5° Als herstructureringskosten geactiveerde niet-recurrente kosten (-).

C. Niet-recurrente financiële opbrengsten (post IV. D.) in:

1° Terugneming van waardeverminderingen op financiële vaste activa ;

2° Meerwaarden bij realisatie van financiële vaste activa ;

3° Andere niet-recurrente financiële opbrengsten.

D. Niet-recurrente financiële kosten (post V. D.) in:

1° Waardeverminderingen op financiële vaste activa ;

2° Minderwaarden bij realisatie van financiële vaste activa ;

3° Andere niet-recurrente financiële kosten." ;

10° in staat XV. worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden "post X." worden vervangen door de woorden "post VIII." ;

b) in punt C. wordt het woord "uitzonderlijke" vervangen door het woord "niet-recurrente" ;

11° in staat XVII worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in punt C. worden de woorden "inlichtingen betreffende" vervangen door de woorden "het bedrag, de aard en de vorm van" ;

b) de punten E. en F. worden toegevoegd, luidende:

"E. de aard en de financiële gevolgen van materiële gebeurtenissen die zich na balansdatum hebben voorgedaan en die niet in de resultatenrekening of balans worden weergegeven ;

F. verplichtingen betreffende de aan- of verkoopverbintenissen die de vennootschap als optieschrijver van call- en putopties heeft." ;

12° de staat XVIIbis. wordt vervangen door het volgende:

« XVIIIbis. Nature et objectif commercial des opérations non inscrites au bilan »

La nature et l'objectif commercial des opérations non inscrites au bilan et leur impact financier pour la société, à condition que les risques ou les avantages découlant de ces opérations soient significatifs et dans la mesure où la divulgation des risques ou avantages soit nécessaire pour l'appréciation de la situation financière de la société. » ;

13° dans la rubrique XVIII., sont apportées les modifications suivantes:

a) dans l'alinéa 1^{er}, la première phrase est remplacée par ce qui suit :

« Un tableau relatif aux relations avec les entreprises liées, entreprises associées et entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation. Les données suivantes sont mentionnées pour les entreprises liées, mentionnant pour l'exercice clôturé et pour l'exercice précédent : » ;

b) un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1 et 2 :

« Les mentions prévues aux n^{os} 1., 2., 4., 5. et 6. doivent également être fournies en ce qui concerne les entreprises associées. » ;

c) dans l'alinéa 3 ancien, devant l'alinéa 4, les mots « 110, alinéa 2 » sont insérés entre le mot « des articles » et les nombres « 112 et 113 » ;

14° la rubrique XVIIIbis. est remplacée par ce qui suit :

« XVIIIbis. Transactions avec des parties liées effectuées dans des conditions autres que celles du marché

La mention des transactions effectuées par la société avec des parties liées, y compris le montant de telles transactions, la nature des rapports avec la partie liée, ainsi que toute autre information sur les transactions qui serait nécessaire pour obtenir une meilleure compréhension de la position financière de la société si ces transactions sont significatives et qu'elles sont effectuées dans des conditions autres que celles du marché. Les informations sur les différentes transactions peuvent être agrégées en fonction de leur nature, sauf lorsque des informations distinctes sont nécessaires pour comprendre les effets des transactions avec des parties liées sur la situation financière de la société.

Cette information n'est pas requise pour les transactions qui ont lieu entre deux ou plusieurs membres d'un groupe, à condition que les filiales concernées par la transaction soient entièrement la propriété d'un tel membre.

Le terme partie liée possède la même signification que celle utilisée dans les normes comptables internationales adoptées conformément au règlement (CE) n° 1606/2002. » ;

15° dans la rubrique XIX., sont apportées les modifications suivantes:

a) au point A., le premier tiret est remplacé par ce qui suit :

« - le montant en fin d'exercice des créances existant à leur charge, avec indication du taux d'intérêt et de la durée de ces créances, des conditions essentielles et des montants éventuellement remboursés, annulés ou auxquels il a été renoncé, ainsi que les garanties constituées en leur faveur, et les autres engagements significatifs souscrits en leur faveur ; » ;

b) au point C., les mots « prévue à l'article 112 ou 113 du Code des Sociétés » sont remplacés par les mots « prévue à l'article 110, alinéa 2, 112 ou 113 du Code des sociétés » ;

16° la rubrique XX. est remplacée par ce qui suit :

« XX. Les indications suivantes relatives à la non-utilisation de la méthode de l'évaluation à la juste valeur.

En cas de non-utilisation de la méthode de l'évaluation à la juste valeur pour les instruments financiers : pour chaque catégorie d'instruments financiers dérivés, pour l'exercice et l'exercice précédent, un aperçu du volume et de la nature des instruments, le risque couvert et une comparaison entre la valeur comptable et la juste valeur des instruments si cette valeur peut être déterminée grâce à l'une des méthodes prescrites à l'article 97. C.

Pour les immobilisations financières comptabilisées pour un montant supérieur à leur juste valeur: la valeur comptable et la juste valeur des actifs, pris isolément ou regroupés de manière adéquate et les raisons pour lesquelles la valeur comptable n'a pas été réduite et notamment les éléments qui permettent de supposer que la valeur comptable sera recouvrée. » ;

“XVIIIbis. Aard en zakelijk doel van buitenbalans regelingen.

De aard en het zakelijke doel van de regelingen van de vennootschappen die niet in de balans zijn opgenomen, en de financiële gevolgen van deze regelingen voor de vennootschap, mits de risico's of voordelen die uit dergelijke regelingen voortvloeien van enige betekenis zijn en voor zover de openbaarmaking van dergelijke risico's of voordelen noodzakelijk is voor de beoordeling van de financiële positie van de vennootschap.”;

13° in de staat XVIII. worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid wordt de eerste zin vervangen door het volgende:

“Een staat over de betrekkingen met verbonden ondernemingen, geassocieerde ondernemingen en ondernemingen waarmee een deelnemingsverhouding bestaat. Voor de verbonden ondernemingen wordt zowel voor het afgesloten boekjaar als voor het vorige boekjaar vermeld.”;

b) een lid wordt ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid, luidende:

“De vermeldingen bedoeld onder 1., 2., 4., 5. en 6. moeten eveneens worden verstrekt voor de geassocieerde ondernemingen.”;

c) in het derde lid, dat het vierde lid wordt, worden de woorden “110, tweede lid” ingevoegd tussen het woord “van de artikelen” en de woorden “112 en 113”;

14° staat XVIIIbis. wordt vervangen door het volgende:

“XVIIIbis. Transacties met verbonden partijen buiten normale marktvoorwaarden

De vermelding van de transacties die door de vennootschap zijn aangegaan met verbonden partijen, met inbegrip van het bedrag van dergelijke transacties, de aard van de betrekking met de verbonden partij, alsmede andere informatie over de transacties die nodig is voor het verkrijgen van inzicht in de financiële positie van de vennootschap, te vermelden indien dergelijke transacties van enige betekenis zijn en niet onder normale marktvoorwaarden zijn verricht. Informatie over individuele transacties kan overeenkomstig de aard daarvan worden samengevoegd, behalve wanneer gescheiden informatie nodig is voor het verkrijgen van inzicht in de gevolgen van transacties met verbonden partijen voor de financiële positie van de vennootschap.

Deze informatie is niet vereist voor transacties die zijn aangegaan tussen twee of meer leden van een groep, mits de dochterondernemingen die partij zijn bij de transactie, geheel in eigendom zijn van een dergelijk lid.

Onder verbonden partij wordt hetzelfde verstaan als in de internationale standaarden voor jaarrekeningen die zijn goedgekeurd overeenkomstig Verordening (EG) nr. 1606/2002.”;

15° in staat XIX. worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in punt A., wordt het eerste streepje vervangen door het volgende:

“- het bedrag per einde van het boekjaar van de op hen uitstaande vorderingen, alsmede de in hun voordeel toegestane waarborgen en de andere betekenisvolle verplichtingen aangegaan in hun voordeel, met vermelding van de rente en de duur van deze vorderingen, de belangrijkste voorwaarden en de eventuele afgeloste bedragen of bedragen waarvan werd afgezien.”;

b) in punt C. worden de woorden “voorzien in artikel 112 of 113 van het Wetboek van Vennootschappen” vervangen door de woorden “voorzien in de artikelen 110, tweede lid, 112 of 113 van het Wetboek van vennootschappen”;

16° staat XX. wordt vervangen door het volgende:

“XX. De volgende gegevens betreffende het niet-gebruik van de waarderingsmethode op basis van de reële waarde.

In geval van niet-gebruik van de waarderingsmethode op basis van de reële waarde voor de financiële instrumenten: voor iedere categorie afgeleide financiële instrumenten, voor het boekjaar en het vorig boekjaar, een overzicht van de omvang en de aard van de instrumenten, het ingedekte risico en een vergelijking tussen de boekwaarde en de reële waarde van de instrumenten indien een dergelijke waarde kan worden bepaald middels een van de in artikel 97. C. voorgeschreven methoden.

Voor financiële vaste activa die in aanmerking worden genomen tegen een hoger bedrag dan hun reële waarde: de boekwaarde en de reële waarde van de afzonderlijke activa, dan wel van passende groepen van deze afzonderlijke activa en de redenen waarom de boekwaarde niet is verminderd, met opgave van de aard van de aanwijzingen die aan de veronderstelling ten grondslag liggen dat de boekwaarde zal kunnen worden gerealiseerd.”;

17° le titre du et le texte sous « B. Bilan social » sont abrogés.

Art. 25. A l'article 92 du même arrêté, remplacé par l'article 12 de l'arrêté royal du 27 avril 2007, sont apportées les modifications au schéma du bilan suivantes :

1° la rubrique « I. Frais d'établissement » sous les « Actifs immobilisés » est déplacée au-dessus de la rubrique « Actifs immobilisés » ;

2° la rubrique « *Vibis*. Avance aux associés sur répartition de l'actif net » est complétée par « (-) » ;

3° dans la rubrique « VII. A. Provisions pour risques et charges », les sous-rubriques suivantes sont insérées :

- « 1. Pensions et obligations similaires
2. Impôts
3. Grosses réparations et gros entretien
4. Obligations environnementales
5. Autres risques et charges ».

Art. 26. A l'article 93 du même arrêté, remplacé par l'article 13 de l'arrêté royal du 27 avril 2007, le schéma du compte de résultats est remplacé par le schéma suivant :

« I. A. B. Marge brute d'exploitation

C. Rémunérations, charges sociales et pensions

D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles

E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales : dotations (reprises)

F. Provisions pour risques et charges : dotations (utilisations et reprises)

G. Autres charges d'exploitation

H. Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)

I. Charges d'exploitation non récurrentes

II. Bénéfice (Perte) d'exploitation

III. Produits financiers

A. Subsidies en capital et intérêts

B. Autres produits financiers

IV. Charges financières

V. Bénéfice (Perte) de l'exercice avant impôts

VI.A. Prélèvement sur les impôts différés

B. Transfert aux impôts différés

VII. Impôts sur le résultat

VIII. Bénéfice (Perte) de l'exercice

IX.A. Prélèvement sur les réserves immunisées

B. Transfert aux réserves immunisées

X. Bénéfice (perte) de l'exercice à affecter

Affectations et prélèvements

A. Bénéfice (perte) à affecter

1. Bénéfice (perte) de l'exercice à affecter

2. Bénéfice (perte) reporté(e) de l'exercice précédent

B. Prélèvements sur les capitaux propres

C. Affectations aux capitaux propres

1. Au capital et aux primes d'émission

2. A la réserve légale

3. Aux autres réserves

D. Résultat à reporter

1. Bénéfice à reporter

2. Perte à reporter

E. Intervention d'associés dans la perte

F. Bénéfice à distribuer

1. Rémunération du capital (a)

2. Administrateurs ou gérants (a)

3. Employés

17° de titel en de tekst van "B. Sociale balans" worden opgeheven.

Art. 25. In artikel 92 van hetzelfde besluit, vervangen door artikel 12 van het koninklijk besluit van 27 april 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht aan het schema van de balans:

1° de rubriek "I. Oprichtingskosten" bij de "Vaste activa" wordt boven de post "Vaste activa" geplaatst;

2° de rubriek *Vibis*. Voorschot aan de vennoten op de verdeling van het netto-actief wordt aangevuld met "(-)";

3° in de rubriek "VII. A. Voorzieningen voor risico's en kosten" worden de volgende onderrubrieken ingevoegd:

- "1. Pensioenen en soortgelijke verplichtingen
2. Belastingen
3. Grote herstellings- en onderhoudswerken
4. Milieuverplichtingen
5. Overige risico's en kosten".

Art. 26. In artikel 93 van hetzelfde besluit, vervangen door artikel 13 van het koninklijk besluit van 27 april 2007, wordt het schema van de resultatenrekening vervangen door het volgende schema:

" I. A. B. Brutomarge

C. Bezoldigingen, sociale lasten en pensioenen

D. Afschrijvingen en waardeverminderingen op oprichtingskosten, op immateriële en materiële vaste activa

E. Waardeverminderingen op voorraden, op bestellingen in uitvoering en op handelsvorderingen: toevoegingen (terugnemingen)

F. Voorzieningen voor risico's en kosten: toevoegingen (bestedingen en terugnemingen)

G. Andere bedrijfskosten

H. Als herstructureringskosten geactiveerde bedrijfskosten (-)

I. Niet-recurrente bedrijfskosten

II. Bedrijfswinst (Bedrijfsverlies)

III. Financiële opbrengsten

A. Kapitaal- en interestsubsidies

B. Andere financiële opbrengsten

IV. Financiële kosten

V. Winst (Verlies) van het boekjaar voor belasting

VI.A. Onttrekking aan de uitgestelde belastingen

B. Overboeking naar de uitgestelde belastingen

VII. Belastingen op het resultaat

VIII. Winst (Verlies) van het boekjaar

IX.A. Onttrekking aan de belastingvrije reserves

B. Overboeking naar de belastingvrije reserves

X. Te bestemmen winst (verlies) van het boekjaar

Resultaatverwerking

A. Te bestemmen winst (verlies)

1. Te bestemmen winst (verlies) van het boekjaar

2. Overgedragen winst (verlies) van het vorige boekjaar

B. Onttrekking aan het eigen vermogen

C. Toevoeging aan het eigen vermogen

1. Aan het kapitaal en aan de uitgiftepremies

2. Aan de wettelijke reserve

3. Aan de overige reserves

D. Over te dragen resultaat

1. Over te dragen winst

2. Over te dragen verlies

E. Tussenkost van de vennoten in het verlies

F. Uit te keren winst

1. Vergoeding van het kapitaal (a)

2. Beheerders of zaakvoerders (a)

3. Werknemers

4. Autres allocataires (a)

(a) Uniquement dans les sociétés à responsabilité limitée de droit belge. ».

Art. 27. L'article 94 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'article 8 de l'arrêté royal du 7 novembre 2011, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 94. Si elles sont d'importance significative telle que définie à l'article 82, § 3/1, alinéa 2, l'annexe comporte les informations complémentaires mentionnées ci-après.

Outre la description résumée des règles d'évaluation prévue par l'article 28, § 1^{er}, alinéa 2, et le cas échéant, les mentions prescrites par les articles 24, alinéa 2, 25, § 2 et 3, 29, alinéas 2 et 3, 30, alinéa 3, 33, 34, 37, 38, alinéa 3, 43, alinéa 3, 57, § 1^{er}, alinéa 2, 58, alinéa 2, 60, alinéa 2, 61, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 4, 64, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 66, § 1^{er}, 71, alinéas 2 et 3, 83, alinéa 2, 84, 86, alinéa 2 et 102, § 1^{er}, l'annexe comprend les renseignements et états suivants:

I. Un état des immobilisations (rubriques II, III et IV de l'actif) mentionnant, respectivement pour les immobilisations incorporelles, les immobilisations corporelles et les immobilisations financières, les indications suivantes :

a) en valeur d'acquisition, le montant au terme de l'exercice précédent, les mutations de l'exercice (acquisitions, y compris la production immobilisée, cessions et désaffectations, transferts d'une rubrique à une autre, ainsi que pour les immobilisations financières les autres mutations) ainsi que le montant en fin d'exercice;

b) sauf pour les immobilisations incorporelles, les plus-values existant au terme de l'exercice précédent, les mutations de l'exercice (plus-values actées, acquises de tiers, annulées, transférées d'une rubrique à une autre), ainsi que le montant en fin d'exercice de ces plus-values;

c) les amortissements et réductions de valeur existant au terme de l'exercice précédent, les mutations de l'exercice (amortissements et réductions de valeur actés à charge des résultats, repris en compte de résultats, acquis de tiers, annulés, transférés d'une rubrique à une autre), ainsi que le montant en fin d'exercice de ces amortissements et réductions de valeur;

d) les montants non appelés sur immobilisations financières au terme de l'exercice précédent, les mutations de l'exercice, ainsi que les montants en fin d'exercice;

e) la valeur comptable nette en fin d'exercice.

II. Un état du capital mentionnant le nombre d'actions propres détenues respectivement par la société elle-même et par ses entreprises filiales ainsi que le montant du capital que ces actions représentent.

III. Un état des dettes comportant :

A. une ventilation des dettes à l'origine à plus d'un an, selon que leur durée résiduelle est d'un an au plus, de plus d'un an mais de cinq ans au plus ou de plus de cinq ans;

B. le montant des dettes (rubriques VIII. et IX. du passif) ou de la partie de ces dettes qui sont garanties :

1° par les pouvoirs publics belges;

2° par des sûretés réelles sur les actifs de la société, constituées ou irrévocablement promises.

Ne sont pas mentionnées parmi les dettes garanties, les dettes assorties d'un privilège, sauf en ce qui concerne le privilège du vendeur. La réserve de propriété est assimilée à une garantie réelle.

Les montants visés sub 1° et 2° sont ventilés par poste prévu aux rubriques VIII et IX du passif, mais sans distinction selon leur terme.

Les renseignements visés sub A. et B., 1° et 2° du présent tableau ainsi que ceux visés sub A., 2° du tableau VI., peuvent être remplacés par une énumération des dettes à plus d'un an et des dettes assorties de tiers, en mentionnant pour chacune d'elles, la nature de la dette (selon les rubriques du bilan), son échéance et les garanties dont elle est assortie.

IV. Les indications suivantes concernant le personnel et les frais de personnel :

4. Andere rechthebbenden (a)

(a) Alleen voor de vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid naar Belgisch recht.”.

Art. 27. Artikel 94 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd door artikel 8 van het koninklijk besluit van 7 november 2011, wordt vervangen door het volgende:

“Art. 94. De toelichting bevat, indien van materieel belang zoals gedefinieerd in art. 82, § 3/1, tweede lid, de hierna vermelde aanvullende gegevens.

Naast de samenvatting van de waarderingsregels krachtens artikel 28, § 1, tweede lid, en naast de vermeldingen die in voorkomend geval moeten worden opgenomen krachtens de artikelen 24, tweede lid, 25, § 2 en § 3, 29, tweede en derde lid, 30, derde lid, 33, 34, 37, 38, derde lid, 43, derde lid, 57, § 1, tweede lid, 58, tweede lid, 60, tweede lid, 61, § 1, eerste en vierde lid, 64, § 1, eerste lid, 66, § 1^{er}, 71, tweede en derde lid, 83, tweede lid, 84, 86, tweede lid en 102, § 1, worden in de toelichting de hierna volgende gegevens opgenomen:

I. Een staat van de vaste activa (rubrieken II, III en IV van de activa) die respectievelijk inzake de immateriële, de materiële en de financiële vaste activa de volgende gegevens bevat:

a) het bedrag van de aanschaffingswaarde per einde van het vorige boekjaar, de mutaties ervan tijdens het boekjaar (aanschaffingen, met inbegrip van de geproduceerde vaste activa, overdrachten en buitengebruikstellingen, overboekingen van een post naar een andere, evenals voor de financiële vaste activa de andere mutaties), en van het bedrag ervan per einde van het boekjaar;

b) uitgezonderd voor de immateriële vaste activa, het bedrag van de meerwaarden per einde van het vorige boekjaar, de mutaties ervan tijdens het boekjaar (geboekte meerwaarden, meerwaarden verworven van derden, afgeboekte meerwaarden, overboekingen van een post naar een andere) en het bedrag ervan per einde van het boekjaar;

c) het bedrag van de afschrijvingen en de waardeverminderingen per einde van het vorige boekjaar, de mutaties ervan tijdens het boekjaar (geboekt of teruggenomen via de resultatenrekening, verworven van derden, afgeboekt, overgeboekt van een post naar een andere) en het bedrag ervan per einde van het boekjaar;

d) wat de financiële vaste activa betreft, de niet opgevraagde bedragen per einde van het vorige boekjaar, de mutaties ervan tijdens het boekjaar, evenals het bedrag ervan per einde van het boekjaar;

e) het bedrag van de nettoboekwaarde per einde van het boekjaar.

II. Een staat met betrekking tot het kapitaal, die het aantal eigen aandelen vermeldt dat respectievelijk door de vennootschap zelf en door haar dochterondernemingen wordt gehouden, evenals het kapitaalbedrag vertegenwoordigd door deze aandelen.

III. Een staat van de schulden, die vermeldt:

A. een uitsplitsing van de schulden met een oorspronkelijke looptijd van meer dan één jaar, naar gelang hun resterende looptijd hoogstens één jaar, meer dan één jaar doch hoogstens vijf jaar, of meer dan vijf jaar bedraagt;

B. het bedrag van de schulden (posten VIII. en IX. van de passiva) of van het gedeelte van de schulden die gewaarborgd zijn door:

1° Belgische overheidsinstellingen;

2° zakelijke zekerheden gesteld of onherroepelijk beloofd op activa van de vennootschap.

De bevoorrechte schulden worden niet opgenomen onder de gewaarborgde schulden tenzij het gaat om het voorrecht van de verkoper. Het eigendomsvoorbehoud wordt gelijkgesteld met een zakelijke zekerheid.

De bedragen bedoeld onder 1° en 2° worden uitgesplitst per post voorzien in de rubrieken VIII en IX van de passiva, maar zonder onderscheid naar gelang van hun termijn.

De inlichtingen bedoeld onder de punten A. en B., 1° en 2°; van deze staat alsmede de inlichtingen bedoeld onder punt A., 2° van staat VI. mogen worden verstrekt via een opsomming van de schulden op meer dan één jaar en van de gewaarborgde schulden, met vermelding voor elke schuld van haar aard (overeenkomstig de balansposten), haar vervaldag en de verstrekte waarborgen.

IV. De volgende gegevens met betrekking tot personeel en personeelskosten:

1° les indications suivantes relatives à l'exercice et à l'exercice précédent, au sujet des travailleurs pour lesquels la société a introduit une déclaration DIMONA auprès de l'ONSS conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi ou, si l'emploi est exclu du champ d'application de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, des travailleurs inscrits au registre général du personnel et liés à la société par un contrat de travail ou par un contrat de premier emploi : l'effectif moyen du personnel calculé en équivalents temps plein conformément à l'article 15, § 5, du Code des sociétés;

V. Les indications suivantes relatives aux résultats de l'exercice et de l'exercice précédent:

A. le montant et la nature des éléments de produits ou charges de taille ou d'incidence exceptionnelle, tels que repris parmi les résultats financiers ou d'exploitation non récurrents ;

B. le montant des intérêts portés à l'actif;

VI. Les indications suivantes relatives aux droits et engagements hors bilan :

A. 1° le montant des garanties personnelles constituées ou irrévocablement promises par la société pour sûreté de dettes ou d'engagements de tiers, avec mention séparée des effets de commerce cédés par la société sous son endos;

2° le montant des garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par la société sur ses actifs propres, pour sûreté respectivement de ses dettes et engagements propres et des dettes et engagements des tiers, en mentionnant:

- quant aux hypothèques, la valeur comptable des immeubles grevés et le montant de l'inscription;

- quant au gage sur fonds de commerce, le montant de l'inscription;

- quant aux gages (y compris la réserve de propriété) constitués sur d'autres actifs, la valeur comptable des actifs gagés;

- quant aux sûretés constituées sur actifs futurs, le montant des actifs en cause;

B. le montant, la nature et la forme des litiges importants et des autres engagements importants non visés ci-dessus ;

C. si les membres du personnel ou les dirigeants de la société bénéficient d'un régime complémentaire de pension de retraite ou de survie, une description succincte de ce régime et des mesures prises par la société pour couvrir la charge qui en résultera. En ce qui concerne les pensions dont le service incombe à la société elle-même, le montant des engagements qui résultent pour elle de prestations déjà effectuées fait l'objet d'une estimation dont les bases et méthodes sont énoncées de manière succincte.

VII. Nature et objectif commercial des opérations non inscrites au bilan

La nature et l'objectif commercial des opérations des sociétés non inscrites au bilan, à condition que les risques ou les avantages découlant de ces opérations soient significatifs et dans la mesure où la divulgation de ces risques et avantages soit nécessaire pour l'appréciation de la situation financière de la société

VIII. Quant aux entreprises liées ou associées, les garanties constituées en leur faveur et des autres engagements significatifs souscrits en leur faveur.

Si la société est filiale d'une autre entreprise ou filiale conjointe de diverses entreprises, l'état mentionne le nom, le siège et, s'il s'agit d'une entreprise de droit belge le numéro d'entreprise qui lui est attribué par la Banque-Carrefour des Entreprises de la ou des entreprises dont elle est la filiale ou la filiale commune et si ces entreprises mères établissent et publient des comptes consolidés dans lesquels les comptes de la société sont intégrés par consolidation. Dans l'affirmative, il indique, sauf si l'entreprise mère est de droit belge, le lieu où ces comptes consolidés peuvent être obtenus. Si les comptes de la société sont consolidés à plusieurs niveaux, les renseignements prévus par le présent alinéa sont donnés pour l'ensemble le plus petit d'entreprises dont la société fait partie en tant que filiale, et pour lequel des comptes consolidés sont établis et publiés.

1° de volgende gegevens over het boekjaar en over het vorig boekjaar met betrekking tot de werknemers waarvoor de vennootschap een DIMONA-verklaring heeft ingediend bij de RSZ conform de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling of, indien de tewerkstelling uitgesloten is van het toepassingsgebied van het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling, de werknemers ingeschreven in het algemeen personeelsregister, en verbonden met de vennootschap door een arbeidsovereenkomst of een startbaanovereenkomst: het gemiddelde personeelsbestand, berekend in voltijdse equivalenten overeenkomstig artikel 15, § 5, van het Wetboek van vennootschappen;

V. De volgende gegevens betreffende de resultaten van het boekjaar en van het voorafgaande boekjaar:

A. het bedrag en de aard van de opbrengsten of kosten van uitzonderlijke omvang of uitzonderlijke mate van voorkomen, zoals opgenomen onder de niet-recurrente bedrijfs- of financiële resultaten;

B. het bedrag van de geactiveerde interesten;

VI. De volgende gegevens met betrekking tot niet in de balans opgenomen rechten en verplichtingen:

A. 1° het bedrag van de persoonlijke zekerheden die door de vennootschap werden gesteld of onherroepelijk beloofd als waarborg voor schulden en verplichtingen van derden, met afzonderlijke vermelding van de door de vennootschap overgedragen en door haar geëndosseerde wissels;

2° het bedrag van de zakelijke zekerheden die door de vennootschap werden gesteld of onherroepelijk beloofd op haar eigen activa als waarborg voor eigen schulden en verplichtingen eensdeels, en voor schulden en verplichtingen van derden anderdeels, met volgende vermeldingen:

- wat de hypotheken betreft, de boekwaarde van de bezwaarde activa en het bedrag van de hypothecaire inschrijving;

- wat het pand op het handelsfonds betreft, het bedrag van de inschrijving;

- wat het pand (met inbegrip van het eigendomsvoorbehoud) betreft op andere activa, de boekwaarde van de in pand gegeven activa;

- wat de zekerheden betreft op nog door de onderneming te verwerven activa, het bedrag van de betrokken activa;

B. het bedrag, de aard en de vorm van belangrijke hangende geschillen en andere belangrijke verplichtingen die hierboven niet zijn bedoeld;

C. indien ten behoeve van de personeels- of directieleden van de vennootschap is voorzien in een aanvullend rust- of overlevingspensioen, een beknopte beschrijving van de desbetreffende regeling met opgave van de maatregelen die de vennootschap heeft genomen om de daaruit voortvloeiende kosten te dekken. Wat de pensioenen betreft die door de vennootschap zelf worden gedragen wordt het bedrag geschat van de verplichtingen die voortvloeien uit reeds gepresteerd werk met een korte beschrijving van de wijze waarop dit bedrag wordt berekend.

VII. Aard en zakelijk doel van buitenbalans regelingen

De aard en het zakelijke doel van de regelingen van de vennootschappen die niet in de balans zijn opgenomen, mits de risico's of voordelen die uit dergelijke regelingen voortvloeien van enige betekenis zijn en voor zover de openbaarmaking van dergelijke risico's of voordelen noodzakelijk is voor de beoordeling van de financiële positie van de vennootschap.

VIII. Wat verbonden of geassocieerde ondernemingen betreft, de in hun voordeel toegestane waarborgen en de andere betekenisvolle verplichtingen aangegaan in hun voordeel.

Indien de vennootschap een dochteronderneming is van een andere onderneming of een gemeenschappelijke dochter van verschillende ondernemingen, vermeldt de staat de naam en de zetel en zo het gaat om een onderneming naar Belgisch recht, het ondernemingsnummer dat haar werd toegekend door de Kruispuntbank van Ondernemingen van de onderneming(en) waarvan zij de dochteronderneming of de gemeenschappelijke dochteronderneming is en of deze moederondernemingen een geconsolideerde jaarrekening opstellen waarin de jaarrekening van de vennootschap door consolidatie wordt opgenomen. Als dat zo is, vermeldt de staat, tenzij het om een moederonderneming naar Belgisch recht gaat, de plaats waar deze geconsolideerde jaarrekening verkrijgbaar is. Wordt de jaarrekening van de vennootschap op verschillende niveaus geconsolideerd, dan worden de in dit lid bedoelde gegevens verstrekt voor het kleinste geheel van ondernemingen waarvan de vennootschap als dochter deel uitmaakt en waarvoor een geconsolideerde jaarrekening wordt opgesteld en openbaar gemaakt.

IX.A. Quant aux administrateurs et gérants, le montant en fin d'exercice des créances existant à leur charge, ainsi que les garanties constituées en leur faveur et les autres engagements significatifs souscrits en leur faveur avec mention des conditions de taux et de durée de ces créances, des conditions essentielles et des montants éventuellement remboursés, annulés ou auxquels il a été renoncé.

Les indications prévues à l'alinéa 1^{er} doivent également être données quant aux créances, garanties et engagements significatifs consentis en faveur de personnes physiques ou morales qui contrôlent directement ou indirectement la société, mais qui ne constituent pas au sens du présent titre, des entreprises liées, ainsi qu'en faveur des autres entreprises contrôlées directement ou indirectement par les personnes susvisées. Ces indications peuvent être données par addition aux indications prévues à l'alinéa 1^{er}.

B. Quant au commissaire et aux personnes avec lesquelles il est lié :

- les émoluments du commissaire;

- les émoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par le commissaire, selon les catégories suivantes : autres missions d'attestation, missions de conseils fiscaux, et autres missions extérieures à la mission révisoriale;

- les émoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par des personnes avec lesquelles le commissaire est lié, selon les catégories suivantes : autres missions d'attestation, missions de conseils fiscaux, et autres missions extérieures à la mission révisoriale.

X. Transactions en dehors des conditions de marché normales qui sont conclues, directement ou indirectement, avec les parties liées suivantes, y compris la nature de telles transactions et la nature de la partie liée :

A. les personnes détenant une participation dans la société ;

B. les entreprises dans lesquelles la société elle-même détient une participation ;

C. les membres des organes d'administration, de surveillance ou de gestion de la société.

Les informations sur les différentes transactions peuvent être agrégées en fonction de leur nature sauf lorsque des informations distinctes sont nécessaires pour comprendre les effets des transactions avec des parties liées sur la situation financière de l'entreprise.

Art. 28. Au livre II, chapitre III du même arrêté, il est inséré une section III/1, comprenant une sous-section I, incluant un article 94/1 ; une sous-section II, incluant un article 94/2 ; et une sous-section III, incluant un article 94/3, rédigée comme suit :

« Section III/1. – Microschéma des comptes annuels : schéma du bilan, schéma du compte de résultats et contenu de l'annexe.

Sous-section I. - Schéma du bilan

Art. 94/1. Le bilan est établi selon le schéma suivant :

ACTIF

I. Frais d'établissement

Actifs immobilisés

II. Immobilisations incorporelles

III. Immobilisations corporelles

A. Terrains et constructions

B. Installations, machines et outillage

C. Mobilier et matériel roulant

D. Location-financement et droits similaires

E. Autres immobilisations corporelles

F. Immobilisations en cours et acomptes versés

IV. Immobilisations financières

Actifs circulants

V. Créances à plus d'un an

A. Créances commerciales

B. Autres créances

VI. Stocks et commandes en cours d'exécution

IX.A. Wat bestuurders en zaakvoerders betreft, het bedrag per einde van het boekjaar van de op hen uitstaande vorderingen, alsmede de in hun voordeel toegestane waarborgen en de andere betekenisvolle verplichtingen aangegaan in hun voordeel, met vermelding van de rente en de duur van deze vorderingen, de belangrijkste voorwaarden en de eventuele afgeloste bedragen of bedragen waarvan werd afgezien.

De gegevens bedoeld in het eerste lid moeten eveneens worden verstrekt voor de vorderingen, waarborgen en betekenisvolle verplichtingen die werden aangegaan in het voordeel van natuurlijke of rechtspersonen die de vennootschap rechtstreeks of onrechtstreeks controleren maar geen verbonden ondernemingen zijn in de zin van deze titel, alsmede in het voordeel van de andere ondernemingen die hogergenoemde personen rechtstreeks of onrechtstreeks controleren. Deze gegevens mogen samen met de in het eerste lid bedoelde gegevens worden verstrekt.

B. Wat de commissaris en de personen met wie hij verbonden is, betreft:

- de bezoldiging van de commissaris;

- de bezoldiging voor uitzonderlijke werkzaamheden of bijzondere opdrachten uitgevoerd binnen de vennootschap door de commissaris, volgens de volgende categorieën: andere controle-opdrachten, belastingadviesopdrachten, en andere opdrachten buiten de revisoriale opdrachten;

- de bezoldiging voor uitzonderlijke werkzaamheden of bijzondere opdrachten uitgevoerd binnen de vennootschap door personen met wie de commissaris verbonden is, volgens de volgende categorieën: andere controle-opdrachten, belastingadviesopdrachten, en andere opdrachten buiten de revisoriale opdrachten.

X. Transacties buiten normale marktvoorwaarden die direct of indirect zijn aangegaan met de volgende verbonden partijen, met inbegrip van de aard van dergelijke transacties en de aard van de betrekking met de verbonden partij:

A. de personen die een deelneming in de vennootschap in eigendom hebben;

B. de ondernemingen waarin de vennootschap zelf een deelneming heeft;

C. de leden van de leidinggevende, toezichthoudende of bestuursorganen van de vennootschap.

Informatie over individuele transacties kan overeenkomstig de aard daarvan worden samengevoegd, behalve wanneer gescheiden informatie nodig is voor het verkrijgen van inzicht in de gevolgen van de transacties met verbonden partijen voor de financiële positie van de onderneming."

Art. 28. In boek II, hoofdstuk III van hetzelfde besluit wordt een afdeling III/1 ingevoegd, bevattende een onderafdeling I dat een artikel 94/1 omvat; een onderafdeling II dat een artikel 94/2 omvat; en een onderafdeling III dat een artikel 94/3 omvat, luidende:

"Afdeling III/1 – Microschema van de jaarrekening: schema van de balans, schema van de resultatenrekening en inhoud van de toelichting.

Onderafdeling I. – Schema van de balans

Art. 94/1. De balans wordt opgesteld volgens onderstaand schema:

ACTIVA

I. Oprichtingskosten

Vaste activa

II. Immateriële vaste activa

III. Materiële vaste activa

A. Terreinen en gebouwen

B. Installaties, machines en uitrusting

C. Meubilair en rollend materieel

D. Leasing en soortgelijke rechten

E. Overige materiële vaste activa

F. Activa in aanbouw en vooruitbetalingen

IV. Financiële vaste activa

Vlottende activa

V. Vorderingen op meer dan een jaar

A. Handelsvorderingen

B. Overige vorderingen

VI. Voorraden en bestellingen in uitvoering

A. Stocks	A. Voorraden
B. Commandes en cours d'exécution	B. Bestellingen in uitvoering
VII. Créances à un an au plus	VII. Vorderingen op ten hoogste een jaar
A. Créances commerciales	A. Handelsvorderingen
B. Autres créances	B. Overige vorderingen
VIII. Placements de trésorerie	VIII. Geldbeleggingen
IX. Valeurs disponibles	IX. Liquide middelen
X. Comptes de régularisation	X. Overlopende rekeningen
Total de l'actif	Totaal der activa
PASSIF	PASSIVA
Capitaux propres	Eigen vermogen
I. Capital	I. Kapitaal
A. Capital souscrit	A. Geplaatst kapitaal
B. Capital non appelé	B. Niet-opgevraagd kapitaal
II. Primes d'émission	II. Uitgiftepremies
III. Plus-values de réévaluation	III. Herwaarderingsmeerwaarden
IV. Réserves	IV. Reserves
A. Réserve légale	A. Wettelijke reserve
B. Réserves indisponibles	B. Onbeschikbare reserves
1. Pour actions propres	1. Voor eigen aandelen
2. Autres	2. Andere
C. Réserves immunisées	C. Belastingvrije reserves
D. Réserves disponibles	D. Beschikbare reserves
V. Bénéfice (perte) reporté(e)	V. Overgedragen winst (verlies)
VI. Subsidies en capital	VI. Kapitaalsubsidies
VIIbis. Avance aux associés sur répartition de l'actif net (-)	VIIbis. Voorschot aan de vennoten op de verdeling van het netto-actief (-)
Provisions et impôts différés	Voorzieningen en uitgestelde belastingen
VII. A. Provisions pour risques et charges	VII. A. Voorzieningen voor risico's en kosten
1. Pensions et obligations similaires	1. Pensioenen en soortgelijke verplichtingen
2. Charges fiscales	2. Belastingen
3. Grosses réparations et gros entretien	3. Grote herstellings- en onderhoudswerken
4. Obligations environnementales	4. Milieuverplichtingen
5. Autres risques et charges	5. Overige risico's en kosten
B. Impôts différés	B. Uitgestelde belastingen
Dettes	Schulden
VIII. Dettes à plus d'un an	VIII. Schulden op meer dan een jaar
A. Dettes financières	A. Financiële schulden
1. Etablissements de crédit, dettes de location-financement et assimilées	1. Kredietinstellingen, leasingschulden en soortgelijke schulden
2. Autres emprunts	2. Overige leningen
B. Dettes commerciales	B. Handelsschulden
C. Acomptes reçus sur commandes	C. Ontvangen vooruitbetalingen op bestellingen
D. Autres dettes	D. Overige schulden
IX. Dettes à un an au plus	IX. Schulden op ten hoogste een jaar
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	A. Schulden op meer dan een jaar die binnen het jaar vervallen
B. Dettes financières	B. Financiële schulden
1. Etablissements de crédit	1. Kredietinstellingen
2. Autres emprunts	2. Overige leningen
C. Dettes commerciales	C. Handelsschulden
1. Fournisseurs	1. Leveranciers
2. Effets à payer	2. Te betalen wissels
D. Acomptes reçus sur commandes	D. Ontvangen vooruitbetalingen op bestellingen
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	E. Schulden met betrekking tot belastingen, bezoldigingen en sociale lasten
1. Impôts	1. Belastingen
2. Rémunérations et charges sociales	2. Bezoldigingen en sociale lasten
F. Autres dettes	F. Overige schulden

X. Comptes de régularisation
Total du passif
Sous-section II. -Schéma du compte de résultats
Art. 94/2. Le compte de résultats est établi selon le schéma suivant :

I. A. B. Marge brute
C. Rémunérations, charges sociales et pensions
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles
E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales : dotations (reprises)
F. Provisions pour risques et charges : dotations (utilisations et reprises)
G. Autres charges d'exploitation
H. Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)
I. Charges d'exploitation non récurrentes
II. Bénéfice (Perte) d'exploitation
III. Produits financiers
A. Subsidés en capital et en intérêts
B. Autres produits financiers
IV. Charges financières
V. Bénéfice (Perte) de l'exercice avant impôts
VI. A. Prélèvement sur les impôts différés
B. Transfert aux impôts différés
VII. Impôts sur le résultat
VIII. Bénéfice (Perte) de l'exercice
IX. A. Prélèvement sur les réserves immunisées
B. Transfert aux réserves immunisées
X. Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter
Affectations et prélèvements
A. Bénéfice (perte) à affecter
1. Bénéfice (perte) de l'exercice à affecter
2. Bénéfice (perte) reporté(e) de l'exercice précédent
B. Prélèvements sur les capitaux propres
C. Affectations aux capitaux propres
1. Au capital et aux primes d'émission
2. A la réserve légale
3. Aux autres réserves
D. Résultat à reporter
1. Bénéfice à reporter
2. Perte à reporter
E. Intervention d'associés dans la perte
F. Bénéfice à distribuer
1. Rémunération du capital (a)
2. Administrateurs ou gérants (a)
3. Employés
4. Autres allocataires (a)
(a) Uniquement dans les sociétés à responsabilité limitée de droit belge.
Sous-section III. – Contenu de l'annexe
Art. 94/3. L'annexe aux comptes annuels des microsociétés visées à l'article 15/1 du Code des sociétés comporte les données complémentaires mentionnées ci-après.

I. La description résumée des règles d'évaluation qui président aux constitutions et ajustements d'amortissements, réductions de valeur et provisions pour risques et charges et réévaluations; l'article 28, et en particulier le paragraphe 1^{er}, alinéas 2, 3 et 4, est applicable. Les autres dispositions du présent arrêté royal imposant des informations additionnelles dans le résumé des règles d'évaluation ne sont pas d'application sauf si ces informations sont indispensables à la compréhension de la situation financière et des résultats de la microsociété.

X. Overlopende rekeningen
Totaal der passiva
Onderafdeling II. – Schema van de resultatenrekening
Art. 94/2. De resultatenrekening wordt opgesteld volgens onderstaand schema:
I. A. B. Brutomarge
C. Bezoldigingen, sociale lasten en pensioenen
D. Afschrijvingen en waardeverminderingen op oprichtingskosten, op immateriële en materiële vaste activa
E. Waardeverminderingen op voorraden, op bestellingen in uitvoering en op handelsvorderingen: toevoegingen (terugnemingen)
F. Voorzieningen voor risico's en kosten: toevoegingen (bestedingen en terugnemingen)
G. Andere bedrijfskosten
H. Als herstructureringskosten geactiveerde bedrijfskosten (-)
I. Niet-recurrente bedrijfskosten
II. Bedrijfswinst (Bedrijfsverlies)
III. Financiële opbrengsten
A. Kapitaal- en interestsubsidies
B. Andere financiële opbrengsten
IV. Financiële kosten
V. Winst (Verlies) van het boekjaar voor belasting
VI.A. Onttrekking aan de uitgestelde belastingen
B. Overboeking naar de uitgestelde belastingen
VII. Belastingen op het resultaat
VIII. Winst (Verlies) van het boekjaar
IX.A. Onttrekking aan de belastingvrije reserves
B. Overboeking naar de belastingvrije reserves
X. Te bestemmen winst (verlies) van het boekjaar
Resultaatverwerking
A. Te bestemmen winst (verlies)
1. Te bestemmen winst (verlies) van het boekjaar
2. Overgedragen winst (verlies) van het vorige boekjaar
B. Onttrekking aan het eigen vermogen
C. Toevoeging aan het eigen vermogen
1. Aan het kapitaal en aan de uitgiftepremies
2. Aan de wettelijke reserve
3. Aan de overige reserves
D. Over te dragen resultaat
1. Over te dragen winst
2. Over te dragen verlies
E. Tussenkost van de vennoten in het verlies
F. Uit te keren winst
1. Vergoeding van het kapitaal (a)
2. Beheerders of zaakvoerders (a)
3. Werknemers
4. Andere rechthebbenden (a)
(a) Alleen voor de vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid naar Belgisch recht.

Onderafdeling III. – Inhoud van de toelichting

Art. 94/3. De toelichting bij de jaarrekening van de microvennootschappen bedoeld in artikel 15/1 van het Wetboek van vennootschappen bevat de hierna vermelde aanvullende gegevens.

I. De samenvatting van de waarderingsregels die gelden voor het aanleggen en aanpassen van afschrijvingen, waardeverminderingen en voorzieningen voor risico's en kosten en herwaarderingen; artikel 28, en in het bijzonder paragraaf 1, tweede, derde en vierde lid is van toepassing. De overige bepalingen van het onderhavig koninklijk besluit waarin bijkomende gegevens worden opgelegd in de samenvatting van de waarderingsregels gelden niet tenzij deze gegevens noodzakelijk zijn voor het begrip van de financiële toestand en de resultaten van de microvennootschap.

II. Un tableau des immobilisations (rubriques II, III et IV des immobilisations) comportant respectivement en ce qui concerne les immobilisations incorporelles, corporelles et financières, les données suivantes :

a) le montant de la valeur d'acquisition en fin de l'exercice précédent, leurs mouvements au cours de l'exercice (acquisitions, y compris les immobilisations produites, transferts et mises hors service, transferts d'une rubrique à une autre, ainsi que les autres mouvements pour les immobilisations financières) et le montant de ces mouvements en fin de l'exercice ;

b) les immobilisations incorporelles exceptées, le montant des plus-values en fin de l'exercice précédent, leurs mouvements au cours de l'exercice (plus-values actées, plus-values acquises de tiers, plus-values annulées, transferts d'une rubrique à une autre) et le montant de ces mouvements en fin de l'exercice ;

c) le montant des amortissements et les réductions de valeur en fin de l'exercice précédent, leurs mouvements au cours de l'exercice (actés ou repris via le compte de résultats, acquis de tiers, annulés, transférés d'une rubrique à une autre) et le montant de ces mouvements en fin de l'exercice ;

d) en ce qui concerne les immobilisations financières, les montants non appelés en fin de l'exercice précédent, leurs mouvements au cours de l'exercice ainsi que leurs montants en fin de l'exercice ;

e) le montant de la valeur comptable nette en fin de l'exercice.

III. A. Les indications suivantes relatives aux droits et engagements hors bilan :

1° le montant des garanties personnelles constituées ou irrévocablement promises par la société pour sûreté de dettes ou d'engagements de tiers, avec mention séparée des effets de commerce en circulation endossés par la société ;

2° le montant des garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par la société sur ses actifs propres, pour sûreté respectivement de ses dettes et engagements propres et des dettes et engagements de tiers, en mentionnant :

- quant aux hypothèques, la valeur comptable des immeubles grevés et le montant de l'inscription ;

- quant au gage sur fonds de commerce, le montant de l'inscription ;

- quant aux gages (y compris la réserve de propriété) constitués sur d'autres actifs, la valeur comptable des actifs gagés ;

- quant aux sûretés constituées sur actifs futurs, le montant des actifs en cause ;

B. Le montant, la nature et la forme des litiges importants et des autres engagements importants non visés ci-dessus. Le montant et la nature d'engagements envers d'entreprises liées ou associées sont mentionnés de façon distincte.

C. Si les membres du personnel ou les dirigeants de la société bénéficient d'un régime complémentaire de pension de retraite ou de survie, une description succincte de ce régime et des mesures prises par la société pour couvrir la charge qui en résultera. En ce qui concerne les pensions, dont le service incombe à la société elle-même, le montant des engagements qui résultent pour elle de prestations déjà effectuées fait l'objet d'une estimation dont les bases et méthodes sont énoncées de manière succincte.

IV. Le montant des rémunérations allouées au titre de l'exercice aux membres des organes d'administration, de gestion ou de surveillance à raison de leurs fonctions, avec indication du taux d'intérêt, des conditions essentielles et des montants éventuellement remboursés, annulés ou auxquels il a été renoncé, ainsi que tout engagement né ou contracté en matière de pensions de retraite à l'égard des anciens membres des organes précités, avec indication du total pour chaque catégorie d'organes.

V. Le nombre d'actions propres détenues respectivement par la société elle-même et par ses entreprises filiales ainsi que le montant du capital que ces actions représentent. ».

Art. 29. A l'article 95 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1^{er}, dans la rubrique II., alinéa 1^{er}, les mots « de recherche et » sont abrogés ;

2° dans la même rubrique, dans l'alinéa 2, les mots « de recherche et » et les mots « de recherche, » sont abrogés ;

II. Een staat van de vaste activa (rubrieken II, III en IV van de activa) die respectievelijk inzake de immateriële, de materiële en de financiële vaste activa de volgende gegevens bevat:

a) het bedrag van de aanschaffingswaarde per einde van het vorige boekjaar, de mutaties ervan tijdens het boekjaar (aanschaffingen, met inbegrip van de geproduceerde vaste activa, overdrachten en buitengebruikstellingen, overboekingen van een post naar een andere, evenals voor de financiële vaste activa de andere mutaties), en van het bedrag ervan per einde van het boekjaar;

b) uitgezonderd voor de immateriële vaste activa, het bedrag van de meerwaarden per einde van het vorige boekjaar, de mutaties ervan tijdens het boekjaar (geboekte meerwaarden, meerwaarden verworven van derden, afgeboekte meerwaarden, overboekingen van een post naar een andere) en het bedrag ervan per einde van het boekjaar;

c) het bedrag van de afschrijvingen en de waardeverminderingen per einde van het vorige boekjaar, de mutaties ervan tijdens het boekjaar (geboekt of teruggenomen via de resultatenrekening, verworven van derden, afgeboekt, overgeboekt van een post naar een andere) en het bedrag ervan per einde van het boekjaar;

d) wat de financiële vaste activa betreft, de niet opgevraagde bedragen per einde van het vorige boekjaar, de mutaties ervan tijdens het boekjaar, evenals het bedrag ervan per einde van het boekjaar;

e) het bedrag van de nettoboekwaarde per einde van het boekjaar.

III. A. De volgende gegevens met betrekking tot niet in de balans opgenomen rechten en verplichtingen:

1° het bedrag van de persoonlijke zekerheden die door de vennootschap werden gesteld of onherroepelijk beloofd als waarborg voor schulden en verplichtingen van derden, met afzonderlijke vermelding van de door de vennootschap overgedragen en door haar geëndosseerde wissels;

2° het bedrag van de zakelijke zekerheden die door de vennootschap werden gesteld of onherroepelijk beloofd op haar eigen activa als waarborg voor eigen schulden en verplichtingen eensdeels, en voor schulden en verplichtingen van derden anderdeels, met volgende vermeldingen:

- wat de hypotheek betreft, de boekwaarde van de bezwaarde activa en het bedrag van de hypothecaire inschrijving;

- wat het pand op het handelsfonds betreft, het bedrag van de inschrijving;

- wat het pand (met inbegrip van het eigendomsvoorbehoud) betreft op andere activa, de boekwaarde van de in pand gegeven activa;

- wat de zekerheden betreft op nog door de onderneming te verwerven activa, het bedrag van de betrokken activa.

B. Het bedrag, de aard en de vorm van belangrijke hangende geschillen en andere belangrijke verplichtingen die hierboven niet zijn bedoeld. Het bedrag en de aard van verplichtingen jegens verbonden of geassocieerde ondernemingen worden afzonderlijk vermeld.

C. Indien ten behoeve van de personeels- of directieleden van de vennootschap is voorzien in een aanvullend rust- of overlevingspensioen, een beknopte beschrijving van de desbetreffende regeling met opgave van de maatregelen die de vennootschap heeft genomen om de daaruit voortvloeiende kosten te dekken. Wat de pensioenen betreft die door de vennootschap zelf worden gedragen wordt het bedrag geschat van de verplichtingen die voortvloeien uit reeds gepresteerd werk met een korte beschrijving van de wijze waarop dit bedrag wordt berekend.

IV. Het bedrag van de aan de leden van de leidinggevende, de toezichthoudende of de bestuursorganen verleende voorschotten en kredieten, met vermelding van de interestvoet, de belangrijkste voorwaarden en de eventueel afgeloste of afgeschreven bedragen of bedragen waarvan werd afgezien, alsmede ten behoeve van de betrokken personen aangegane garantieverplichtingen van welke aard ook, met opgave van een totaalbedrag voor elke genoemde groep.

V. Het aantal eigen aandelen dat respectievelijk door de vennootschap zelf en door haar dochterondernemingen wordt aangehouden, evenals het kapitaalbedrag vertegenwoordigd door deze aandelen.".

Art. 29. In artikel 95 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, post II., worden in het eerste lid de woorden "onderzoek en" opgeheven;

2° in dezelfde post worden in het tweede lid de woorden "onderzoek en" en het woord "onderzoek," opgeheven;

3° au paragraphe 1^{er}, l'intitulé de la rubrique IV.B. est remplacé par l'intitulé « Les entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation »;

4° au paragraphe 1^{er}, rubrique VIII.B., la première phrase est complétée par ce qui suit : « , l'acquisition de métaux précieux, en vue de les vendre à court ou à moyen terme » ;

5° au paragraphe 2, rubrique I.A., le e) est remplacé par ce qui suit :

« e) en ce qui concerne les personnes physiques et les succursales en Belgique d'entreprises de droit étranger, le compte de liaison avec le patrimoine de l'exploitant ou du siège respectif, comportant les moyens propres affectés durablement par l'entreprise étrangère à l'activité de ses succursales ou ses sièges d'opération en Belgique.

Dans les cas visés sous c) et d), l'intitulé "Capital souscrit" est remplacé par "Avoir social" et dans le cas visé sous e) par « Compte de liaison » ;

6° au paragraphe 2, rubrique VII.A., 1°, le mot « prépensions » est remplacé par les mots « chômage avec complément d'entreprise » ;

7° au paragraphe 2, rubrique IX. les mots « alinéas 2 à 4 » sont remplacés par les mots « alinéas 2 à 5 ».

Art. 30. A l'article 96 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes:

1° dans la rubrique I.D. sont abrogés sous le b) les mots « ou des produits exceptionnels » ;

2° une rubrique I.E. est insérée entre les rubriques I.D. et II.A., rédigée comme suit :

« I.E. Produits d'exploitation non récurrents.

Sont classés sous cette rubrique, les produits ayant un caractère d'exploitation mais qui ne s'inscrivent pas dans le cadre de l'exploitation normale de la société :

1° la reprise d'amortissements et déréductions de valeur actées sur immobilisations corporelles et incorporelles. Sont classés sous cette rubrique :

a) les reprises d'amortissements actés à charge d'exercices antérieurs, opérés dans les conditions visées à l'article 64, § 1^{er}, alinéa 3;

b) les reprises de réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles actées à charge d'exercices antérieurs, devenues excédentaires ;

2° les reprises de provisions pour risques et charges constituées au cours d'exercices antérieurs, devenues excédentaires, sauf s'il s'agit de provisions pour rencontrer des risques et charges inhérentes à l'activité habituelle de la société ;

3° les plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés. Peuvent toutefois être portées sous la rubrique "I.D. Autres produits d'exploitation" les plus-values sur réalisation d'immobilisations corporelles si, eu égard à leur fréquence et à leur caractère habituel, ces réalisations s'inscrivent dans le cadre de l'exploitation normale de la société;

4° les autres produits d'exploitation non récurrents. » ;

3° dans la rubrique II.D., sont apportées les modifications suivantes:

a) les mots « charges exceptionnelles » sont remplacés par les mots « charges d'exploitation non récurrentes » ;

b) les mots « rubrique VIII.A. » sont remplacés par les mots « rubrique II.I. » ;

c) les mots « produits exceptionnels » sont remplacés par les mots « produits d'exploitation non récurrents » ;

d) les mots « rubrique VII.A. » sont remplacés par les mots « rubrique I.E. » ;

4° dans la rubrique II.E., l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « du bilan » ;

5° dans la rubrique II.G., sous b), les mots « charges exceptionnelles » sont remplacés par les mots « charges d'exploitation non récurrentes » ;

6° une rubrique II.I. est insérée entre les rubriques II.G. et I.A.B. rédigée comme suit:

« II.I. Charges d'exploitation non récurrentes.

Sont classées sous cette rubrique, les charges ayant un caractère d'exploitation mais qui ne s'inscrivent pas dans le cadre de l'exploitation normale de la société :

3° in paragraaf 1 wordt het opschrift van de post IV. B. vervangen door het opschrift "Ondernemingen waarmee een deelnemingsverhouding bestaat";

4° in paragraaf 1, post VIII. B. wordt de eerste zin aangevuld als volgt: ", de verworven edele metalen, met de bedoeling deze op korte of middellange termijn opnieuw te verkopen.";

5° in paragraaf 2, post I. A., wordt de bepaling onder e) vervangen als volgt:

"e) wat de natuurlijke personen betreft en de bijkantoren in België van ondernemingen naar buitenlands recht, de verbindingsrekening met het vermogen van respectievelijk de exploitant en de zetel bevattende de eigen middelen die door de buitenlandse onderneming aan de bedrijfsuitoefening van haar bijkantoren of centra van werkzaamheden in België[00cc][0088], duurzaam worden besteed.

In de onder c) en d) bedoelde gevallen wordt de benaming "Geplaatst kapitaal" aangepast naar "Vennootschapsvermogen" en in het geval e) naar "Verbindingsrekening.";

6° in paragraaf 2, post VII. A., 1° wordt het woord "brugpensioenen" vervangen door de woorden "werkloosheid met bedrijfstoelage";

7° in paragraaf 2, post IX. worden de woorden "leden 2 tot 4" vervangen door de woorden "leden 2 tot 5".

Art. 30. In artikel 96 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in post I. D. worden onder b) de woorden "of uitzonderlijke opbrengst" opgeheven;

2° een post I. E. wordt ingevoegd tussen de posten I. D. en II. A., luidende:

"I. E. Niet-recurrente bedrijfsopbrengsten.

Onder die post worden de opbrengsten opgenomen die een bedrijfskarakter hebben maar geen verband houden met de gewone bedrijfsuitoefening van de vennootschap:

1° de terugnemingen van afschrijvingen en van waardeverminderingen op immateriële en materiële vaste activa. Onder die post worden opgenomen:

a) de met toepassing van artikel 64, § 1, derde lid, verrichte terugnemingen van afschrijvingen die tijdens een vorig boekjaar werden geboekt;

b) de terugnemingen van waarde-verminderingen die tijdens een vorig boekjaar werden geboekt op immateriële en materiële vaste activa en die te hoog zijn gebleken;

2° de terugnemingen van voorzieningen voor uitzonderlijke risico's en kosten die tijdens een vorig boekjaar werden gevormd en die te hoog zijn gebleken, tenzij het gaat om voorzieningen die werden gevormd voor risico's en kosten die verband houden met het gewone bedrijf van de vennootschap;

3° de meerwaarden die worden verwezenlijkt bij de realisering van vaste activa. Gaat het om materiële vaste activa, dan mogen deze meerwaarden onder de post "I. D. Andere bedrijfsopbrengsten" worden opgenomen wanneer de realisatie kadert in de gewone bedrijfsuitoefening van de vennootschap; dit laatste zal blijken uit de regelmaat waarmee dergelijke activa worden gerealiseerd en het normale karakter ervan;

4° de andere niet-recurrente bedrijfs-opbrengsten.";

3° in post II. D. worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden "uitzonderlijke kost" worden vervangen door de woorden "niet-recurrente bedrijfskost";

b) de woorden "post VIII. A." worden vervangen door de woorden "post II. I.";

c) de woorden "uitzonderlijke opbrengsten" worden vervangen door de woorden "niet-recurrente bedrijfsopbrengsten";

d) de woorden "post VII. A." worden vervangen door de woorden "post I. E.";

4° in post II. E. wordt het eerste lid aangevuld met de woorden "van de balans";

5° in post II. G. worden onder b) de woorden "uitzonderlijke kost" vervangen door de woorden "niet-recurrente bedrijfskost";

6° een post II. I. wordt tussen de posten II. G. en I. A. B. ingevoegd, luidende:

"II. I. Niet-recurrente bedrijfskosten.

Onder die post worden de kosten opgenomen die een bedrijfskarakter hebben maar geen verband houden met de gewone bedrijfsuitoefening van de vennootschap:

1° les amortissements et réductions de valeur exceptionnels sur frais d'établissement et sur immobilisations incorporelles et corporelles : les amortissements et réductions de valeur visées à l'article 28, § 2, à l'article 61, § 1^{er}, alinéa 2, et § 2 et à l'article 64, § 1^{er}, alinéa 2 et § 2.

2° les provisions pour risques et charges exceptionnels : dotations (utilisations et reprises). Sont portées sous cette rubrique, les provisions constituées pour rencontrer des risques et charges qui ne relèvent pas de l'activité habituelle de la société ;

3° les moins-values sur réalisation d'actifs immobilisés. Sont classées sous cette rubrique, les moins-values sur réalisation d'actifs immobilisés. Peuvent toutefois être portées sous la rubrique « II. G. Autres charges d'exploitation », les moins-values sur réalisation d'immobilisations incorporelles et corporelles si, eu égard à leur fréquence et à leur caractère habituel, ces réalisations s'inscrivent dans le cadre de l'exploitation normale de la société.

4° les charges non récurrentes portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-) ;

7° dans la rubrique I.A.B., les mots « Cette rubrique du compte de résultat abrégé visé à l'article 82, § 2, correspond à la somme algébrique des rubriques suivantes du compte de résultats non abrégé : » sont remplacés par les mots « Cette rubrique du compte de résultat selon le schéma abrégé visé à l'article 82, § 2 et du compte de résultat en microschéma visé à l'article 82, § 2/1, correspond à la somme algébrique des rubriques suivantes du compte de résultats non abrégé : » et un point I.E. est inséré entre les points I.D. et II.A., rédigé comme suit : « I.E. Produits d'exploitation non récurrents . » ;

8° une rubrique III.A. est insérée entre les rubriques I.A.B. et IV. B., rédigée comme suit :

« III.A. Subsidies en capital et intérêts.

Est classé sous cette rubrique du compte de résultats selon le schéma abrégé ou selon le microschéma, le montant des subsides en capital et intérêts octroyés par le gouvernement et portés au résultat de l'exercice. » ;

9° une rubrique IV.D. rédigée comme suit est insérées entre les rubriques IV.B. et V.A. :

« IV.D. Produits financiers non récurrents.

Sont portés sous cette rubrique, la reprise des réductions de valeur sur immobilisations financières, les plus-values lors de réalisation d'immobilisations financières et les autres produits financiers non récurrents. » ;

10° les rubriques VII., VIII., VII.A., VII.C., VII.D., VIII.A., VIII.C. et VIII.D. sont remplacées par une rubrique V.D. rédigée comme suit :

« V.D. Charges financières non récurrentes

Sont portées sous cette rubrique, les réductions de valeur sur immobilisations financières, les moins-values lors de réalisation d'immobilisations financières et les autres charges financières non récurrentes. » ;

11° l'intitulé de la rubrique « X. Impôts sur le résultat » est remplacé par ce qui suit « VIII. Impôts sur le résultat » ;

12° l'intitulé de la rubrique « XII. Transfert aux réserves immunisées » est remplacé par ce qui suit : « X.B. Transfert aux réserves immunisées ».

Art. 31. Dans l'article 97 du même arrêté, modifié par l'article 9 de l'arrêté royal du 7 novembre 2011, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'intitulé du et le texte sous « B. Bilan social » sont abrogés ;

2° l'intitulé "C. Juste valeur" est remplacé par l'intitulé "B. Juste valeur" ;

3° dans la version néerlandaise, sous B. les mots « waarde in het economische verkeer » sont remplacés à chaque fois par les mots « reële waarde » ;

4° dans la version néerlandaise, sous B. sous le premier tiret, le mot « juiste » est abrogé.

Art. 32. Dans l'article 98, § 1^{er}, du même arrêté, les mots « article 15, § 2, alinéa 2 de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises » sont remplacés par les mots « article III.95, § 2, alinéa 2, du Code de droit économique ».

Art. 33. Dans l'article 128 du même arrêté, l'alinéa 2 est abrogé.

1° de uitzonderlijke afschrijvingen en waardeverminderingen op oprichtingskosten, op immateriële en materiële vaste activa: de afschrijvingen en waardeverminderingen bedoeld in artikel 28, § 2, artikel 61, § 1, tweede lid, en § 2, en artikel 64, § 1, tweede lid en § 2;

2° de voorzieningen voor uitzonderlijke risico's en kosten: toevoegingen (bestedingen en terugnemingen). Onder deze post worden de voorzieningen opgenomen die werden gevormd voor risico's en kosten die geen verband houden met het gewone bedrijf van de vennootschap;

3° de minderwaarden bij de realisatie van vaste activa. Onder die post worden de minderwaarden opgenomen die worden geboekt bij de realisering van vaste activa. Gaat het om immateriële of materiële vaste activa dan mogen deze minderwaarden onder de post "II. G. Andere bedrijfskosten" worden opgenomen wanneer de realisatie kadert in de gewone bedrijfsuitoefening van de vennootschap; dit laatste zal blijken uit de regelmaat waarmee dergelijke activa worden gerealiseerd en het normale karakter daarvan;

4° de als herstructureringskosten geactiveerde niet-recurrente kosten (-).";

7° in post I. A. B. worden de woorden "Deze post uit het verkort schema van de resultatenrekening bedoeld in artikel 82, § 2, beantwoordt aan de algebraïsche som van de volgende posten uit het volledig schema van de resultatenrekening;" vervangen door de woorden "Deze post uit de resultatenrekening van het verkort schema bedoeld in artikel 82, § 2 en uit de resultatenrekening van het microschema bedoeld in artikel 82, § 2/1, beantwoordt aan de algebraïsche som van de volgende posten uit het volledig schema van de resultatenrekening;" en wordt een post I. E. ingevoegd tussen de posten I. D. en II. A., luidende: "I. E. Niet-recurrente bedrijfsopbrengsten.";

8° een post III. A. wordt ingevoegd tussen de posten I. A. B. en IV. B., luidende:

"III. A Kapitaal- en interestsubsidies.

Onder deze post uit de resultatenrekening uit het verkort schema of het microschema wordt het bedrag opgenomen van de kapitaal- en de interestsubsidies door de overheid toegekend en aangerekend op het resultaat van het boekjaar.";

9° een post IV. D. wordt ingevoegd tussen de posten IV. C. en V. A., luidende:

"IV. D. Niet-recurrente financiële opbrengsten.

Onder die post worden opgenomen de terugnemingen van waardeverminderingen op financiële vaste activa, de meerwaarden bij realisatie van financiële vaste activa en de andere niet-recurrente financiële opbrengsten.";

10° de posten VII., VIII., VII. A., VII. C., VII. D., VIII. A., VIII. C. en VIII. D. worden vervangen door een post V. D., luidende:

"V. D. Niet-recurrente financiële kosten.

Onder die post worden opgenomen: de waardeverminderingen op financiële vaste activa, de minderwaarden bij realisatie van financiële vaste activa en de andere niet-recurrente financiële kosten.";

11° het opschrift van de post "X. Belastingen op het resultaat" wordt vervangen door het opschrift "VIII. Belastingen op het resultaat";

12° het opschrift van de post "XII. Overboeking naar de belastingvrije reserves" wordt vervangen door het opschrift "X. B. Overboeking naar de belastingvrije reserves".

Art. 31. In artikel 97 van hetzelfde besluit, gewijzigd door artikel 9 van het koninklijk besluit van 7 november 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het opschrift en de tekst van "B. De sociale balans" worden opgeheven;

2° het opschrift "C. Waarde in het economisch verkeer" wordt vervangen door het opschrift "B. Reële waarde";

3° in de Nederlandse versie worden onder punt B. de woorden "waarde in het economisch verkeer" telkens vervangen door de woorden "reële waarde";

4° in de Nederlandse versie wordt onder punt B. onder het eerste streepje het woord "juiste" opgeheven.

Art. 32. In artikel 98, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden "artikel 15, § 2, tweede lid, van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding van de ondernemingen" vervangen door de woorden "artikel III.95, § 2, tweede lid, van het Wetboek van economisch recht".

Art. 33. In artikel 128 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 34. A l'article 141, § 1^{er}, alinéa 3, du même arrêté, les mots « dans les cas visés au 1^{er} alinéa ; aux résultats exceptionnels dans les cas visés à l'alinéa 2 » sont abrogés.

Art. 35. Dans l'article 144 du même arrêté, les mots « , sauf dans la mesure où il est fait application de l'article 146, alinéas 2 et 3 » sont abrogés.

Art. 36. Dans l'article 146 du même arrêté, les alinéas 2 et 3 sont abrogés.

Art. 37. Dans l'article 153, alinéa 1^{er}, du même arrêté, la phrase commençant par les mots « Ces capitaux propres » et finissant par les mots « au titre de dividendes. » est remplacée par la phrase suivantes : « Ces capitaux propres comprennent outre le résultat de l'exercice, à l'exclusion toutefois de la partie de celui-ci qui, dans la répartition, est attribuée à un autre titre qu'au titre de dividende, également l'expression d'une plus-value de réévaluation, l'obtention d'un subside en capital, le transfert aux réserves immunisées d'une plus-value réalisée et la comptabilisation d'une prime d'émission à l'occasion de l'émission d'un emprunt obligataire convertible. ».

Art. 38. Dans l'article 155, § 1^{er}, du même arrêté, les mots « du résultat » sont remplacés par les mots « dans le résultat ».

Art. 39. Dans le même arrêté, il est inséré un article 155/1 rédigé comme suit :

« Art. 155/1. La quote-part dans la plus-value de réévaluation, l'octroi d'un subside en capital, le transfert aux réserves immunisées d'une plus-value réalisée et la comptabilisation d'une prime d'émission à l'occasion de l'émission d'un emprunt obligataire convertible de la société concernée qui peut être imputée à cette participation, est mentionnée au bilan consolidé sous la rubrique « Réserves ». ».

Art. 40. A l'article 158 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le paragraphe 1, l'alinéa 2 est abrogé ;

2° dans le paragraphe 3, les mots « article 163 » sont remplacés par les mots « article 165 ».

Art. 41. L'article 160, alinéa 1^{er} du même arrêté est complété par la phrase suivante :

« Dans ce cas, l'annexe mentionne son rapport avec les autres rubriques. ».

Art. 42. A l'article 163 du même arrêté, dans le schéma du bilan, la rubrique « I. Frais d'établissement » sous les « Actifs immobilisés » est déplacée au-dessus de la rubrique « Actifs immobilisés ».

Art. 43. L'article 164 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 164. Le compte de résultats doit, en fonction de la ventilation des résultats d'exploitation choisie, être établi selon l'un des schémas suivants :

1. Ventilation dans le compte de résultats consolidé des résultats d'exploitation en fonction de leur nature (article 158, § 1).

I. Ventes et prestations (6)

II. Coût des ventes et des prestations (6)

III. Bénéfice (perte) d'exploitation

IV. Produits financiers (6)

V. Charges financières (6)

VI. Bénéfice (perte) de l'exercice, avant impôts, de la société consolidante et des filiales comprises dans la consolidation

VII. A. Transfert aux impôts différés et latences fiscales

B. Prélèvements sur les impôts et latences fiscales

VIII. Impôts sur le résultat (6)

IX. Bénéfice (perte) de la société consolidante et des filiales comprises dans la consolidation

X. Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence

A. Résultats en bénéfice

B. Résultats en perte

XI. Bénéfice consolidé (perte consolidée)

Art. 34. In artikel 141, § 1, derde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "in de in het eerste lid bedoelde gevallen; bij de uitzonderlijke resultaten in de in het tweede lid bedoelde gevallen" opgeheven.

Art. 35. In artikel 144 van hetzelfde besluit worden de woorden " , zolang ingeval artikel 146, tweede en derde lid, wordt toegepast" opgeheven.

Art. 36. In artikel 146 van hetzelfde besluit worden het tweede en derde lid opgeheven.

Art. 37. In artikel 153, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt de zin die begint met de woorden "Dit eigen vermogen" en eindigt met de woorden "als dividend wordt toegekend." vervangen door de volgende zin : "Dit eigen vermogen omvat, naast het resultaat van het boekjaar, met uitsluiting evenwel van het gedeelte hiervan dat bij bestemming anderszins dan als dividend wordt toegekend, tevens de uitdrukking van een herwaarderingsmeerwaarde, de verkrijging van een kapitaalsubsidie, de overboeking van een gerealiseerde meerwaarde naar de belastingvrije reserves en de boeking van een uitgiftepremie naar aanleiding van de uitgifte van een converteerbare obligatielening .".

Art. 38. In artikel 155, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden "van het resultaat" vervangen door de woorden "in het resultaat".

Art. 39. In hetzelfde besluit wordt een artikel 155/1 toegevoegd, luidende:

"Art. 155/1. Het aandeel in de herwaarderingsmeerwaarde, de verkrijging van een kapitaalsubsidie, de overboeking van een gerealiseerde meerwaarde naar de belastingvrije reserves en de boeking van een uitgiftepremie naar aanleiding van de uitgifte van een converteerbare obligatielening van de betrokken vennootschap dat aan deze deelneming kan worden toegerekend, wordt vermeld in de geconsolideerde balans onder de rubriek "Reserves".".

Art. 40. In artikel 158 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden het tweede lid opgeheven;

2° in paragraaf 3 worden de woorden "artikel 163" vervangen door de woorden "artikel 165".

Art. 41. Artikel 160, eerste lid van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende zin:

"In dergelijk geval wordt in de toelichting het verband met de andere posten vermeld.".

Art. 42. In artikel 163 van hetzelfde besluit wordt in het schema van de balans post "I. Oprichtingskosten" onder de rubriek "Vaste activa" geplaatst boven de rubriek "Vaste activa".

Art. 43. Artikel 164 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 164. Naar gelang van de gekozen opsplitsing van de bedrijfsresultaten moet de resultatenrekening worden opgesteld volgens een van de volgende schema's.

1. Uitsplitsing in de geconsolideerde resultatenrekening van de bedrijfsresultaten naar hun aard (artikel 158, § 1):

I. Bedrijfsopbrengsten (6)

II. Bedrijfskosten (6)

III. Bedrijfswinst (bedrijfsverlies)

IV. Financiële opbrengsten (6)

V. Financiële kosten (6)

VI. Winst (verlies) van het boekjaar voor belasting van de consoliderende vennootschap en van de in de consolidatie opgenomen dochterondernemingen

VII. A. Overboeking naar de uitgestelde belastingen en de belastinglatenties

B. Onttrekkingen aan de uitgestelde belastingen en de belastinglatenties

VIII. Belastingen op het resultaat (6)

IX. Winst (verlies) van de consoliderende vennootschap en van de in de consolidatie opgenomen dochterondernemingen

X. Aandeel in het resultaat van de vennootschappen waarop vermogensmutatie is toegepast

A. Winstresultaten

B. Verliesresultaten

XI. Geconsolideerde winst (geconsolideerd verlies)

XII. Part des tiers dans le résultat
 XIII. Part du groupe dans le résultat
 2. Ventilation dans le compte de résultats consolidé des résultats d'exploitation en fonction de leur destination (article 158, § 2).
 I. Chiffre d'affaires
 II. Coût des ventes
 III. Marge provenant du chiffre d'affaires
 IV. Charges commerciales
 V. Charges administratives
 VI. Frais de développement
 VII. Autres produits d'exploitation
 VIII. Autres charges d'exploitation (7)
 IX. Bénéfice (perte) d'exploitation
 X. Produits financiers (8)
 XI. Charges financières (8)
 XII. Bénéfice (perte) de l'exercice, avant impôts, de la société consolidante et des filiales comprises dans la consolidation
 XIII. A. Transfert aux impôts différés et latences fiscales
 B. Prélèvements sur les impôts différés et les latences fiscales
 XIV. Impôts sur le résultat (8)
 XV. Bénéfice (perte) de la société consolidante et des filiales comprises dans la consolidation
 XVI. Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence
 A. Résultats en bénéfice
 B. Résultats en perte
 XVII. Bénéfice consolide (perte consolidée)
 XVIII. Part des tiers dans le résultat
 XIX. Part du groupe dans le résultat
 (6) Subdivisé de la manière prévue au titre I^{er}, chapitre III., section II., sous-section II. du présent livre, sans préjudice des articles 141, § 1^{er}, alinéa 3 et 152, § 5.
 (7) Charges non comprises sous II., IV., V. et VI.
 (8) Subdivisé de la manière prévue au titre premier, chapitre III, section II, sous-section II du présent livre, sans préjudice des articles 141, § 1, alinéa 3 et 152, § 5. ».

Art. 44. A l'article 165 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'article 10 de l'arrêté royal du 7 novembre 2011, sont apportées les modifications suivantes:

1° dans la première phrase, les mots « , si elles sont d'importance significative telle que définie à l'article 82, § 3/1, alinéa 2, » sont insérés entre les mots « doit comporter » et « les indications suivantes : » ;

2° dans la rubrique VIII., les mots « de recherche et » sont abrogés ;

3° dans la rubrique XIV., sont apportées les modifications suivantes:

a) le point C. est remplacé par ce qui suit : « C. Quant aux résultats non récurrents, une ventilation des postes « Autres produits d'exploitation non récurrents », « Autres charges d'exploitation non récurrentes », « Autres produits financiers non récurrents » et « Autres charges financières non récurrentes », si ces postes représentent des montants importants. » ;

b) au point D., les mots « rubrique X. » sont remplacés par les mots : « rubrique VIII. » ;

c) au point D., 2°, le mot « exceptionnels » est remplacé par les mots « non récurrents » ;

4° dans la rubrique XV., sont apportées les modifications suivantes :

a) dans le point C., les mots « Une information au sujet » sont remplacés par les mots « Le montant, la nature et la forme » ;

b) il est inséré un point E. rédigé comme suit :

« E. La nature et l'impact financier des événements significatifs postérieurs à la date de clôture du bilan qui se sont produits au sein de la société consolidante ou au sein des filiales qui font partie de la consolidation et qui ne sont pas pris en compte dans le compte de résultat ou dans le bilan. » ;

XII. Aandeel van derden in het resultaat
 XIII. Aandeel van de groep in het resultaat
 2. Uitsplitsing in de geconsolideerde resultatenrekening van de bedrijfsresultaten naar hun bestemming (artikel 158, § 2):
 I. Omzet
 II. Kosten van verkopen
 III. Marge van de omzet
 IV. Commerciële kosten
 V. Administratieve kosten
 VI. Kosten van ontwikkeling
 VII. Andere bedrijfsopbrengsten
 VIII. Andere bedrijfskosten (7)
 IX. Bedrijfswinst (verlies)
 X. Financiële opbrengsten (8)
 XI. Financiële kosten (8)
 XII. Winst (verlies) van het boekjaar voor belasting van de consoliderende vennootschap en van de in de consolidatie opgenomen dochterondernemingen
 XIII. A. Overboeking naar de uitgestelde belastingen en de belasting-latenties
 B. Onttrekkingen aan de uitgestelde belastingen en de belasting-latenties
 XIV. Belastingen op het resultaat (8)
 XV. Winst (verlies) van de consoliderende vennootschap en van de in de consolidatie opgenomen dochterondernemingen
 XVI. Aandeel in het resultaat van de vennootschappen waarop vermogensmutatie is toegepast
 A. Winstresultaten
 B. Verliesresultaten
 XVII. Geconsolideerde winst (geconsolideerd verlies)
 XVIII. Aandeel van derden in het resultaat
 XIX. Aandeel van de groep in het resultaat
 (6) Uitgesplitst zoals bedoeld in titel I., hoofdstuk III., afdeling II., onderafdeling II. van dit boek, onverminderd de artikelen 141, § 1, derde lid, en 152, § 5.
 (7) Kosten die niet zijn opgenomen onder II., IV., V. en VI.
 (8) Uitgesplitst zoals bedoeld in titel I., hoofdstuk III., afdeling II., onderafdeling II. van dit boek, onverminderd de artikelen 141, § 1, derde lid, en 152, § 5."

Art. 44. In artikel 165 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd door artikel 10 van het koninklijk besluit van 7 november 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de eerste zin worden de woorden "indien van materieel belang zoals gedefinieerd in artikel 82, § 3/1, tweede lid" ingevoegd tussen de woorden "worden opgenomen" en het leesteken ":";

2° in staat VIII. worden de woorden "onderzoek en" opgeheven;

3° in staat XIV. worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt C. wordt vervangen door het volgende: "C. Wat de niet-recurrente resultaten betreft, een uitsplitsing van de posten "Andere niet-recurrente bedrijfsopbrengsten", "Andere niet-recurrente bedrijfskosten", "Andere niet-recurrente financiële opbrengsten" en "Andere niet-recurrente financiële kosten", wanneer in deze posten belangrijke bedragen voorkomen.;"

b) in punt D. worden de woorden "post X." vervangen door de woorden "post VIII.;"

c) in punt D., 2°, wordt het woord "uitzonderlijke" vervangen door het woord "niet-recurrente";

4° In staat XV. Worden de volgende wijzigingen aangebracht

a) in punt C. worden de woorden "inlichtingen betreffende" vervangen door de woorden "Het bedrag, de aard en de vorm van";

b) er wordt een punt E. toegevoegd, luidende:

"E. De aard en de financiële gevolgen van materiële gebeurtenissen die zich na balansdatum hebben voorgedaan bij de consoliderende vennootschap of bij de in de consolidatie opgenomen dochterondernemingen en die niet in de resultatenrekening of balans worden weergegeven.;"

5° dans la rubrique XVIII., sont apportées les modifications suivantes:

a) dans la version néerlandaise, les mots “waarde in het economische verkeer” sont à chaque fois remplacés par les mots “reële waarde” ;

b) dans l’alinéa 1^{er}, les mots « pour les instruments financiers » sont abrogés ;

c) l’alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« En cas de non-utilisation de la méthode de l’évaluation à la juste valeur pour les instruments financiers : pour chaque catégorie d’instruments financiers dérivés, en ce qui concerne l’exercice et l’exercice précédent, un aperçu du volume et de la nature des instruments, le risque couvert et une comparaison entre la valeur comptable et la juste valeur des instruments si cette valeur peut être déterminée grâce à l’une des méthodes prescrites à l’article 97. C. » ;

d) la rubrique est complétée par un nouvel alinéa 3, rédigé comme suit :

« Pour les immobilisations financières comptabilisées à un montant supérieur à leur juste valeur : la valeur comptable et la juste valeur des actifs en question, pris isolément ou regroupés de manière adéquate et les raisons pour lesquelles la valeur comptable n’a pas été réduite, et notamment les éléments qui permettent de supposer que la valeur comptable sera récupérée. ».

Art. 45. Dans l’article 174 du même arrêté, remplacé par l’article 27 de la loi du 27 avril 2007, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le paragraphe 2, dans l’alinéa 1^{er}, les mots « aux sections II et III » sont remplacés par les mots « sections II, III et III/1 » ;

2° le texte de l’alinéa 2, est remplacé comme suit :

Le « Modèle complet de comptes annuels » est suivi par les personnes morales visées au premier paragraphe, à l’exception de :

1° celles qui font usage de la faculté visée à l’article 82, § 2/1 de suivre le « Modèle abrégé de comptes annuels » ;

2° celles qui font usage de la faculté visée par l’article 82, § 2/1 de suivre le « Micromodèle de comptes annuels » ;

3° dans le paragraphe 3, le texte du premier tiret, est complété comme suit :

« La section 1.1. du « Micromodèle de comptes annuels » est utilisée par les personnes morales qui entrent en ligne de compte pour le tarif réduit des frais de publicité conformément à l’article 178, § 3, alinéa 3 ;

4° dans le même paragraphe, le mot « toutefois » est abrogé.

Art. 46. Dans l’article 175 du même arrêté, remplacé par l’article 28 de la loi du 27 avril 2007, dans l’alinéa 1^{er}, les mots « aux sections II et III » sont remplacés par les mots « sections II, III et III/1 ».

Art. 47. Dans l’article 177, alinéa 2 du même arrêté, remplacé par l’article 30 de l’arrêté royal du 27 avril 2007, sont apportées les modifications suivantes:

1° dans la première phrase les mots « au siège central de » sont insérés entre le mot « envoi » et les mots « la Banque Nationale de Belgique » ;

2° dans la même première phrase, les mots « ou par remise à ses guichets » sont abrogés.

Art. 48. A l’article 178 du même arrêté, remplacé par l’article 31 de l’arrêté royal du 27 avril 2007, sont apportées les modifications suivantes :

1° au premier paragraphe, sont supprimés les mots « les frais de publication visés au § 2, » ;

2° [le paragraphe 2 est abrogé ;

3° au paragraphe 3, alinéa 2, sont apportées les modifications suivantes:

(a) sous 1° , après les mots « article 174, § 2, alinéa 2, est inséré le suivant: « ,1° » ;

b) le texte sous le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° les comptes annuels d’organismes visés à l’article I.5., 1°, d) du Code de droit économique; » ;

c) le texte sous le 3° est remplacé par ce qui suit :

5° in staat XVIII. worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in de Nederlandse versie worden de woorden “waarde in het economisch verkeer” telkens vervangen door de woorden “reële waarde”;

b) in het eerste lid worden de woorden “voor de financiële instrumenten” opgeheven;

c) het tweede lid wordt vervangen als volgt:

“In geval van niet-gebruik van de waarderingsmethode op basis van de reële waarde voor de financiële instrumenten: voor iedere categorie afgeleide financiële instrumenten, voor het boekjaar en het vorig boekjaar, een overzicht van de omvang en de aard van de instrumenten, het ingedekte risico en een vergelijking tussen de boekwaarde en reële waarde van de instrumenten indien een dergelijke waarde kan worden bepaald middels een van de in artikel 97. C. voorgeschreven methoden.”;

d) de post wordt aangevuld met een nieuw derde lid, luidende:

“Voor financiële vaste activa die in aanmerking worden genomen tegen een hoger bedrag dan hun reële waarde: de boekwaarde en de reële waarde van de afzonderlijke activa, dan wel van de passende groepen van deze afzonderlijke activa en de redenen waarom de boekwaarde niet is verminderd, met opgave van de aard van de aanwijzingen die aan de veronderstelling ten grondslag liggen dat de boekwaarde zal kunnen worden gerealiseerd.”

Art. 45. In artikel 174 van hetzelfde besluit, vervangen bij artikel 27 van de wet van 27 april 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid van de tweede paragraaf worden de woorden “afdelingen II en III” vervangen door de woorden “afdelingen II, III en III/1”;

2° de tekst van het tweede lid van dezelfde paragraaf wordt vervangen als volgt:

“Het “Volledig model van jaarrekening” wordt gevolgd door de rechtspersonen bedoeld in het eerste lid, met uitzondering van:

1° die welke de mogelijkheid bepaald door artikel 82, § 2 benutten om het “Verkort model van jaarrekening” te volgen;

2° die welke de mogelijkheid bepaald door artikel 82, § 2/1 benutten om het “Micromodel van jaarrekening” te volgen.”;

3° in de derde paragraaf wordt de tekst van het eerste streepje aangevuld als volgt:

“De sectie 1.1 van het “Micromodel van jaarrekening” wordt gebruikt door de rechtspersonen die in aanmerking komen voor het verlaagde tarief van de openbaarmakingskosten overeenkomstig artikel 178, § 3, derde lid;

4° in dezelfde paragraaf wordt het woord “evenwel” opgeheven.

Art. 46. In artikel 175 van hetzelfde besluit, vervangen bij artikel 28 van de wet van 27 april 2007, worden in het eerste lid de woorden “afdelingen II en III” vervangen door de woorden “afdelingen II, III en III/1”.

Art. 47. In artikel 177, tweede lid van hetzelfde besluit, vervangen door artikel 30 van het koninklijk besluit van 27 april 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de eerste zin worden de woorden “de hoofdzetel van” ingevoegd tussen de woorden “verzending naar” en de woorden “de Nationale Bank van België”;

2° in dezelfde eerste zin worden de woorden “of door afgifte aan haar loketten” opgeheven.

Art. 48. In artikel 178 van hetzelfde besluit, vervangen door artikel 31 van het koninklijk besluit van 27 april 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden “de bekendmakingskosten bedoeld in § 2,” geschrapt;

2° paragraaf 2 wordt opgeheven;

3° in paragraaf 3, tweede lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) onder 1° wordt na de woorden “artikel 174, § 2, tweede lid” het volgende ingevoegd: “, 1°”;

b) de tekst onder 2° wordt vervangen als volgt:

“2° de jaarrekening van instellingen bedoeld in artikel I.5., 1°, d) van het Wetboek van economisch recht ;”;

c) de tekst onder 3° wordt vervangen als volgt:

« 3° les comptes annuels des établissements de crédit visés à l'article III.95, § 1^{er} du Code de droit économique, à condition que leur total bilantaire pour l'exercice concerné ne dépasse pas 5.000.000 euros, de même que les comptes annuels des entreprises d'assurance et de réassurance qui satisfont aux critères mentionnés à l'article 15 du Code des sociétés; » ;

d) dans le paragraphe 3, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 : « Les frais de publicité visés à l'alinéa 1^{er} sont toutefois fixés à respectivement 40,70 euros, 85,70 euros et 90,70 euros, hors taxe sur la valeur ajoutée, pour les comptes annuels établis suivant le micromodèle de comptes annuels visé à l'article 174, § 2, alinéa 2,2° » ;

e) dans le paragraphe 3, le nouveau alinéa 4 est modifié comme suit : « Les frais de publicité des comptes annuels ou des comptes consolidés dûment rectifiés visés à l'article 181 sont fixés à 55 euros, hors taxe sur la valeur ajoutée. Ces frais de publicité sont toutefois fixés à 35 euros, hors taxe sur la valeur ajoutée, pour les comptes annuels établis suivant le "Micromodèle de comptes annuels " ». » ;

4° le texte du paragraphe 4 est remplacé comme suit :

« Les frais de dépôt visés au § 1^{er} sont acquittés par un paiement scriptural effectué suivant les conditions et les modalités techniques définies par la Banque Nationale de Belgique et mises à disposition sur son site internet. »

Art. 49. Dans l'article 180 du même arrêté, remplacé par l'article 34 de la loi du 27 avril 2007, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : « Dans les onze jours ouvrables qui suivent la date de l'acceptation du dépôt, la Banque Nationale de Belgique envoie la mention de ce dépôt à la personne morale à laquelle le document se rapporte. ».

Art. 50. Dans l'article 182, § 1^{er}, remplacé par l'article 36 de la loi du 27 avril 2007, les mots « sections II et III » sont remplacés par les mots « sections II, III et III/1 ».

Art. 51. Dans le même arrêté, il est inséré un livre III/1, comportant un titre I, incluant un article 191/1; un titre II, incluant un article 191/2; un titre III, incluant un article 191/3; et un titre IV, incluant un article 191/4, rédigé comme suit :

« « LIVRE III/1. LE BILAN SOCIAL

Titre I. Principes généraux

Art. 191/1. Les commerçants-personnes physiques ne doivent pas mentionner les renseignements relatifs au bilan social.

Titre II. Contenu bilan social

Art. 191/2. Les renseignements suivants en matière d'effectifs doivent être mentionnés:

I. Un état des personnes occupées en opérant une distinction entre, d'une part, les personnes pour lesquelles la société a introduit une déclaration DIMONA auprès de l'ONSS conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi ou, si l'emploi est exclu du champ d'application de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, les travailleurs inscrits dans le registre général du personnel et, d'autre part, les intérimaires et personnes mises à la disposition de la société.

En ce qui concerne les personnes occupées pour lesquelles la société a introduit une déclaration DIMONA auprès de l'ONSS conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi ou, si l'emploi est exclu du champ d'application de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, les travailleurs inscrits dans le registre général du personnel, cet état mentionne :

1° pour la période concernée :

- le nombre moyen, pour l'exercice considéré, des travailleurs occupés à temps plein et à temps partiel, et l'effectif total, exprimé en équivalents temps plein, de l'exercice considéré et de l'exercice précédent;

- le nombre d'heures prestées au cours de l'exercice considéré par les travailleurs occupés à temps plein et à temps partiel, et le nombre total d'heures prestées de l'exercice considéré et de l'exercice précédent;

- les frais de personnel, pour l'exercice considéré, des travailleurs occupés à temps plein et à temps partiel, et les frais de personnel totaux de l'exercice considéré et de l'exercice précédent ;

"3° de jaarrekening van de kredietinstellingen bedoeld in artikel III.95, § 1 van het Wetboek van economisch recht, op voorwaarde dat hun balanstotaal voor het betrokken boekjaar 5.000.000 euro niet overschrijdt, evenals de jaarrekening van de verzekerings- en herverzekeringsondernemingen die voldoen aan de criteria vermeld in artikel 15 van het Wetboek van vennootschappen;" ;

d) in paragraaf 3, wordt tussen het tweede en het derde lid een lid ingevoegd, luidende: "De openbaaringskosten bedoeld in het eerste lid worden evenwel vastgesteld op respectievelijk 40,70 euro, 85,70 euro en 90,70 euro, exclusief de belasting over de toegevoegde waarde, voor de jaarrekening voorgesteld volgens het "Micromodel van jaarrekening bedoeld in artikel 174, § 2, tweede lid, 2°." ;

e) in paragraaf 3, wordt het nieuwe vierde lid gewijzigd als volgt: "De kosten voor de openbaarmaking van een in artikel 181 bedoelde behoorlijk verbeterde jaarrekening of geconsolideerde jaarrekening worden vastgesteld op 55 euro, exclusief de belasting over de toegevoegde waarde. Deze openbaaringskosten worden evenwel vastgesteld op 35 euro, exclusief de belasting over de toegevoegde waarde, voor de jaarrekening voorgesteld volgens het "Micromodel van jaarrekening"." ;

4° de tekst van paragraaf 4 wordt vervangen als volgt:

"De neerleggingskosten bedoeld in § 1 worden betaald door een girale overschrijving uitgevoerd volgens de voorwaarden en de technische modaliteiten die de Nationale Bank van België bepaalt en die op haar website ter beschikking worden gesteld."

Art. 49. In artikel 180 van hetzelfde besluit, vervangen bij artikel 34 van de wet van 27 april 2007, wordt het tweede lid vervangen door: "Binnen elf werkdagen die volgen op de datum van de aanvaarding van de neerlegging, stuurt de Nationale Bank van België de mededeling van deze neerlegging naar de rechtspersoon op wie het document betrekking heeft."

Art. 50. In artikel 182, § 1, vervangen bij artikel 36 van de wet van 27 april 2007, worden woorden "afdelingen II en III" vervangen door de woorden "afdelingen II, III en III/1".

Art. 51. In hetzelfde besluit wordt een boek III/1 ingevoegd, bevattende een titel I, dat een artikel 191/1 omvat; een titel II, dat een artikel 191/2 omvat; een titel III dat een artikel 191/3 omvat; en een titel IV dat een artikel 191/4 omvat, luidende:

"BOEK III/1. DE SOCIALE BALANS

Titel I. Algemene beginselen

Art. 191/1. De handelaars - natuurlijke personen moeten de gegevens betreffende de sociale balans niet meedelen.

Titel II. Inhoud sociale balans

Art. 191/2. Volgende gegevens inzake het personeelsbestand dienen te worden vermeld:

I. Een staat van de tewerkgestelde personen met uitsplitsing tussen enerzijds de personen waarvoor de vennootschap een DIMONA-verklaring heeft ingediend bij de RSZ conform de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling of, indien de tewerkstelling uitgesloten is van het toepassingsgebied van het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling, de werknemers ingeschreven in het algemeen personeelsregister en anderzijds de uitzendkrachten en de ter beschikking van de vennootschap gestelde personen.

Wat de werknemers betreft waarvoor de vennootschap een DIMONA-verklaring heeft ingediend bij de RSZ conform de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling of, indien de tewerkstelling uitgesloten is van het toepassingsgebied van het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling, de werknemers ingeschreven in het algemeen personeelsregister, vermeldt deze staat:

1° voor de betrokken periode:

- het gemiddelde aantal voltijdse en deeltijdse werknemers van het boekjaar en het totale aantal werknemers in voltijdse equivalenten van het boekjaar en van het vorige boekjaar;

- het aantal gepresteerde uren van de voltijdse en deeltijdse werknemers tijdens het boekjaar en het totale aantal gepresteerde uren van het boekjaar en van het vorige boekjaar;

- de personeelskosten van de voltijdse en deeltijdse werknemers van het boekjaar en de totale personeelskosten van het boekjaar en het vorige boekjaar;

- le total des avantages accordés en sus du salaire pour l'exercice considéré et l'exercice précédent.

Ces deux dernières rubriques ne sont pas à remplir lorsqu'une seule personne est concernée.

Les renseignements énumérés aux rubriques ci-dessus sont ventilés selon le sexe des travailleurs. Dans le cas où le nombre des travailleurs concernés est inférieur ou égal à trois, la rubrique ne doit pas être ventilée.

2° à la date de clôture de l'exercice considéré:

Le nombre de travailleurs occupés à temps plein et à temps partiel, et l'effectif total exprimé en équivalents temps plein. Ces mêmes renseignements doivent être fournis selon le type de contrat de travail, le sexe et le niveau d'étude, et la catégorie professionnelle.

Quant au personnel intérimaire et aux personnes mises à la disposition de la société, le présent état mentionne pour l'exercice considéré et de manière distincte pour les deux catégories, l'effectif moyen, le nombre d'heures prestées et les frais pour la société.

II. Un tableau des mouvements du personnel au cours de l'exercice considéré, en mentionnant :

1° le nombre de travailleurs occupés à temps plein et à temps partiel et le nombre total de travailleurs en équivalents temps plein pour lesquels la société a introduit une déclaration DIMONA auprès de l'ONSS conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi ou, si l'emploi est exclu du champ d'application de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, le nombre de travailleurs occupés à temps plein et à temps partiel et le nombre total de travailleurs en équivalents temps plein qui ont été inscrits au registre général du personnel au cours de l'exercice considéré. Ces mêmes renseignements doivent être fournis selon le type de contrat de travail;

2° le nombre de travailleurs occupés à temps plein et à temps partiel, et le nombre total de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, dont la date de fin de contrat a été inscrite dans une déclaration DIMONA ou dans le registre général du personnel au cours de l'exercice considéré. Ces mêmes renseignements doivent être fournis selon le type de contrat de travail, le sexe, le niveau d'étude, et l'un des motifs suivants de fin de contrat : pension, complément d'entreprise en cas de chômage licenciement ou autre motif (en mentionnant de manière distincte le nombre de personnes qui continuent, au moins à mi-temps, à prester des services au profit de la société comme indépendants).

III. Un état donnant des renseignements sur les activités de formation suivies par les travailleurs et dont le coût est pris en charge partiellement ou intégralement par l'employeur.

Ces formations se répartissent en formation professionnelle continue et formation professionnelle initiale.

Par formation professionnelle continue on entend la formation suivie par un ou plusieurs membres du personnel qui est planifiée à l'avance et qui vise à élargir les connaissances ou à améliorer les compétences des travailleurs.

La formation professionnelle continue se subdivise en :

- 1° formation formelle;
- 2° formation informelle.

On entend par formation professionnelle formelle, les cours et les stages conçus par des formateurs ou des conférenciers. Ces formations sont caractérisées par un haut degré d'organisation du formateur ou de l'institution de formation. Elles se déroulent dans un lieu nettement séparé du lieu de travail. Ces formations s'adressent à un groupe d'apprenants et, le cas échéant, font l'objet d'une attestation de suivi de la formation.

Ces formations peuvent être conçues et gérées par l'entreprise elle-même ou par un organisme extérieur à l'entreprise considérée.

On entend par formation professionnelle informelle les activités d'apprentissage, autres que celles visées ci-dessus, et qui sont en relation directe avec le travail. Ces formations sont caractérisées par un haut degré d'auto-organisation par l'apprenant individuel ou par un groupe d'apprenants. Le contenu est déterminé en fonction des besoins individuels, sur le lieu de travail, de l'apprenant.

Par formation professionnelle initiale, on entend la formation délivrée aux personnes occupées dans le cadre de systèmes alternant formation et travail en entreprise et ayant pour objectif l'acquisition d'un diplôme ou d'un certificat officiel. La durée de cette formation est d'au moins six mois.

- het totaal van de voordelen bovenop het loon van het boekjaar en het vorige boekjaar.

Deze laatste twee rubrieken moeten niet ingevuld worden wanneer het gaat om één enkele persoon.

De gegevens opgesomd in bovenstaande rubrieken worden uitgesplitst volgens het geslacht van de werknemers. Ingeval het aantal betrokken werknemers minder dan drie bedraagt of gelijk aan drie is, moet de rubriek niet worden uitgesplitst.

2° op de afsluitingsdatum van het boekjaar:

Het aantal voltijdse en deeltijdse werknemers en het totale aantal werknemers in voltijdse equivalenten. Dezelfde gegevens moeten worden verstrekt volgens de aard van de arbeidsovereenkomst, volgens het geslacht en studieniveau, en volgens de beroeps categorie.

Wat de uitzendkrachten en de ter beschikking van de vennootschap gestelde personen betreft, vermeldt deze staat voor het betrokken boekjaar en voor beide categorieën afzonderlijk, het gemiddelde aantal, het aantal gepresteerde uren en de kosten voor de onderneming.

II. Een tabel van de personeelsbewegingen tijdens het boekjaar die volgende vermeldingen bevat:

1° het aantal voltijdse en deeltijdse werknemers en het totale aantal werknemers in voltijdse equivalenten waarvoor de vennootschap tijdens het boekjaar een DIMONA-verklaring heeft ingediend bij de RSZ conform de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling of, indien de tewerkstelling uitgesloten is van het toepassingsgebied van het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling, het aantal voltijdse en deeltijdse werknemers en het totale aantal werknemers in voltijdse equivalenten die tijdens het boekjaar werden ingeschreven in het algemeen personeelsregister. Dezelfde gegevens moeten worden verstrekt volgens de aard van de arbeidsovereenkomst.

2° het aantal voltijdse en deeltijdse werknemers en het totale aantal werknemers in voltijdse equivalenten met een in de DIMONA-verklaring aangegeven of een in het algemeen personeelsregister opgetekende datum waarop hun overeenkomst tijdens het boekjaar een einde nam. Dezelfde gegevens moeten worden verstrekt volgens de aard van de arbeidsovereenkomst en volgens één van de volgende redenen van beëindiging van de overeenkomst: pensioen, werkloosheid met bedrijfstoeslag, afdanking of andere reden, met afzonderlijke vermelding van degenen die als zelfstandigen ten minste op halftijdse basis diensten blijven verlenen aan de vennootschap.

III. Een staat met inlichtingen over de opleidingsactiviteiten gevolgd door de werknemers, waarvan de kost geheel of gedeeltelijk ten laste is van de werkgever.

Deze opleidingen splitsen zich op in voortgezette beroepsopleiding en initiële beroepsopleiding.

Onder voortgezette beroepsopleiding verstaat men de opleiding gevolgd door één of meerdere personeelsleden, die op voorhand gepland is en als doel heeft de kennis van de werknemers te vergroten of de vaardigheden van de werknemers te verbeteren.

De voortgezette beroepsopleiding is onderverdeeld in:

- 1° formele opleiding;
- 2° informele opleiding.

Onder formele beroepsopleiding verstaat men de cursussen en stages die ontwikkeld zijn door lesgevers of sprekers. Deze opleidingen worden gekenmerkt door een hoge graad van organisatie door de lesgever of opleidingsinstelling. Ze gaan door op een plaats die duidelijk afgescheiden is van de werkplek. Deze opleidingen richten zich tot een groep cursisten en maken, in voorkomend geval, het onderwerp uit van een attest dat de opleiding gevolgd werd.

Deze opleidingen kunnen ontwikkeld en beheerd worden door de onderneming zelf of door een organisme buiten de betrokken onderneming.

Onder informele beroepsopleiding verstaat men de vormingsactiviteiten, andere dan deze bedoeld hierboven, die rechtstreeks betrekking hebben op het werk. Deze opleidingen worden gekenmerkt door een hoge graad van zelf organisatie door de individuele leerling of door een groep leerlingen. De inhoud wordt bepaald naargelang de individuele behoeften van de leerling op de werkplek.

Onder initiële beroepsopleiding verstaat men de opleiding gegeven aan personen in de onderneming tewerkgesteld in kader van de systemen van alternerend leren en werken en met als doel het behalen van een diploma of van een officieel certificaat. De duur van deze opleiding bedraagt ten minste zes maanden.

Pour chaque type de formation visé ci-dessus, cet état mentionne, par sexe, le nombre de travailleurs qui ont suivi la formation, le nombre d'heures de formation suivie ainsi que le coût de ces formations.

Pour la formation continue formelle, sont repris, par sexe :

-le coût brut de la formation constitue par les coûts directement liés à la formation;

- les cotisations payées et/ou les versements à des fonds collectifs dans le cadre de cette formation;

- les subventions et autres avantages financiers octroyés à l'entreprise dans le cadre de cette formation;

- le coût net de la formation qui est obtenu par l'addition du coût brut, des cotisations payées et des versements à des fonds collectifs dont sont déduits les subventions et autres avantages financiers octroyés à l'entreprise dans le cadre de cette formation.

En ce qui concerne la formation continue informelle et la formation initiale est mentionné, par sexe, le coût net afférent à chacune de ces formations.)

Titre III. Contenu du bilan social pour les petites sociétés

Art. 191/3. Les petites sociétés visées à l'article 15 du Code des sociétés peuvent établir leur bilan social selon le schéma abrégé comportant les renseignements suivants en matière d'effectifs :

I. Un état des personnes occupées pour lesquelles la société a introduit une déclaration DIMONA auprès de l'ONSS conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi ou, si l'emploi est exclu du champ d'application de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, les travailleurs inscrits dans le registre général du personnel.

Cet état mentionne :

1° pour la période concernée :

- le nombre moyen, pour l'exercice considéré, des travailleurs occupés à temps plein et à temps partiel, et l'effectif total, exprimé en équivalents temps plein, de l'exercice considéré et de l'exercice précédent;

- le nombre d'heures prestées au cours de l'exercice considéré par les travailleurs occupés à temps plein et à temps partiel, et le nombre total d'heures prestées de l'exercice considéré et de l'exercice précédent;

- les frais de personnel, pour l'exercice considéré, des travailleurs occupés à temps plein et à temps partiel, et les frais de personnel totaux de l'exercice considéré et de l'exercice précédent;

Cette dernière rubrique n'est pas à remplir lorsqu'une seule personne est concernée ;

2° à la date de clôture de l'exercice considéré :

Le nombre de travailleurs occupés à temps plein et à temps partiel, et l'effectif total exprimé en équivalents temps plein. Ces mêmes renseignements doivent être fournis selon le type de contrat de travail, le sexe et le niveau d'étude, et la catégorie professionnelle.

II. Un tableau des mouvements du personnel au cours de l'exercice considéré, en mentionnant :

1° le nombre de travailleurs occupés à temps plein et à temps partiel et le nombre total de travailleurs en équivalents temps plein pour lesquels la société a introduit une déclaration DIMONA auprès de l'ONSS conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi ou, si l'emploi est exclu du champ d'application de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, le nombre de travailleurs occupés à temps plein et à temps partiel et le nombre total de travailleurs en équivalents temps plein qui ont été inscrits au registre général du personnel au cours de l'exercice considéré.]. Ces mêmes renseignements doivent être fournis selon le type de contrat de travail;

2° le nombre de travailleurs occupés à temps plein et à temps partiel, et le nombre total de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, dont la date de fin de contrat a été inscrite dans une déclaration DIMONA ou dans le registre général du personnel au cours de l'exercice considéré.

III. Un état donnant des renseignements sur les activités de formation suivies par les travailleurs et dont le coût est pris en charge partiellement ou intégralement par l'employeur.

Deze staat vermeldt, voor elke hierboven bedoelde soort opleiding, per geslacht, het aantal werknemers die de opleiding volgden, het aantal uren van de gevolgde opleiding en de kost van deze opleidingen.

Voor de voortgezette formele opleiding worden per geslacht opgenomen:

- de bruto kost van de opleiding samengesteld uit de kosten rechtstreeks verbonden met de opleiding;

- de betaalde bijdragen en/of de stortingen aan de collectieve fondsen in het kader van deze opleiding;

- de subsidies en andere financiële voordelen toegekend aan de onderneming in het kader van deze opleiding;

- de netto kost van de opleiding die verkregen wordt door de som van de bruto kost, de betaalde bijdragen en de stortingen aan collectieve fondsen, waarvan de subsidies en andere financiële voordelen toegekend aan de onderneming in het kader van deze opleiding afgetrokken worden.

Wat betreft de voortgezette informele opleiding en de initiële opleiding wordt per geslacht de netto kost betrekking hebbende op elk van deze opleidingen vermeld.

Titel III. Inhoud sociale balans voor kleine vennootschappen

Art. 191/3. De kleine vennootschappen bedoeld in artikel 15 van het Wetboek van vennootschappen kunnen de sociale balans opstellen volgens een verkort schema, waarbij volgende gegevens inzake het personeelsbestand worden verstrekt:

I. Een staat van de werknemers waarvoor de vennootschap een DIMONA-verklaring heeft ingediend bij de RSZ conform de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling of, indien de tewerkstelling uitgesloten is van het toepassingsgebied van het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling, een staat van de werknemers ingeschreven in het algemeen personeelsregister.

Deze staat vermeldt:

1° voor de betrokken periode:

- het gemiddeld aantal voltijdse en deeltijdse werknemers van het boekjaar en het totale aantal werknemers in voltijdse equivalenten van het boekjaar en van het vorige boekjaar;

- het aantal gepresteerde uren van de voltijdse en deeltijdse werknemers en het totale aantal gepresteerde uren van het boekjaar en van het vorige boekjaar;

- de personeelskosten van de voltijdse en deeltijdse werknemers van het boekjaar en de totale personeelskosten van het boekjaar en van het vorige boekjaar.

Deze laatste rubriek moet niet ingevuld worden wanneer het gaat om één enkele persoon;

2° op afsluitingsdatum van boekjaar:

het aantal voltijdse en deeltijdse werknemers en het totale aantal werknemers in voltijdse equivalenten. Dezelfde gegevens moeten worden verstrekt volgens de aard van de arbeidsovereenkomst, volgens het geslacht en studieniveau en volgens de beroeps categorie.

II. Een tabel van de personeelsbewegingen tijdens het boekjaar die volgende vermeldingen bevat:

1° het aantal voltijdse en deeltijdse werknemers en het totale aantal werknemers in voltijdse equivalenten waarvoor de vennootschap tijdens het boekjaar een DIMONA-verklaring heeft ingediend bij de RSZ conform de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling of, indien de tewerkstelling uitgesloten is van het toepassingsgebied van het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling, het aantal voltijdse en deeltijdse werknemers en het totale aantal werknemers in voltijdse equivalenten die tijdens het boekjaar werden ingeschreven in het algemeen personeelsregister;

2° het aantal voltijdse en deeltijdse werknemers en het totale aantal werknemers in voltijdse equivalenten met een in de DIMONA-verklaring aangegeven of een in het algemeen personeelsregister opgetekende datum waarop hun overeenkomst tijdens het boekjaar een einde nam.

III. Een staat met inlichtingen over de opleidingsactiviteiten gevolgd door de werknemers, waarvan de kost geheel of gedeeltelijk ten laste is van de werkgever.

Ces formations se répartissent en formation professionnelle continue et formation professionnelle initiale.

Par formation professionnelle continue on entend la formation suivie par un ou plusieurs membres du personnel qui est planifiée à l'avance et qui vise à élargir les connaissances ou à améliorer les compétences des travailleurs.

La formation professionnelle continue se subdivise en :

- 1° formation formelle;
- 2° formation informelle.

On entend par formation professionnelle formelle, les cours et les stages conçus par des formateurs ou des conférenciers. Ces formations sont caractérisées par un haut degré d'organisation du formateur ou de l'institution de formation. Elles se déroulent dans un lieu nettement séparé du lieu de travail. Ces formations s'adressent à un groupe d'apprenants et, le cas échéant, font l'objet d'une attestation de suivi de la formation.

Ces formations peuvent être conçues et gérées par l'entreprise elle-même ou par un organisme extérieur à l'entreprise considérée.

On entend par formation professionnelle informelle les activités d'apprentissage, autres que celles visées ci-dessus, et qui sont en relation directe avec le travail. Ces formations sont caractérisées par un haut degré d'auto-organisation par l'apprenant individuel ou par un groupe d'apprenants. Le contenu est déterminé en fonction des besoins individuels, sur le lieu de travail, de l'apprenant.

Par formation professionnelle initiale, on entend la formation délivrée aux personnes occupées dans le cadre de systèmes alternant formation et travail en entreprise et ayant pour objectif l'acquisition d'un diplôme ou d'un certificat officiel. La durée de cette formation est d'au moins six mois.

Pour chaque type de formation visé ci-dessus, cet état mentionne, par sexe, le nombre de travailleurs qui ont suivi la formation, le nombre d'heures de formation suivie ainsi que le coût de ces formations.

Pour la formation continue formelle, sont repris, par sexe :

- le coût brut de la formation constitue par les coûts directement liés à la formation;
- les cotisations payées et/ou les versements à des fonds collectifs dans le cadre de cette formation;
- les subventions et autres avantages financiers octroyés à l'entreprise dans le cadre de cette formation;
- le coût net de la formation qui est obtenu par l'addition du coût brut, des cotisations payées et des versements à des fonds collectifs dont sont déduits les subventions et autres avantages financiers octroyés à l'entreprise dans le cadre de cette formation.

En ce qui concerne la formation continue informelle et la formation initiale est mentionné, par sexe, le coût net afférent à chacune de ces formations.)

Titre IV. Contenu de certaines rubriques du bilan social

Art. 191/4. Pour l'établissement du bilan social, il y a lieu d'entendre :

1° travailleurs pour lesquels la société a introduit une déclaration DIMONA auprès de l'ONSS conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi ou, si l'emploi est exclu du champ d'application de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, travailleurs inscrits au registre général du personnel :

les travailleurs pour lesquels la société a introduit une déclaration DIMONA auprès de l'ONSS conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi ou, si l'emploi est exclu du champ d'application de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, travailleurs inscrits au registre général du personnel et liés à la société par un contrat de travail ou un contrat de premier emploi;

2° par intérimaires et personnes mises à la disposition de la société :

les travailleurs qui se lient par un contrat de travail intérimaire pour être mis à la disposition de la société et les travailleurs engagés par une personne physique ou morale et mis à la disposition de la société au sens de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail

Deze opleidingen splitsen zich op in voortgezette beroepsopleiding en initiële beroepsopleiding.

Onder voortgezette beroepsopleiding verstaat men de opleiding gevolgd door één of meerdere personeelsleden, die op voorhand gepland is en als doel heeft de kennis te vergroten of de vaardigheden van de werknemers te verbeteren.

De voortgezette beroepsopleiding is onderverdeeld in:

- 1° formele opleiding;
- 2° informele opleiding.

Onder formele beroepsopleiding verstaat men de cursussen en stages die ontwikkeld zijn door lesgevers of sprekers. Deze opleidingen worden gekenmerkt door een hoge graad van organisatie door de lesgever of opleidingsinstelling. Ze gaan door op een plaats die duidelijk afgescheiden is van de werkplek. Deze opleidingen richten zich tot een groep cursisten en maken, in voorkomend geval, het onderwerp uit van een attest dat de opleiding gevolgd werd.

Deze opleidingen kunnen ontwikkeld en beheerd worden door de onderneming zelf of door een organisme buiten de betrokken onderneming.

Onder informele beroepsopleiding verstaat men de vormingsactiviteiten, andere dan deze bedoeld hierboven, die rechtstreeks betrekking hebben op het werk. Deze opleidingen worden gekenmerkt door een hoge graad van zelf organisatie door de individuele leerling of door een groep leerlingen. De inhoud wordt bepaald naargelang de individuele behoeften van de leerling op de werkplek.

Onder initiële beroepsopleiding verstaat men de opleiding gegeven aan personen in de onderneming tewerkgesteld in kader van de systemen van alternerend leren en werken en met als doel het behalen van een diploma of van een officieel certificaat. De duur van de opleiding bedraagt ten minste zes maanden.

Deze staat vermeldt, voor elke hierboven bedoelde soort opleiding, per geslacht, het aantal werknemers die de opleiding volgden, het aantal uren van de gevolgde opleiding en de kost van deze opleidingen.

Voor de voortgezette formele opleiding worden per geslacht opgenomen:

- de bruto kost van de opleiding samengesteld uit de kosten rechtstreeks verbonden met de opleiding;
- de betaalde bijdragen en/of de stortingen aan de collectieve fondsen in het kader van deze opleiding;
- de subsidies en andere financiële voordelen toegekend aan de onderneming in het kader van deze opleiding;
- de netto kost van de opleiding die verkregen wordt door de som van de bruto kost, de betaalde bijdragen en de stortingen aan collectieve fondsen, waarvan de subsidies en andere financiële voordelen toegekend aan de onderneming in het kader van deze opleiding afgetrokken worden.

Wat betreft de voortgezette informele opleiding en de initiële opleiding wordt per geslacht de netto kost betrekking hebbende op elk van deze opleidingen vermeld.

Titel IV. Inhoud van bepaalde rubrieken van de sociale balans

Art. 191/4. Voor het opstellen van de sociale balans verstaat men onder:

1° werknemers waarvoor de vennootschap een DIMONA-verklaring heeft ingediend bij de RSZ conform de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling of, indien de tewerkstelling uitgesloten is van het toepassingsgebied van het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling, de werknemers ingeschreven in het algemeen personeelsregister:

werknemers waarvoor de vennootschap een DIMONA-verklaring heeft ingediend bij de RSZ conform de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling of, indien de tewerkstelling uitgesloten is van het toepassingsgebied van het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling, de werknemers ingeschreven in het algemeen personeelsregister, en verbonden met de vennootschap door een arbeidsovereenkomst of startbaanovereenkomst;

2° uitzendkrachten en personen ter beschikking gesteld van de vennootschap:

de werknemers die zich door een arbeidsovereenkomst voor uitzendarbeid verbinden om ter beschikking van de vennootschap te worden gesteld en de door een natuurlijke of rechtspersoon in dienst genomen werknemers die aan de vennootschap ter beschikking zijn gesteld in de

intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs;

3° moyenne des travailleurs pour lesquels la société a introduit une déclaration DIMONA auprès de l'ONSS conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi ou, si l'emploi est exclu du champ d'application de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, moyenne des travailleurs inscrits au registre général du personnel :

la moyenne des travailleurs pour lesquels la société a introduit une déclaration DIMONA auprès de l'ONSS à la fin de chaque mois de l'exercice conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi ou, si l'emploi est exclu du champ d'application de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, la moyenne des travailleurs inscrits au registre général du personnel à la fin de chaque mois de l'exercice;

4° nombre de travailleurs en équivalents temps plein :

le volume de travail exprimé en équivalents occupés à temps plein, à calculer pour les travailleurs à temps partiel sur la base du nombre contractuel d'heures à prester par rapport à la durée normale de travail (travailleur de référence);

5° heures prestées :

les heures prestées correspondent avec le nombre d'heures effectivement prestées, donc sans congés, absences, courtes absences et toutes les heures perdues par grève ou quelque autre raison;

6° type de contrat :

- le contrat conclu pour une durée indéterminée,
- le contrat conclu pour une durée déterminée,
- le contrat conclu pour l'exécution d'un travail nettement défini,
- le contrat de remplacement;

7° niveau d'études :

- enseignement primaire,
- enseignement secondaire,
- enseignement supérieur non universitaire,
- enseignement universitaire;

8° catégorie professionnelle :

- personnel de direction,
- employés,
- ouvriers,
- autres. ».

Art. 52. Dans le même arrêté, il est inséré un livre III/2, comportant un titre I incluant un article 191/5; un titre II incluant un article 191/6; et un titre III incluant un article 191/7, rédigé comme suit :

« Livre III/2. LE RAPPORT SUR LES PAIEMENTS AUX GOUVERNEMENTS

Titre I. Définitions

Art. 191/5. Aux fins de l'application de la présente section, on entend par :

1° gouvernement : toute autorité nationale, régionale ou locale d'un État membre ou d'un pays tiers. Cette notion inclut les administrations, agences ou entreprises contrôlées par cette autorité au sens de l'article 5 du Code des sociétés ;

zine van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers;

3° gemiddeld aantal werknemers waarvoor de vennootschap een DIMONA-verklaring heeft ingediend bij de RSZ conform de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling of, indien de tewerkstelling uitgesloten is van het toepassingsgebied van het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling, het gemiddeld aantal werknemers ingeschreven in het algemeen personeelsregister:

het gemiddelde van het per einde van elke maand van het boekjaar van de werknemers waarvoor een DIMONA-verklaring is ingediend bij de RSZ conform de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling of, indien de tewerkstelling uitgesloten is van het toepassingsgebied van het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling, het gemiddelde van het per einde van elke maand van het boekjaar van de werknemers in het algemeen personeelsregister ingeschreven;

4° aantal werknemers uitgedrukt in voltijdse equivalenten:

het arbeidsvolume teruggebracht tot voltijds tewerkgestelde equivalenten, te berekenen voor de deeltijdse werknemers op basis van het conventioneel aantal te presteren uren, gerelateerd ten opzichte van de normale arbeidsduur (referentiewerknemer);

5° gepresteerde uren:

de gepresteerde uren stemmen overeen met de effectief gewerkte arbeidsuren, dus zonder vakantie, ziekteverzuim, kort verzuim en alle overige uren verloren door staking of om het even welke andere reden;

6° soort overeenkomst:

- de overeenkomst gesloten voor een onbepaalde tijd,
- de overeenkomst gesloten voor een bepaalde tijd,
- de overeenkomst gesloten voor een duidelijk omschreven werk,
- de vervangingsovereenkomst;

7° studieniveau:

- lager onderwijs,
- secundair onderwijs,
- hoger niet universitair onderwijs,
- universitair onderwijs;

8° beroeps categorie:

- directiepersoneel,
- bedienden,
- arbeiders,
- andere.".

Art. 52. In hetzelfde besluit wordt een boek III/2 ingevoegd, bevattende een titel I, dat een artikel 191/5 omvat; een titel II dat een artikel 191/6 omvat; en een titel III dat een artikel 191/7 omvat, luidende:

“Boek III/2. HET VERSLAG VAN BETALINGEN AAN OVERHEDEN

Titel I. Definities

Art. 191/5. Voor de toepassing van deze afdeling wordt verstaan onder:

1° overheid: eender welke nationale, regionale of lokale autoriteit van een lidstaat van de Europese Unie of van een derde land. Onder overheid vallen tevens enige departementen, organen of ondernemingen waarover die autoriteit zeggenschap uitoefent als bepaald in artikel 5 van het Wetboek van vennootschappen;

2° projet : les activités opérationnelles régies par un seul contrat, licence, bail, concession ou des arrangements juridiques similaires et constituant la base d'obligations de paiement envers un gouvernement. Toutefois, si plusieurs de ces arrangements sont liés entre eux dans leur substance, ils sont considérés comme un projet ;

3° paiement : un montant payé, en espèce ou en nature, pour les activités, décrites au Codes des sociétés, appartenant aux types suivants :

a) droits à la production;

b) impôts ou taxes perçus sur le revenu, la production ou les bénéfices des sociétés, à l'exclusion des impôts ou taxes perçus sur la consommation, tels que les taxes sur la valeur ajoutée, les impôts sur le revenu des personnes physiques ou les impôts sur les ventes;

c) redevances;

d) dividendes;

e) primes de signature, de découverte et de production;

f) droits de licence, frais de location, droits d'entrée et autres contreparties de licence et/ou de concession; et

g) paiements pour des améliorations des infrastructures.

Titre II. Contenu du rapport sur les paiements aux gouvernements

Art. 191/6. Le rapport sur les paiements aux gouvernements pour l'exercice concerné contient les données suivantes :

1° le montant total des paiements effectués au profit de chaque gouvernement;

2° le montant total par type de paiements prévu à l'article 191/5, 3°, a) à g), des paiements effectués au profit de chaque gouvernement;

3° lorsque ces paiements ont été imputés à un projet spécifique, le montant total par type de paiements prévu à l'article 191/5, 3°, a) à g), des paiements effectués pour chacun de ces projets et le montant total des paiements correspondant à chaque projet.

Les paiements, qu'il s'agisse d'un versement individuel ou d'une série de paiements liés, dont le montant est inférieur à 100.000 EUR au cours d'un exercice ne doivent pas être déclarés dans le rapport.

Les paiements effectués par les entreprises au regard des obligations imposées au niveau de l'entité peuvent être déclarés au niveau de l'entité plutôt qu'au niveau du projet.

Les paiements en nature effectués au profit d'un gouvernement sont déclarés en valeur et, le cas échéant, en volume. Des notes d'accompagnement sont fournies pour expliquer comment leur valeur a été établie.

La déclaration des paiements reflète la substance du paiement ou de l'activité concernés, plutôt que leur forme. Les paiements et les activités ne peuvent être artificiellement scindés ou regroupés pour échapper à l'obligation de déclaration.

Titre III. Contenu du rapport consolidé sur les paiements aux gouvernements

Art. 191/7. Les définitions figurants à l'article 191/5 sont applicables par analogie.

Une société mère est censée être active dans les industries extractives ou dans l'exploitation des forêts primaires si une ou plusieurs de ses filiales sont actives dans les industries extractives ou dans l'exploitation des forêts primaires.

Le rapport consolidé sur les paiements aux gouvernements contient les informations visées à l'article 191/6 relatives aux paiements résultant d'activité dans les industries extractives ou dans l'exploitation des forêts primaires.

2° project: de operationele activiteiten die worden beheerst door in één enkele overeenkomst of één enkele licentie, huurovereenkomst, concessie of soortgelijke juridische overeenkomst, en die de basis voor betalingsverplichtingen ten aanzien van een overheid vormen. Indien verscheidene overeenkomsten van dien aard wezenlijk met elkaar zijn verbonden, wordt dit als een project beschouwd.

3° betaling: een in geld of in natura betaald bedrag voor de in het Wetboek van Vennootschappen beschreven activiteiten die bestaan uit:

a) productierechten;

b) belastingen over de inkomsten, de productie of de winsten van vennootschappen, met uitzondering van verbruiksbelastingen zoals belastingen over de toegevoegde waarde, inkomstenbelastingen van natuurlijke personen of omzetbelastingen;

c) royalty's;

d) dividenden;

e) ondertekenings-, opsporings- en productiebonussen;

f) licentierechten, huurprijzen, toetredingsgelden en andere vergoedingen voor licenties en/of concessies; en

g) betalingen voor infrastructuurverbeteringen.

Titel II. Inhoud verslag van betalingen aan overheden

Art. 191/6. De volgende gegevens dienen in het verslag van de betalingen aan overheden voor het betrokken boekjaar vermeld te worden:

1° het totale bedrag van aan elke overheid gedane betalingen;

2° het totale bedrag per soort betaling als omschreven in artikel 191/5, 3°, a) tot en met g), die aan elke overheid is gedaan;

3° ingeval deze betalingen aan een bepaald project zijn toegewezen, het totale bedrag per soort betaling als omschreven in artikel 191/5, 3°, a) tot en met g), die voor elk dergelijk project is gedaan, en het totale bedrag aan betalingen voor elk dergelijk project.

De betalingen waarvan, hetzij afzonderlijk, hetzij in een reeks van samenhangende betalingen, het bedrag minder is dan 100.000 EUR gedurende een boekjaar dienen niet te worden opgenomen in het verslag.

Betalingen die worden verricht om te voldoen aan betalingsverplichtingen op het niveau van de entiteit, mogen op entiteitsniveau in plaats van op projectniveau worden gerapporteerd.

Betalingen in natura aan een overheid worden in waarde en, waar van toepassing, in volume vermeld. In een toelichting wordt vermeld hoe de waarde is bepaald.

De rapportering van de betalingen strookt met het wezen, en niet met de vorm, van de betrokken betaling of activiteit. Betalingen en activiteiten mogen niet kunstmatig gesplitst of samengevoegd worden om de verplichting tot vermelding te omzeilen.

Titel III. Inhoud geconsolideerd verslag van betalingen aan overheden

Art. 191/7. De definities gegeven in artikel 191/5 zijn van overeenkomstige toepassing.

Een moedervennootschap wordt geacht actief te zijn in de winningsindustrie of in de houtkap van oerbossen indien een of meer van haar dochtervennootschappen actief zijn in de winningsindustrie of in de houtkap van oerbossen.

Het geconsolideerd verslag van betalingen aan overheden bevat de in artikel 191/6 bedoelde informatie betreffende betalingen die voortvloeien uit winnings- en/of houtkapactiviteiten.

Les paiements effectués par une société qui ne font pas partie du périmètre de consolidation conformément à l'article 107, 2° et 3° du présent arrêté, ne doivent pas être repris dans le rapport consolidé sur les paiements aux gouvernements. ».

Art. 53. Le texte de l'article 219quinquies du même arrêté, inséré par l'article 2 de l'arrêté royal du 27 mai 2010 est remplacé par ce qui suit :

« Le bilan projeté, établi par l'article 219ter, 2°, doit contenir au moins un bilan d'ouverture, un bilan après douze mois et un bilan après vingt-quatre mois. Le bilan est rédigé après allocation et selon le schéma inscrit à l'article 88. Toutefois, si la société est une petite société ou une microsociété sur base de l'estimation effectuée conformément à l'article 15, § 3, ou l'article 15/1, § 3, respectivement du Code des Sociétés, le schéma abrégé ou le microschéma prévu à l'article 92 ou 94/1 peut être utilisé respectivement. »

Art. 54. Dans l'article 219septies, inséré par l'article 2 de l'arrêté royal du 27 mai 2010, la disposition du 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° Pour la rédaction, le schéma repris à l'article 88 est utilisé. Toutefois, si la société est une petite société ou une microsociété sur base de l'estimation effectuée conformément à l'article 15, § 3, ou l'article 15/1, § 3, respectivement du Code des Sociétés, le schéma abrégé ou le microschéma de l'article 92 ou 94/1 peut être utilisé respectivement. Cependant, le total des changements de la rubrique "Placements de trésorerie", qui est limité à "Autres placements", et de la rubrique "Valeurs disponibles" est présenté comme poste clé. A la fin de chaque période de douze mois, les moyens disponibles sont présentés de manière claire, ensemble avec la situation de départ de ces postes au début de chacune de ces deux périodes. »

TITRE III. — Adaptations à l'arrêté royal du 12 septembre 1983 déterminant la teneur et la présentation d'un plan comptable minimum normalisé et à l'arrêté royal du 12 septembre 1983 portant exécution de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises

Art. 55. Au chapitre I^{er} de l'arrêté royal du 12 septembre 1983 déterminant la teneur et la présentation d'un plan comptable minimum normalisé sont apportées les modifications suivantes :

1° le compte « 163 Provisions pour obligations environnementales » est inséré, accompagné d'une référence à la rubrique correspondante du bilan « VII.A.4. » ;

2° les comptes existants « 163 - 165 Provisions pour autres risques et charges (4) » sont remplacés par les comptes « 164 à 165 Provisions pour autres risques et charges (4) » et la référence à la rubrique correspondante du bilan « VII.A.4 » est remplacée par la référence « VII.A.5 » ;

3° dans la dénomination du compte 171, dans la version néerlandaise, il est inséré un trait d'union entre les mots « niet » et « achtergestelde » ;

4° dans la dénomination du compte 172, le mot « dettes » est inséré entre les mots « location-financement et » et le mot « assimilées » ;

5° la dénomination du compte 19 est complété par « (-) » et il est ajouté la référence à la rubrique correspondante du bilan « VIbis » ;

6° dans la dénomination du compte 33, dans la version néerlandaise, le mot « produkt » est remplacé par le mot « product » ;

7° dans le compte 433, la référence à la rubrique correspondante du bilan « IX.B.2 » est remplacée par la référence « IX.B.1 » ;

De door een vennootschap verrichte betalingen die overeenkomstig artikel 107, 2° en 3° van dit besluit geen deel uitmaakt van de consolidatiekring, dienen niet te worden opgenomen in het geconsolideerde verslag van betalingen aan overheden.".

Art. 53. De tekst van artikel 219quinquies van hetzelfde besluit, ingevoegd bij artikel 2 van het koninklijk besluit van 27 mei 2010, wordt vervangen door:

"De geprojecteerde balans, ingesteld bij artikel 219ter, 2°, dient minstens een openingsbalans te bevatten, een balans na twaalf maanden en een balans na vierentwintig maanden. De balans wordt opgesteld na toewijzing en volgens het schema opgenomen in artikel 88. Indien de vennootschap evenwel op basis van de schatting uitgevoerd conform artikel 15, § 3, of artikel 15/1, § 3, van het Wetboek van Vennootschappen respectievelijk een kleine vennootschap of een microvennootschap zal zijn, kan het verkort schema of het microschemavoorgeschreven bij respectievelijk artikel 92 of 94/1 gehanteerd worden."

Art. 54. In artikel 219septies, ingevoegd bij artikel 2 van het koninklijk besluit van 27 mei 2010, wordt de bepaling onder 2° vervangen door:

"2° Bij de opstelling dient het schema opgenomen in artikel 88 gebruikt te worden. Indien de vennootschap evenwel op basis van de schatting uitgevoerd conform artikel 15, § 3, of artikel 15/1, § 3, van het Wetboek van Vennootschappen, respectievelijk een kleine vennootschap of een microvennootschap zal zijn, kan het verkort schema of het microschemavoorgeschreven bij respectievelijk artikel 92 of 94/1 gehanteerd worden. Evenwel dient het totaal van de mutaties van de rubriek "Geldbeleggingen", evenwel beperkt tot de "Overige beleggingen", en van de rubriek "Liquide middelen" als sluitpost voorgesteld te worden. Samen met de begintoestand van deze posten bij het begin van elk van de twee periodes moeten de beschikbare middelen op het einde van elke periode van twaalf maanden gevisualiseerd worden."

TITEL III. — Aanpassingen aan het koninklijk besluit van 12 september 1983 tot bepaling van de minimumindeling van een algemeen rekeningenstelsel en het koninklijk besluit van 12 september 1983 tot uitvoering van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding van de ondernemingen

Art. 55. In Hoofdstuk I van de bijlage bij het koninklijk besluit van 12 september 1983 tot bepaling van de minimumindeling van een algemeen rekeningenstelsel worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de rekening "163 Voorzieningen voor milieuverplichtingen" wordt toegevoegd, samen met de verwijzing naar de overeenstemmende rubriek van de balans "VII.A.4";

2° de bestaande rekeningen "163-165 Voorzieningen voor overige risico's en kosten (4)" worden vervangen door de rekeningen "164 tot 165 Voorzieningen voor overige risico's en kosten (4)" en de bestaande verwijzing naar de overeenstemmende rubriek van de balans "VII.A.4" wordt vervangen door de verwijzing "VII.A.5";

3° in de benaming van de rekening 171, in de Nederlandse versie, wordt een koppelteken toegevoegd tussen de woorden "niet" en "achtergestelde";

4° de benaming van de rekening 172 wordt aangevuld met het woord "schulden";

5° de benaming van de rekening 19 wordt aangevuld met "(-)" en bij diezelfde rekening wordt de verwijzing naar de overeenstemmende rubriek van de balans, met name "VIbis", toegevoegd;

6° in de benaming van de rekening 33, in de Nederlandse versie, wordt het woord "produkt" vervangen door het woord "product";

7° bij de rekening 433 wordt de verwijzing naar de overeenstemmende rubriek van de balans "IX.B.2" vervangen door de verwijzing "IX.B.1";

8° la dénomination du compte « 51 Actions et parts » est remplacé par la dénomination :

« 51 Actions, parts et placements de trésorerie autres que placements à revenu fixe » ;

9° les comptes

« 510 Valeur d'acquisition

511 Montants non appelés (-)

519 Réductions de valeur actées (-) (11) »

sont remplacés par les comptes

« 510 Valeur d'acquisition

5100 Actions et parts

5101 Placements de trésorerie autres que placements à revenu fixe

511 Montants non appelés (-)

5110 Actions et parts

519 Réductions de valeur actées (-)(11)

5190 Actions et parts

5191 Placements de trésorerie autres que placements à revenu fixe » ;

10° dans les comptes 52, 53 et 55, dans les sous-rubriques prévues pour les réductions de valeur actées, il est ajouté à chaque fois une référence à la note 11 ;

11° dans la note 9°, dans la version néerlandaise, le mot « produkt » est remplacé par le mot « product » ;

12° la dénomination du compte 637 « Provisions pour autres risques et charges » est remplacée par la dénomination « Provisions pour obligations environnementales » ;

13° les comptes

« 638 Provisions pour autres risques et charges

6380 Dotations

6381 Utilisations et reprises (-) »

sont insérés entre le compte 6371 et le compte 64 et il est ajouté au compte 638 une référence à la rubrique correspondante du compte de résultats, notamment « II.F » ;

14° dans le compte 649, il est ajoutée une référence à la rubrique correspondante du compte de résultats, notamment « II.H » ;

15° dans la dénomination du compte 6501, les mots « et des primes de remboursement » sont supprimés ;

16° le numéro de compte 659 est remplacé par le numéro de compte 658 ;

17° le compte « 659 Charges financières portées à l'actif au titre de frais de restructuration » est inséré avec une référence à la rubrique « V.C » du compte de résultats ;

18° la dénomination du compte 66 « Charges exceptionnelles » est remplacé par la dénomination « Charges d'exploitation ou financières non récurrentes » et la référence à la rubrique correspondante du compte de résultats est remplacé par la référence « II.I ou V.D » ;

19° dans la dénomination du compte 660 le mot « exceptionnels » est remplacé par les mots « non récurrents » et la référence à la rubrique correspondante du compte de résultats est remplacée par la référence « II.I » ;

20° dans le compte 661, la référence à la rubrique correspondante du compte de résultats est remplacée par la référence « V.D » ;

21° dans la dénomination du compte 662 le mot « exceptionnels » est remplacé par les mots « non récurrents » et la référence à la rubrique correspondante du compte de résultats est remplacée par la référence « II.I » ;

8° de benaming van de rekening "51 Aandelen" wordt vervangen door de benaming:

"51 Aandelen en geldbeleggingen andere dan vastrentende beleggingen";

9° de rekeningen

"510 Aanschaffingswaarde

511 Niet opgevraagde bedragen (-)

519 Geboekte waardeverminderingen (-) (11)"

worden vervangen door de rekeningen:

"510 Aanschaffingswaarde

5100 Aandelen

5101 Geldbeleggingen andere dan vastrentende beleggingen

511 Niet-opgevraagde bedragen (-)

5110 Aandelen

519 Geboekte waardeverminderingen (-) (11)

5190 Aandelen

5191 Geldbeleggingen andere dan vastrentende beleggingen";

10° in de rekeningen 52, 53 en 55 wordt telkens bij de subrekening die is voorzien voor de geboekte waardevermindering een verwijzing naar voetnoot 11 toegevoegd;

11° in voetnoot 9°, in de Nederlandse versie, wordt het woord "produkt" vervangen door het woord "product";

12° de benaming van rekening 637 "Voorzieningen voor andere risico's en kosten" wordt vervangen door de benaming "Voorzieningen voor milieuverplichtingen";

13° de rekeningen

"638 Voorzieningen voor andere risico's en kosten

6380 Toevoeging

6381 Besteding en terugneming (-)"

worden toegevoegd tussen de rekening 6371 en de rekening 64, en bij de rekening 638 wordt de verwijzing naar de overeenstemmende rubriek van de resultatenrekening, met name "II.F", toegevoegd;

14° bij de rekening 649 wordt de verwijzing naar de overeenstemmende rubriek van de resultatenrekening, met name "II.H", toegevoegd;

15° in de benaming van de rekening 6501 worden de woorden "en van disagio" geschrapt;

16° het rekeningnummer 659 wordt vervangen door het rekeningnummer 658;

17° de rekening "659 Als herstructureringskosten geactiveerde financiële kosten (-)" wordt toegevoegd, met verwijzing naar rubriek "V.C" van de resultatenrekening;

18° de benaming van de rekening 66 "Uitzonderlijke kosten" wordt vervangen door de benaming "Niet-recurrente bedrijfs- of financiële kosten" en de verwijzing naar de overeenstemmende rubriek van de resultatenrekening wordt vervangen door de verwijzing "II.I of V.D";

19° in de benaming van de rekening 660 wordt het woord "Uitzonderlijke" vervangen door het woord "Niet-recurrente", en de verwijzing naar de overeenstemmende rubriek van de resultatenrekening wordt vervangen door de verwijzing "II.I";

20° bij de rekening 661 wordt de verwijzing naar de overeenstemmende rubriek van de resultatenrekening vervangen door de verwijzing "V.D";

21° in de benaming van de rekening 662 wordt het woord "uitzonderlijke" vervangen door het woord "niet-recurrente", en de verwijzing naar de overeenstemmende rubriek van de resultatenrekening wordt vervangen door de verwijzing "II.I";

22° les comptes « 6620 Dotations » et « 6621 Utilisations (-) » sont remplacés par les comptes suivants :

« 6620 Provisions pour risques et charges d'exploitation non récurrents

66200 Dotations

66201 Utilisations (-)

6621 Provisions pour risques et charges financiers non récurrents

66200 Dotations

66201 Utilisations (-) » ;

23° dans le compte 663, la référence à la rubrique correspondante du compte de résultats est remplacée par la référence « II.I ou V.D » ;

24° les comptes « 6630 Moins-values sur réalisation d'immobilisations incorporelles et corporelles » et « 6631 Moins-values sur réalisation d'immobilisations financières » sont insérés entre les comptes 663 et 664 ;

25° les comptes « 664 à 668 Autres charges exceptionnelles » sont remplacés par les comptes « 664 à 667 Autres charges d'exploitation non récurrentes » et « 668 Autres charges financières non récurrentes » et il est ajouté les références respectives « II.I » et « V.D » aux rubriques correspondantes du compte de résultats ;

26° le compte « 669 Charges exceptionnelles portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-) » est remplacée par le compte « 6690 Charges d'exploitation non récurrentes portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-) » et un compte 6691 est ajouté avec dénomination « Charges financières non récurrentes portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-) » ;

27° dans le compte 67, la référence à la rubrique correspondante du compte de résultats « X.A » est remplacée par la référence « VIII.A » ;

28° dans le compte 680, la référence à la rubrique correspondante du compte de résultats « IXbis-IIIbis (27bis) » est remplacée par la référence « VII.B » ;

29° dans le compte 689, la référence à la rubrique correspondante du compte de résultats « XII » est remplacée par la référence « X.B » ;

30° la dénomination du compte 696 « Autres applications » est remplacée par la dénomination « Employés » ;

31° il est ajouté un compte 697 « Autres applications » ;

32° dans la dénomination du compte 713, dans la version néerlandaise, le mot « produkt » est remplacé par le mot « product » ;

33° dans la dénomination du compte 752 le mot « courantes » est supprimé ;

34° la dénomination du compte 76 « Produits exceptionnels » est remplacée par la dénomination « Produits d'exploitation ou financières non récurrentes » et la référence à la rubrique correspondante du compte de résultats « VII. » est remplacée par la référence « I.E ou IV.D » ;

35° dans le compte 760, la référence à la rubrique correspondante du compte de résultats « IV.A » est remplacée par la référence « I.E » ;

36° dans le compte 761, la référence à la rubrique correspondante du compte de résultats « VII.B » est remplacée par la référence « IV.D » ;

37° dans la dénomination du compte 762, le mot « exceptionnels » est remplacé par les mots « non récurrents » et la référence à la rubrique correspondante du compte de résultats « VII.C » est remplacée par la référence « I.E » ;

22° de rekeningen "6620 Toevoegingen" en "6621 Bestedingen (-)" worden vervangen door de volgende rekeningen:

"6620 Voorzeningen voor niet-recurrente bedrijfsrisico's en -kosten

66200 Toevoeging

66201 Besteding (-)

6621 Voorzeningen voor niet-recurrente financiële risico's en kosten

66210 Toevoeging

66211 Besteding (-)"

23° bij de rekening 663 wordt de verwijzing naar de overeenstemmende rubriek van de resultatenrekening "VIII.D" vervangen door de verwijzing "II.I of V.D";

24° de rekeningen "6630 Minderwaarde op de realisatie van immateriële en materiële vaste activa" en "6631 Minderwaarde op de realisatie van financiële vaste activa" worden toegevoegd tussen de rekening 663 en de rekening 664;

25° de rekeningen "664 tot 668 Andere uitzonderlijke kosten" worden vervangen door de rekeningen "664 tot 667 Andere niet-recurrente bedrijfskosten 668 Andere niet-recurrente financiële kosten" en bij diezelfde rekeningen worden respectievelijk de verwijzingen "II.I" en "V.D" van de overeenstemmende rubrieken van de resultatenrekening geplaatst;

26° de rekening "669 Uitzonderlijke kosten als herstructureringskosten opgenomen onder de activa (-)" wordt vervangen door de rekening "6690 Als herstructureringskosten geactiveerde niet-recurrente bedrijfskosten (-)" en een rekening 6691 wordt toegevoegd met als benaming "Als herstructureringskosten geactiveerde niet-recurrente financiële kosten (-)";

27° bij de rekening 67 wordt de verwijzing naar de overeenstemmende rubriek van de resultatenrekening "X.A" vervangen door de verwijzing "VIII.A";

28° bij de rekening 680 wordt de verwijzing naar de overeenstemmende rubriek van de resultatenrekening "IXbis-IIIbis (27bis)" vervangen door de verwijzing "VII.B";

29° bij de rekening 689 wordt de verwijzing naar de overeenstemmende rubriek van de resultatenrekening "XII" vervangen door de verwijzing "X.B";

30° de benaming van rekening 696 "Andere rechthebbenden" wordt vervangen door de benaming "Werknemers";

31° een rekening 697 "Andere rechthebbenden" wordt toegevoegd;

32° in de benaming van rekening 713, in de Nederlandse versie, wordt het woord "produkt" vervangen door het woord "product";

33° in de benaming van de rekening 752 wordt het woord "courante" geschrapt;

34° de benaming van de rekening 76 "Uitzonderlijke opbrengsten" wordt vervangen door de benaming "Niet-recurrente bedrijfs- of financiële opbrengsten" en bij diezelfde rekening wordt de verwijzing naar de overeenstemmende rubriek van de resultatenrekening "VII" vervangen door de verwijzing "I.E of IV.D";

35° bij de rekening 760 wordt de verwijzing naar de overeenstemmende rubriek van de resultatenrekening "IV.A" vervangen door de verwijzing "I.E";

36° bij de rekening 761 wordt de verwijzing naar de overeenstemmende rubriek van de resultatenrekening "VII.B" vervangen door de verwijzing "IV.D";

37° in de rekening 762 wordt in de benaming het woord "uitzonderlijke" vervangen door het woord "niet-recurrente" en wordt de verwijzing naar de overeenstemmende rubriek van de resultatenrekening "VII.C" vervangen door de verwijzing "I.E";

38° les comptes « 7620 Reprises de provisions pour risques et charges d'exploitation non récurrents » et « 7621 Reprises de provisions pour risques et charges financiers non récurrents » sont insérés entre les comptes 762 et 763 ;

39° dans le compte 763, la référence à la rubrique correspondante du compte de résultats « VII.D » est remplacée par la référence « I.E ou IV.D » ;

40° les comptes « 7630 Plus-values sur réalisation d'immobilisations incorporelles et incorporelles » et « 7631 Plus-values sur réalisation d'immobilisations financières » sont insérés entre les comptes 762 et 763 ;

41° les comptes « 764 à 769 Autres produits exceptionnels » sont remplacés par les comptes « 764 à 768 Autres produits d'exploitation non récurrents » et « 769 Autres produits financiers non récurrents » et il est ajouté les références à la rubrique correspondante du compte de résultats « I.E » et « IV.D » ;

42° dans le compte 77, la référence à la rubrique correspondante du compte de résultats « X.B » est remplacée par la référence « VIII.B » ;

43° dans le compte 780, la référence à la rubrique correspondante du compte de résultats « IXbis - IIIbis (27bis) » est remplacée par la référence « VII.A » ;

44° dans le compte 789, la référence à la rubrique correspondante du compte de résultats « XII. » est remplacée par la référence « X.A » ;

45° dans la note 23, dans la version néerlandaise, le mot « produkt » est remplacé par le mot « product » ;

46° la note 26 est remplacée par une note rédigée comme suit : « Créances autres que stocks, commandes en cours d'exécution et créances commerciales » ;

47° la note 27bis est supprimée ;

48° dans la dénomination du compte 031, dans la version néerlandaise, les mots « Statutaire bewaargevingen » sont remplacés par les mots « Statutaire bewaargevers ».

Art. 56. Dans l'article 9, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 12 septembre 1983 portant exécution de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises, le mot « dix » est remplacé par le mot « sept ».

TITRE IV. — Dispositions finales

Art. 57. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016. Ses dispositions s'appliquent toutefois aux exercices comptables commençant le ou après le 1^{er} janvier 2016.

Les dispositions qui étaient applicables aux frais de recherche avant les modifications du présent arrêté restent pleinement applicables dans la mesure où ces frais de recherche étaient comptabilisés dans la rubrique « II. Immobilisations incorporelles » du bilan avant le 1^{er} janvier 2016.

La limitation de l'incorporation au capital des plus-values de réévaluation telle que visée à l'article 11, 1^o, in fine s'applique à partir du 1^{er} janvier 2016.

Art. 58. Le ministre qui a l'Economie dans ses attributions, le ministre qui a la Justice dans ses attributions le ministre qui a les Finances dans ses attributions et le ministre qui a les P.M.E. dans ses attributions, sont chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 décembre 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
Kris PEETERS

Le Ministre de la Justice,
Koen GEENS

Le Ministre des Finances,
Johan VAN OVERTVELDT

Le Ministre des Classes Moyennes, des Indépendants et des P.M.E.,
Willy BORSUS

38° de rekeningen "7620 Terugneming van voorzieningen voor niet-recurrente bedrijfsrisico's en -kosten" en "7621 Terugneming van voorzieningen voor niet-recurrente financiële risico's en kosten" worden tussen de rekening 762 en de rekening 763 toegevoegd;

39° bij de rekening 763 wordt de verwijzing naar de overeenstemmende rubriek van de resultatenrekening "VII.D" vervangen door de verwijzing "I.E of IV.D"

40° de rekeningen "7630 Meerwaarde op de realisatie van immateriële en materiële vaste activa" en "7631 Meerwaarde op de realisatie van financiële vaste activa" worden tussen rekening 763 en rekening 764 toegevoegd;

41° de rekeningen "764 tot 769 Andere uitzonderlijke opbrengsten" worden vervangen door de rekeningen "764 tot 768 Andere niet-recurrente bedrijfsopbrengsten" en "769 Andere niet-recurrente financiële opbrengsten" en bij diezelfde rekeningen worden respectievelijk de verwijzingen "I.E" en "IV.D" van de overeenstemmende rubrieken van de resultatenrekening geplaatst;

42° bij de rekening 77 wordt de verwijzing naar de overeenstemmende rubriek van de resultatenrekening "X.B" vervangen door de verwijzing "VIII.B";

43° bij de rekening 780 wordt de verwijzing naar de overeenstemmende rubriek van de resultaatverwerking "IXbis-III.bis (27bis)" vervangen door de verwijzing "VII.A";

44° bij de rekening 789 wordt de verwijzing naar de overeenstemmende rubriek van de resultaatverwerking "XII" vervangen door de verwijzing "X.A";

45° in voetnoot 23, in de Nederlandse versie, wordt het woord "produkt" vervangen door het woord "product";

46° in voetnoot 26 worden de woorden "geldbeleggingen, liquide middelen" geschrapt en de woorden "voorraden, bestellingen in uitvoering en" ingevoegd tussen de woorden "dan" en "handelsvoorderingen";

47° de voetnoot 27bis wordt geschrapt;

48° in de benaming van de rekening 031, in de Nederlandse versie, worden de woorden "Statutaire bewaargevingen" vervangen door de woorden "Statutaire bewaargevers".

Art. 56. In artikel 9, eerste lid, van het koninklijk besluit van 12 september 1983 tot uitvoering van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding van de ondernemingen, wordt het woord "tien" vervangen door het woord "zeven".

TITEL IV. — Slotbepalingen

Art. 57. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2016. De bepalingen ervan vinden echter toepassing op de boekjaren die beginnen op of na 1 januari 2016.

De bepalingen die van toepassing waren op de kosten van onderzoek vóór de wijzigingen van dit besluit blijven onverkort van toepassing voor zover deze kosten van onderzoek in de rubriek "II. Immateriële vaste activa" van de balans waren geboekt vóór 1 januari 2016.

De beperking van de omzetting van herwaarderingsmeerwaarden in het kapitaal zoals bedoeld in artikel 11, 1^o, in fine geldt vanaf 1 januari 2016.

Art. 58. De minister bevoegd voor Economie, de minister bevoegd voor Justitie, de minister bevoegd voor Financiën en de minister bevoegd voor K.M.O.'s, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 december 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
Kris PEETERS

De Minister van Justitie,
Koen GEENS

De Minister van Financiën,
Johan VAN OVERTVELDT

De Minister van Middenstand, Zelfstandigen en K.M.O.'s,
Willy BORSUS